

# Table des matières

<b>15 et 22 novembre 2007 .....</b>	<b>3</b>
JOURNAL DE MONTRÉAL : Rattrapage des cours à l'UQAM : Grève - Mise à jour: Samedi 1 <sup>er</sup> décembre 2007, à 07:52.....	3
LE DEVOIR : Les étudiants luttent contre le froid, la neige et... le dégel Des contre-manifestants perturbent la marche de protestation - Édition du vendredi 23 novembre 2007 .....	3
LA PRESSE : Des centaines d'étudiants manifestent sous le grésil - Le vendredi 23 novembre 2007 .....	4
LA PRESSE : Droits de scolarité : Les Canadiens sont plus favorables à une baisse que les Québécois - Le vendredi 23 novembre 2007.....	5
24 HEURES : Étudiants – Contre le dégel des frais de scolarité – Vendredi 23 novembre 2007 .....	5
MÉTRO : Photo : Éducation : Les étudiants mettent de la pression – Vendredi 23 novembre 2007 .....	5
JOURNAL DE MONTRÉAL : Les étudiants manifestent – Vendredi 23 novembre 2007 .....	6
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestation étudiante : La tempête refroidit les ardeurs des étudiants - Mise à jour le jeudi 22 novembre 2007 à 17 h 00 .....	6
24 HEURES – MÉTRO : Publicité FEUQ-FECQ – Jeudi 22 novembre 2007 .....	7
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Dégel des droits de scolarité : Les étudiants de l'UdM sont contre - Mise à jour le mercredi 21 novembre 2007 à 23 h 51 .....	7
CYBERPRESSE : Les étudiants de l'UdM s'opposent au dégel des frais de scolarité - Le mercredi 21 novembre 2007.....	7
CNW : FAECUM : Plus de 66 % des étudiants de l'Université de Montréal s'opposent au dégel des frais de scolarité - La FAECUM mobilise ses membres pour la manifestation nationale du 22 novembre – Mercredi 21 novembre 2007, à 21h09 .....	8
CNW : FEUQ : Invitation aux médias - Manifestation de la Coalition des forces étudiantes nationale à Montréal - Stoppons la hausse des frais ! Marchons pour l'Éducation ! – Mercredi 21 novembre 2007, à 15h42 .....	8
LE DEVOIR : Les directions de cégep adoptent la ligne dure - Édition du mercredi 21 novembre 2007.....	9
LE DEVOIR : Opinion : Lettres: La hausse des frais de scolarité, une mesure juste ?, par Fanny Theurillat-Cloutier - Édition du mercredi 21 novembre 2007 .....	9
JOURNAL DE MONTRÉAL : UQAM : Corbo contesté par les étudiants - Mise à jour: Mercredi 21 novembre 2007, à 09:11 .....	9
24 HEURES : Brève : UQAM – Mercredi 21 novembre 2007.....	10
LE DEVOIR : En bref - Fin de la grève à l'UQAM - Édition du mardi 20 novembre 2007.....	10
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : Retour en classe, en attendant la suite - Mise à jour le lundi 19 novembre 2007 à 18 h 57.....	10
LE DEVOIR : Opinion : Manifestations étudiantes - Revendiquer sans violence - Édition du lundi 19 novembre 2007.....	10
JOURNAL DE MONTRÉAL : Hier soir : Le <i>Journal</i> attaqué par des vandales : Le graffiti s'inspire de la Une qui décrivait le grabuge survenu au cégep du Vieux-Montréal – Lundi 19 novembre 2007.....	11
24 HEURES : Grève terminée – Lundi 19 novembre 2007 .....	12
24 HEURES : Dégâts considérables au cégep du Vieux Montréal – Lundi 19 novembre 2007 .....	12
LE DEVOIR : Des étudiants-grévistes-lecteurs forcent la fermeture de la GBQ : Les manifestants poursuivent leurs actions ponctuelles - Édition du samedi 17 et du dimanche 18 novembre 2007 .....	12
LA PRESSE : Chronique : Derrière le brouhaha, par Vincent Marissal - Le samedi 17 novembre 2007.....	12
LA PRESSE : Grève étudiante: Saku Koivu impliqué... malgré lui - Le samedi 17 novembre 2007 .....	13
JOURNAL DE MONTRÉAL : Solidarité!, par Richard Martineau - Mise à jour: samedi 17 novembre 2007, à 08:26.....	14
JOURNAL DE MONTRÉAL : Parmi les manifestants à l'UQAM : Des «casseurs» armés - Mise à jour samedi 17 juin 2007, à 10:01.....	14
THE GAZETTE: Student strike shrivels in cold: TUITION DEMOS Protesters enter exchange tower, force library to close – Saturday, November 17, 2007.....	14
CANOE INFOS : Hausse des frais de scolarité : Mobilisation timide des étudiants à Québec - Mise à jour: vendredi 16 novembre 2007, à 21:30 .....	15
L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : "Non au dégel, oui à la gratuité!" - Article mis en ligne le 16 novembre 2007 à 13:05 .....	15
L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : Une vingtaine d'étudiants assiègent le bureau du député : Ils sont demeurés sur place près de deux heures - Article mis en ligne le 16 novembre 2007 à 13:03.....	16
ARGENT : Frais de scolarité: Elgrably et Bouchard St-Amand s'affrontent - Mise en ligne vendredi 16 novembre 2007, à 12h22 .....	16
L'HEBDO RIVE NORD : Chronique d'humeur : Résistance étudiante, par Marc Gendron - mis en ligne le 16 novembre 2007 à 10:40 ....	16
CYBERPRESSE : Des étudiants perturbent les activités de la Tour de la Bourse - Le vendredi 16 novembre 2007 .....	17
LE DEVOIR : 1 <sup>ère</sup> page : «À nous la rue!» - 2000 étudiants manifestent au centre-ville de Montréal dans une ambiance festive - Édition du vendredi 16 novembre 2007.....	17
LA PRESSE : 2000 étudiants envahissent les rues - Le vendredi 16 novembre 2007.....	19
LE NOUVELLISTE : Le Cégep et l'UQTR en mode action - Le vendredi 16 novembre 2007 .....	19
JOURNAL DE MONTRÉAL : Grève des étudiants : Manif calme - Mise à jour: vendredi 16 novembre 2007, à 09:09.....	19
JOURNAL DE MONTRÉAL : Manifestations violentes : Une image négative des étudiants - Mise à jour: vendredi 16 novembre 2007, à 09:09 .....	20
MÉTRO : 1 <sup>ère</sup> page : Marée étudiante contre le dégel – Vendredi 16 novembre 2007 .....	20
MÉTRO : En grève et en colère : Québec ne pliera pas devant les revendications des étudiants – Vendredi 16 novembre 2007 .....	21
MÉTRO : Chronique : Société : l'art de manifester, par Marie Grégoire – Vendredi 16 novembre 2007 .....	21
MÉTRO : Lettre : Tendre la main au lieu de la matraque – Vendredi 16 novembre 2007 .....	22
24 HEURES : 1 <sup>ère</sup> page : Colère étudiante – Vendredi 16 novembre 2007 .....	22
24 HEURES : Frais de scolarité et gratuité scolaire : la grogne s'amplifie chez les étudiants – Vendredi 16 novembre 2007 .....	23
24 HEURES : Brève : pas de tasers contre les étudiants – Vendredi 16 novembre 2007 .....	23
24 HEURES : Chronique : Ah, ces bonnes vieilles manifs ..., par Marco Fortier, chroniqueur <i>Journal de Montréal</i> – Vendredi 16 novembre 2007.....	24

THE GAZETTE: Clowns and goths, all with one message: Downtown streets clogged for hours as students rail against tuition hikes - Friday, November 16, 2007 .....	24
RDI / DOMINIQUE POIRIER EN DIRECT : Devrait-on renoncer au dégel des droits de scolarité? , Jeudi 15 novembre 2007, 20h00.....	25
LCN : Cégep du Vieux-Montréal : 150 000\$ de dommages lors de l'occupation de mardi : Mise à jour : jeudi 15 novembre 2007, à 19h42 .....	25
RADIO-CANADA / ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : Hausse des droits de scolarité : Les étudiants régionaux peu sensibilisés - Mise à jour le jeudi 15 novembre 2007 à 15 h 47 .....	25
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestation étudiante : Quelque 1000 étudiants au rendez-vous - Mise à jour le jeudi 15 novembre 2007 à 14 h 22 .....	26
LCN : Éducation : 2000 étudiants manifestent dans les rues de Montréal - Mise à jour : jeudi 15 novembre 2007 14h08 .....	26
L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : La plupart des étudiants sont en faveur du dégel des droits de scolarité, croit le député Schneeberger - Article mis en ligne le 15 novembre 2007 à 12:22 .....	26
L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : Les cégepiens manifestent dans l'indifférence - Article mis en ligne le 15 novembre 2007 à 11:39 ..	27
RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE DU QUÉBEC : Dégel des droits de scolarité : L'opposition s'organise - Mise à jour le jeudi 15 novembre 2007 à 11 h 33 .....	28
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Frais de scolarité : Les étudiants maintiennent la pression - Mise à jour le jeudi 15 novembre 2007 à 11 h 19.....	28
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Frais de scolarité : Les étudiants interpellent Québec - Mise à jour le jeudi 15 novembre 2007 à 10 h 58..	28
RADIO-CANADA / ESTRIE : Dégel des droits de scolarité : Manifestation au cégep de Drummondville - Mise à jour le jeudi 15 novembre 2007 à 10 h 54 .....	29
LE DEVOIR : Les étudiants en grève - Nouvel affrontement étudiants-policiers - Édition du jeudi 15 novembre 2007 .....	29
LA PRESSE : De la casse au cégep du Vieux-Montréal - Le jeudi 15 novembre 2007 .....	30
LE SOLEIL : Cégep Garneau: une journée de grève teintée de prises de bec - Le jeudi 15 novembre 2007 .....	31
JOURNAL DE MONTRÉAL : Chronique : Lettre aux étudiants, par Nathalie Elgrably - Mise à jour: jeudi 15 novembre 2007, à 08:59 .....	31
JOURNAL DEMONTRÉAL : 1ère page : Party ou manif?: Pot, alcool et grabuge – Exclusif : Le Journal incognito parmi les étudiants – Jeudi 15 novembre 2007 .....	32
JOURNAL DE MONTRÉAL : Lourds dégâts : Une nuit avec les manifestants - Mise à jour: jeudi 15 novembre 2007, à 05:57 .....	32
JOURNAL DE MONTRÉAL : Éducation – Grèves : Les policiers étaient attendus - Mise à jour: jeudi 15 novembre 2007, à 05:40.....	33
JOURNAL DE MONTRÉAL : Galerie photo – Jeudi 15 novembre 2007 .....	33
MÉTRO : 1 <sup>ère</sup> page : Manifestations étudiantes : Québec reste inflexible – Jeudi 15 novembre 2007.....	36
MÉTRO : Photo : UQAM : des perturbations en vue – Jeudi 15 novembre 2007 .....	36
24 HEURES : 105 étudiants arrêtés – Jeudi 15 novembre 2007 .....	36
THE GAZETTE: First page: On strike students to rally today - Thursday, November 15, 2007.....	36
THE GAZETTE: Yes, there are issues to be tackled. No, roughhouse tactics are not the way - Thursday, November 15, 2007.....	37
CANOE INFOS: Grève à l'Université Laval : 13 associations sur 80 en grève - Mise à jour: mercredi 14 novembre 2007, à 19:03.....	38
L'HEDBO DE SAINT-MAURICE : Un débat pour l'avenir de l'éducation : Pour un nouveau pacte au sujet de la contribution étudiante - Article mis en ligne le 14 novembre 2007 à 13:09 .....	39
CYBERPRESSE : Des étudiants se disent victimes de répression policière - Le mercredi 14 novembre 2007 .....	39
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Université Laval : Les étudiants interpellent Québec - Mise à jour le mercredi 14 novembre 2007 à 11 h 33 .....	39
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Grève étudiante : Grabuge au cégep du Vieux Montréal - Mise à jour le mercredi 14 novembre 2007 à 10 h 21.....	40
L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : Le Cégep paralysé toute la journée : Quelque 140 étudiants bloquent les portes depuis 7 h ce matin - Article mis en ligne le 14 novembre 2007 à 8:50 .....	40
CYBERPRESSE : Plus de 100 étudiants arrêtés au cégep du Vieux-Montréal - Le mercredi 14 novembre 2007.....	41
LE DEVOIR : Grève dans les universités - Journée studieuse après une nuit de délinquance - Édition du mercredi 14 novembre 2007...41	41
LA TRIBUNE : Le Cégep de Drummond paralysé - Le mercredi 14 novembre 2007.....	42
LA TRIBUNE : UdeS: les étudiants de sciences humaines votent pour la grève - Le mercredi 14 novembre 2007.....	42
JOURNAL DE MONTRÉAL : UQAM : Vandalisme étudiant - Mise à jour: Mercredi 14 novembre 2007, à 05:55.....	42
24 HEURES : Ça brasse à l'UQAM – Mercredi 14 novembre 2007 .....	43
MÉTRO : Brève : UQAM – Mercredi 14 novembre 2007.....	43
CNW : CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL : COMMUNIQUÉS DE PRESSE - Des manifestants empêchent le directeur général du cégep du Vieux Montréal de s'adresser aux journalistes, Mercredi 14 novembre, 17h13.....	43
CSN-SPPCVM : Les professeurs du Cégep du Vieux-Montréal dénoncent l'attitude de la direction – Mercredi 14 novembre 2007, à 15h55 .....	43
CNW : CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL : CORRECTION/Invitation aux médias - Point de presse de la direction du cégep du Vieux Montréal sur l'intervention policière de la nuit dernière - 14 novembre, 13h52 .....	44
CNW : CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL :Rappel/Invitation aux médias - Point de presse de la direction du cégep du Vieux Montréal sur l'intervention policière de la nuit dernière - 14 novembre, 12h43.....	44
CNW : CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL : Invitation aux médias - Point de presse de la direction du cégep du Vieux Montréal sur l'intervention policière de la nuit dernière - 14 novembre, 12h14.....	44
CNW : CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL : Intervention policière au cégep du Vieux Montréal pour empêcher une occupation - 14 novembre, 07h50 .....	44

# 15 et 22 novembre 2007

**JOURNAL DE MONTRÉAL : Rattrapage des cours à l'UQAM : Grève - Mise à jour: Samedi 1<sup>er</sup> décembre 2007, à 07:52**

Marilou Séguin - Le Journal de Montréal

L'UQAM n'a pas l'intention de donner une session à rabais à ses étudiants qui ont fait la grève. Le rattrapage des cours manqués pourrait s'étendre jusqu'au 4 janvier. Les membres de la Commission des études ont voté des mesures spéciales pour permettre de valider la session d'automne 2007 et assurer la «qualité du travail académique».

## En janvier

Les élèves ayant manqué trois périodes d'un même cours durant la session devront en reprendre une durant la semaine du 18 au 21 décembre.

Pour les étudiants qui ont perdu quatre périodes, les cours devront être donnés les 3 et 4 janvier.

Une session complète comporte 45 heures de cours réparties sur 15 semaines.

Dans les cas les plus extrêmes, les étudiants grévistes ont perdu 12 heures d'enseignement, à raison de trois heures par cours.

«Il y a très peu d'étudiants qui vont devoir finir leur session après Noël», dit André Bournet, directeur du bureau de l'enseignement et des programmes de l'UQAM.

**LE DEVOIR : Les étudiants luttent contre le froid, la neige et... le dégel Des contre-manifestants perturbent la marche de protestation - Édition du vendredi 23 novembre 2007**

Clairandree Cauchy



Photo: Jacques Nadeau

Un peu plus d'un millier d'étudiants ont bravé hier la première journée de l'hiver pour manifester à Montréal contre le dégel des droits de scolarité, certains étant venus d'aussi loin que du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de l'Abitibi ou encore de la Gaspésie.

Sous le grésil, le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady, a réclamé que le gouvernement du Québec s'engage à tenir une commission parlementaire itinérante sur l'accessibilité et le financement de l'éducation. «S'il refuse, on entrera dans un mode de confrontation à l'hiver», a prévenu M. Brady, lui-même chahuté par des contre-manifestants issus de l'Association pour une solidarité étudiante (ASSE) ou d'associations non affiliées aux fédérations étudiantes collégiale et universitaire (FECQ et FEUQ).

La division du mouvement étudiant apparaissait clairement hier, alors qu'un groupe d'une centaine de personnes ont perturbé le début de la manifestation, tentant d'en prendre la tête en criant des slogans contre la FECQ et la FEUQ. «Les fédérations étudiantes ne nous représentent pas», pouvait-on lire sur une des bannières. Un imposant service d'ordre tentait tant bien que mal d'isoler ces manifestants du reste de la masse étudiante.

D'un côté, la FECQ et la FEUQ prônent le maintien du gel des droits de scolarité, une loi-cadre pour encadrer les frais afférents ainsi qu'une commission parlementaire sur l'accessibilité. Ces organisations ont également produit récemment une étude sur des scénarios, non seulement de gel des droits, mais aussi de gratuité scolaire, d'impôt post-universitaire (une surtaxe imposée aux diplômés

universitaires) ou de remboursement proportionnel au revenu. Dans l'autre camp, l'ASSE préconise la gratuité scolaire complète. Les contre-manifestants en avaient surtout contre l'idée d'une loi-cadre sur les frais afférents, qui équivalait selon eux à accepter l'existence même des frais. Ils dénonçaient également le principe d'un impôt post-universitaire.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

**Les contre-manifestants, environ une centaine d'étudiants, ont crié des slogans hostiles à la FECQ et à la FEUQ.**

Une des organisatrices de la grève de la semaine dernière à l'UQAM, qui a été un des fers de lance de la mobilisation de l'ASSE, se désolait hier de voir cette division s'étaler ainsi dans la rue. «C'est le comble de l'absurde. On milite pour la même chose, contre le dégel. Aujourd'hui, j'avais demandé aux gens de mettre le détail des revendications de côté pour créer un mouvement de solidarité», fait valoir Fannie Saint-Cyr, étudiante en arts dramatiques.

Dans la foule, les étudiants venus des quatre coins du Québec étaient bien loin de ces chicanes intestines entre regroupements nationaux. Christiane Pineault, 18 ans, avait fait plus de 15 heures d'autocar, avec une soixantaine de camarades du Cégep de Gaspé, pour dénoncer l'augmentation de 30 % en cinq ans des droits de scolarité. «On veut qu'après nos études, on puisse choisir une "job"»

qui nous intéresse vraiment, pas juste une "job" pour rembourser nos études», explique la jeune femme.  
 À Québec, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, est restée de marbre devant la manifestation étudiante. Elle a esquivé une question de la critique péquiste en matière d'éducation, Marie Malavoy, sur la possibilité de tenir une commission parlementaire itinérante sur l'accessibilité et le financement de l'éducation. «Le

Parti québécois, est-ce qu'il est pour ou contre le dégel des droits de scolarité au Québec?», a rétorqué la ministre, en faisant référence aux déclarations de la chef péquiste Pauline Marois en faveur d'une indexation des droits de scolarité, une position qui tranchait avec le discours tenu par son parti pendant la campagne électorale.



**LA PRESSE : Des centaines d'étudiants manifestent sous le grésil - Le vendredi 23 novembre 2007**

Martin Croteau, La Presse



Rassemblés au parc Émilie-Gamelin, peu après 14h, plus d'un millier d'étudiants venus de partout au Québec ont marché pacifiquement dans les rues du centre-ville.

*Photo Robert Mailloux, La Presse*

**«On gèle, non au dégel!» Sébastien Gagnon n'aurait pu mieux dire: il marchait torse nu le long du boulevard de Maisonneuve, hier. Le jeune homme de Rimouski fait partie des quelques centaines d'étudiants qui ont bravé le froid et le grésil pour contester l'augmentation des droits de scolarité.**

«Il y a des personnes qui vont pouvoir payer ces nouveaux frais, mais d'autres ne pourront pas et c'est pour eux que je me bats», a-t-il indiqué en grelottant.

Rassemblés au parc Émilie-Gamelin, peu après 14h, plus d'un millier d'étudiants venus de partout au Québec ont marché pacifiquement dans les rues du centre-ville. Organisée par la Fédération étudiante universitaire (FEUQ) et par la Fédération étudiante collégiale (FECQ), cette nouvelle manifestation pourrait bien en annoncer d'autres. Le président de la FEUQ, le plus important regroupement étudiant au Québec avec 120 000 membres, promet en effet d'intensifier les moyens de pression si le gouvernement Charest n'annule pas la hausse des droits de scolarité de 50\$ par trimestre pendant cinq ans.

Son président, Jean-Patrick Brady, demande au gouvernement d'organiser une commission parlementaire itinérante pour débattre de sa politique. «S'il n'y en a pas, on va devoir aller en mode confrontation avec le gouvernement, a-t-il déclaré. Ce n'est pas comme ça qu'on va arriver à une solution, mais on est prêts à le faire s'il n'y a pas de gestes concrets de la part du gouvernement.» Interpellée à l'Assemblée nationale au sujet des revendications des étudiants, la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne a esquivé la question, demandant à la chef péquiste Pauline Marois d'éclaircir sa position dans ce dossier. «Ça prend du courage pour prendre les bonnes décisions, a-t-elle cependant conclu. C'est ce que nous avons fait.»

**Pacifique**

La semaine dernière, des occupations organisées à l'UQAM et au cégep du Vieux-Montréal ont tourné au vinaigre, forçant l'escouade antiémeute à intervenir. Une centaine d'étudiants ont été arrêtés. Une autre manifestation s'est toutefois déroulée sans anicroche jeudi dernier. Celle d'hier s'est à nouveau déroulée dans la bonne



humeur. Le Service de police de la Ville de Montréal n'a rapporté aucun incident fâcheux.

Quelques dizaines d'étudiants, affiliés à différentes associations collégiales et universitaires, ont toutefois chahuté les organisateurs, alors qu'ils tenaient un point de presse. «La FECQ, la FEUQ, on n'en veut pas!» ont-ils scandé.

«On n'est pas venus ici pour diviser le mouvement étudiant, a indiqué le porte-parole du groupe, Simon Robert. On est venus ici pour dire aux gens de faire attention à la FEUQ et à la FECQ, pour la simple et bonne raison qu'ils contrôlent tout.»

Membre de l'association étudiante du cégep du Vieux-Montréal, Simon Robert estime que les demandes du tandem FEUQ-FECQ sont trop modérées. Il exige carrément la gratuité scolaire.

## LA PRESSE : Droits de scolarité : Les Canadiens sont plus favorables à une baisse que les Québécois - Le vendredi 23 novembre 2007

Hugo de Grandpré, La Presse, Ottawa

**La grande majorité des Canadiens juge que la baisse des droits de scolarité est la priorité en matière d'éducation postsecondaire à l'heure actuelle. Mais au Québec, seulement le tiers des habitants placent toujours cet élément au sommet de leur liste.**

Un sondage de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université publié hier révèle en effet que 60% des Canadiens jugent que la baisse des droits de scolarité et l'endettement sont les enjeux les plus importants dans le système universitaire à l'heure actuelle, comparativement à 36% des Québécois. Ces derniers se tournent vers d'autres préoccupations: 24% croient qu'il faut diminuer la taille des classes; 19% jugent qu'il faut créer plus de places pour les étudiants et 16% penchent en faveur d'investissements accrus dans la recherche.

De même, plus de 80% des Canadiens croient que les droits de scolarité à l'université devraient être diminués ou au moins gelés. Au Québec, seulement 66% des répondants sont du même avis.

### Frais moindres au Québec

«Les droits de scolarité sont certainement deux fois plus élevés dans le reste du Canada qu'au Québec, a analysé hier Clément Lemelin, professeur de l'UQAM à la retraite et spécialiste de l'économie de l'éducation. Il est normal que les gens soient moins sensibles ici à cette question-là.»

Les droits de scolarité dans la province sont de 2025\$ pour l'année scolaire 2007-2008. Ils sont à 5381\$ en Ontario et à 5878\$ en Nouvelle-Écosse. La moyenne canadienne, ce qui inclut le Québec, est de 4524\$.

Deux mille Canadiens ont été interrogés dans le cadre de cette enquête téléphonique des maisons Decima et Harris, menée entre le 1er et le 12 novembre 2007. Au niveau national, la marge d'erreur est de 2,2 points de pourcentage, 19 fois sur 20. L'échantillonnage est proportionnel à la population de chaque province.

Ce sondage démontre également qu'une vaste majorité de Canadiens et de Québécois estime que les politiques des différents partis en matière d'éducation postsecondaire seront déterminantes quand viendra le temps de décider pour qui voter lors des prochaines élections fédérales.

Le professeur Lemelin doute cependant de la crédibilité de ces conclusions. «Même si l'éducation est une compétence des provinces, il reste que le gouvernement fédéral dépense de différentes façons, a-t-il précisé. Ceci dit, d'imaginer que les gens, au gouvernement fédéral, vont voter sur des questions de dépenses pour les universités, cela me surprendrait beaucoup!»

«Je pense que le fédéral a un rôle important à jouer et il y a quand même plusieurs enjeux nationaux, a pour sa part lancé Greg Alain, le président de l'association. Et puis c'est le fédéral qui a l'argent.»

## 24 HEURES : Étudiants – Contre le dégel des frais de scolarité – Vendredi 23 novembre 2007

### Étudiants

Des étudiants des cégeps et des universités ont manifesté hier après-midi au centre-ville. Ils ont marché devant le bureau du premier ministre Jean Charest. Une fois de plus, ils ont dénoncé le dégel des frais de scolarité.

(JCG)

## Contre le dégel des frais de scolarité

Plus de 66 % des étudiants de l'Université de Montréal s'opposent au dégel des droits de scolarité imposé par le gouvernement Charest. Québec a

décrété une hausse de 50 \$ par session pendant cinq ans, ce qui portera les droits de scolarité à 2168 \$ par année en moyenne d'ici 2012. Les étudiants es-

timent que cette hausse n'améliorera pas la qualité de la formation et réduira l'accessibilité aux étudiants postsecondaires.

(JCG)

## MÉTRO : Photo : Éducation : Les étudiants mettent de la pression – Vendredi 23 novembre 2007

### Éducation Les étudiants mettent de la pression



Les étudiants promettent d'intensifier la pression sur Québec, s'il refuse de revenir sur sa décision d'augmenter les droits de scolarité de 50 \$ par session pendant cinq ans. Dans le cadre d'une manifestation de centaines d'étudiants, hier à Montréal, le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady, a promis qu'il s'agissait de la première étape d'une longue série de moyens de pression.

## LES ÉTUDIANTS MANIFESTENT

Plus de 2 000 étudiants ont manifesté hier après-midi au centre-ville de Montréal pour protester contre la hausse des droits de scolarité pour les études postsecondaires décrétée en juin par le premier ministre Jean Charest. Les étudiants ont réaffirmé l'importance de dénoncer les mesures gouvernementales actuelles et l'urgence de proposer un nouveau projet pour l'avenir de l'éducation postsecondaire au Québec. « La hausse des frais qui nous est présentement imposée n'est pas la solution aux problèmes que connaissent nos universités. C'est ce que les étudiants ont voulu démontrer aujourd'hui », a affirmé Angelica Novoa, représentante des associations étudiantes membres de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, section Québec (FCEE-Q).

PHOTO CHANTAL POIRIER



### RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestation étudiante : La tempête refroidit les ardeurs des étudiants - Mise à jour le jeudi 22 novembre 2007 à 17 h 00

Le mouvement étudiant contre le dégel des frais de scolarité a de nouveau soufflé sur Montréal jeudi. Quelque 1000 étudiants de plusieurs régions du Québec se sont rassemblés au parc Émilie-Gamelin vers 14 h avant de porter leurs revendications dans les rues de la métropole québécoise.

La Fédération étudiante universitaire du Québec attendait plusieurs milliers de manifestants, mais le mauvais temps a réduit les effectifs à un millier. La délégation de Sept-Îles s'est notamment désistée en raison de la tempête qui menaçait l'est du Québec.

Venus d'aussi loin que de la Gaspésie et de Jonquière, ces étudiants ont bravé les intempéries pour dénoncer la hausse des frais de scolarité de 50 \$ par session



Une manifestation des étudiants contre le dégel des frais de scolarité

pendant 5 ans. Ainsi, il en coûtera environ 2100 \$ par année pour étudier à l'université en 2012.

Les étudiants réclament un gel des frais de scolarité et un débat sur le financement des universités au Québec. Les étudiants soutiennent que la hausse des frais, bien qu'elle paraisse insignifiante pour plusieurs, devient un fardeau pour certains étudiants.

Fort de l'appui des partis de l'opposition, le gouvernement de Jean Charest demeure imperturbable. Il promet de maintenir la hausse des droits de scolarité, peu importe les actions des étudiants. M. Charest estime que l'ajustement du régime des prêts et bourses permettra de maintenir l'accessibilité aux études postsecondaires pour les jeunes de tous les milieux.

# Manifestation aujourd'hui à 14h au Square-Berri.

(coin Berri et Maisonneuve)



En 2007-2008, un étudiant à temps complet verra sa facture grimper de 100\$. Dans 5 ans, sa facture augmentera de 500\$ par année, soit 30% de plus par rapport à 2006.

Les frais afférents (l'ensemble des frais autres que les droits de scolarité obligatoires) sont passés depuis 1994 de 155\$ à 576\$ en moyenne par année pour chaque étudiant, ce qui représente une augmentation de 362%.

Aujourd'hui les étudiants se rassemblent pour dénoncer la hausse des frais et pour exiger un grand débat sur l'avenir de l'éducation supérieure au Québec.

Trouvons une solution viable tous ensemble.

**Stoppons la hausse des frais. Marchons pour l'éducation.  
Soyez-y!**



[www.nonaudegel.org](http://www.nonaudegel.org) FEUQ

## RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Dégel des droits de scolarité : Les étudiants de l'UdM sont contre - Mise à jour le mercredi 21 novembre 2007 à 23 h 51

Les deux tiers des étudiants de l'Université de Montréal s'opposent au dégel des droits de scolarité imposé par Québec. Le gouvernement Charest a décrété une hausse de 50 \$ par session pendant cinq ans, ce qui portera les droits de scolarité à 2168 \$ par an en moyenne d'ici 2012.

Mercredi soir, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), réunie en congrès général extraordinaire, a entériné les résultats du référendum qui a été tenu auprès des 33 000 étudiants de l'UdeM du 5 au 16 novembre. Quelque 21 % des étudiants inscrits ont participé au référendum, qui posait un total de sept questions.

À la question « Êtes-vous en accord avec le dégel des frais de scolarité tel qu'appliqué par le gouvernement depuis septembre

2007? », les étudiants ont répondu « non » dans une proportion de 66,89 %.

La secrétaire générale de la FAECUM, Julie Bouchard, a déclaré que les étudiants sont contre le dégel des droits de scolarité parce qu'ils jugent que cette hausse n'améliorera pas la qualité de la formation et réduira l'accessibilité aux études postsecondaires.

La FAECUM invite les étudiants à participer à la grande manifestation qui doit débiter jeudi, à 13 h 30, au parc Émilie-Gamelin, au centre-ville de Montréal. Les étudiants collégiaux et universitaires de tout le Québec vont protester pour dénoncer le dégel des droits de scolarité.

## CYBERPRESSE : Les étudiants de l'UdM s'opposent au dégel des frais de scolarité - Le mercredi 21 novembre 2007

Presse Canadienne, Montréal

**Les deux tiers des étudiants de l'Université de Montréal s'opposent au dégel des frais de scolarité imposé par le gouvernement du Québec.**

Réunie en congrès général extraordinaire, mercredi soir, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) a entériné les résultats du référendum tenus auprès des 33 000 étudiants de l'UdeM du 29 octobre au 16 novem-

bre. Quelque 21 pour cent des étudiants inscrits ont participé au référendum.

À la question: «Êtes-vous en accord avec le dégel des frais de scolarité tel qu'appliqué par le gouvernement depuis septembre 2007?», les étudiants ont répondu «non» dans une proportion de 66,89 pour cent.

Selon la secrétaire générale de la FAECUM, Julie Bouchard, les étudiants sont contre le dégel des frais de scolarité de Jean Cha-

rest, jugeant que la mesure n'améliorera pas la qualité de la formation et réduira l'accessibilité aux études post-secondaires.

La FAECUM a profité de l'assemblée pour appeler les étudiants à manifester jeudi à compter de 13h30 au parc Emilie-Gamelin, au centre-ville de Montréal, d'où partira une grande manifestation rassemblant des étudiants collégiaux et universitaires de partout au Québec pour dénoncer le dégel des frais de scolarité.

---

## **CNW : FAECUM : Plus de 66 % des étudiants de l'Université de Montréal s'opposent au dégel des frais de scolarité - La FAECUM mobilise ses membres pour la manifestation nationale du 22 novembre - Mercredi 21 novembre 2007, à 21h09**

---

MONTREAL, le 21 nov. /CNW Telbec/ - Les associations étudiantes membres de la FAECUM étaient réunies en congrès général extraordinaire, mercredi soir, pour entériner les résultats du Référendum FAECUM 2007, consultation pancampus réalisée auprès des 33 000 étudiants membres de la Fédération. A la question "Êtes-vous en accord avec le dégel des frais de scolarité tel qu'appliqué par le gouvernement depuis septembre 2007?", les étudiants ont répondu "NON" dans une proportion de 66,89 %.

### **Résultats probants du Référendum FAECUM 2007**

Le Référendum FAECUM 2007 s'est tenu du 29 octobre au 16 novembre dernier. Des comités partisans composés d'étudiants membres ont chacun défendu une option à l'une des sept questions posées. Le vote s'est déroulé du 5 au 9 et du 12 au 16 novembre, dans 24 bureaux de vote répartis sur le campus. Les étudiants hors campus pouvaient s'exprimer par vote postal. En tout, près de 21 % des membres ont exercé leur droit de vote.

"Nos membres sont contre le dégel des frais de scolarité de Jean Charest. Pendant la campagne référendaire, ils se sont informés et ont conclu que cette mesure unilatérale n'améliorera pas la qualité de la formation et réduira l'accessibilité. C'est le message que les étudiants du Québec martèlent depuis juin dernier. Il faut croire que le message passe", explique Julie Bouchard, secrétaire générale de la FAECUM.

Selon l'étude du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE) dévoilée en septembre, plus de 30 % des étudiants bénéficiaires de l'aide financière seront endettés plus lourdement et autant demeureront dans la même situation financière. Le revenu moyen des étudiants universitaires se situe toujours sous le seuil du faible revenu établi par Statistique Canada, et diminue sans cesse depuis 1994. Par ailleurs, ni le premier ministre, ni sa ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, ne s'engagent à investir les 210 millions de dollars des étudiants dans le réseau universitaire. De plus, les mesures de "bonification" de l'AFE annoncées en même temps que le dégel des frais de scolarité ne sont pas récur-

rentes. Qui plus est, la ministre de l'Éducation refuse toujours de chercher à pallier le manque à gagner de 71 millions de dollars par année en aide financière aux études.

### **Manifestation nationale pour l'éducation**

Ainsi, jeudi, à 13 h 30, des navettes quitteront les pavillons de l'Université de Montréal pour se diriger vers le parc Emilie-Gamelin d'où partira une grande manifestation rassemblant des étudiants collégiaux et universitaires de partout au Québec. Ils dénonceront avec vigueur dégel tel qu'appliqué depuis septembre 2007 par le Parti libéral et qui ne fait que commencer à faire des ravages dans l'accessibilité. En effet, le plan de la ministre Courchesne prévoit une augmentation totale de 500 dollars des frais, à raison de 50 dollar par session pendant cinq ans.

"La FAECUM invite tous ses membres et l'ensemble de la population à marcher pour une éducation accessible et adéquatement financée. Tous les membres de l'Assemblée nationale doivent comprendre que la mesure unilatérale et draconienne des libéraux n'assouvit pas les besoins des universités et nuit au développement du Québec. Une autre voie doit être privilégiée", insiste Julie Bouchard. Le mouvement étudiant fédératif du Québec propose, entre autres, qu'une commission parlementaire itinérante sillonne la province pour discuter avec les intervenants du milieu afin de bien comprendre la réalité des communautés universitaires et estudiantines.

Depuis plus de 30 ans, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) défend et promeut les droits et intérêts académiques, politiques, sociaux et économiques des étudiants. Forte de 81 associations étudiantes qui représentent 33 000 membres, la FAECUM est la plus importante association étudiante de campus au Québec. [www.faecum.qc.ca](http://www.faecum.qc.ca)

### **Renseignements:**

Alexandre Ducharme, attaché de presse, FAECUM, cellulaire: (514) 497-2602

---

## **CNW : FEUQ : Invitation aux médias - Manifestation de la Coalition des forces étudiantes nationale à Montréal - Stoppons la hausse des frais ! Marchons pour l'Éducation ! - Mercredi 21 novembre 2007, à 15h42**

---

MONTREAL, le 21 nov. /CNW Telbec/ - La Coalition des forces étudiantes nationales (CFEN) invite les médias et la population à assister à une grande manifestation étudiante qui aura lieu demain après-midi au centre-ville de Montréal. Sous le thème "Stoppons la hausse des frais ! Marchons pour l'Éducation !", la manifestation s'inscrit dans la foulée des actions étudiantes de l'automne et vise à combattre la hausse des frais de scolarité décrétée en juin dernier par le gouvernement libéral de Jean Charest.

Convaincus de l'importance de dénoncer les mesures gouvernementales actuelles et de l'urgence de proposer un nouveau projet pour l'avenir de l'éducation postsecondaire, des associations étudiantes indépendantes ainsi que d'autres, membres de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants section Québec (FCEE-Q) se

sont réunies au sein de la Coalition des forces étudiantes nationale pour organiser cette grande manifestation.

En plus des traditionnels discours au départ et à l'arrivée, les porte-parole de la coalition tiendront un point de presse avant le départ de la marche.

### **Aide-mémoire :**

Manifestation étudiante sous le thème "Stoppons la hausse des frais ! Marchons pour l'Éducation !"

**Lieu :** Départ de la marche sur le Boulevard Maisonneuve entre les rues St-Denis et St-Hubert, Montréal.

**Date :** Jeudi le 22 novembre 2007

Point de presse à 14h15

Départ de la manifestation à 14h30

### **Porte-parole :**

- Jean-Patrick Brady, représentant des associations étudiantes membres de la FEUQ au sein de la coalition

- Geneviève Bond-Roussel, représentante des associations étudiantes membres de la FECQ au sein de la coalition  
- Angelica Novoa, représentante des associations étudiantes membres de la FCEE-Q au sein de la coalition

Dany St-Jean, attaché de presse, FEUQ, bureau: (514) 396-3380, Cell.: (514) 212-5457;  
Mahieu Poulin, attaché de presse, FECQ, bureau: (514) 396-3320, Cell.: (514) 622-8179

#### Renseignements:

### LE DEVOIR : Les directions de cégep adoptent la ligne dure - Édition du mercredi 21 novembre 2007

Clairandree Cauchy

Les associations étudiantes collégiales ont peine à négocier des ententes avec les directions des cégeps pour faire respecter les levées de cours votées ces derniers jours ou pour s'assurer que les collégiens qui participent à la manifestation prévue demain après-midi ne seront pas pénalisés.

La plupart des cégeps refuseraient, selon la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), de négocier des ententes afin de reprendre les cours manqués lors de la manifestation prévue demain après-midi, ou de s'assurer que les étudiants absents ne soient pas pénalisés s'ils manquent un examen. «Par le passé, cela ne posait aucun problème, les cégeps reconnaissaient les levées de cours et les périodes étaient reportées», observe la présidente de la FECQ, Geneviève Bond-Rousselle.

Elle constate que le flou juridique entourant la loi 43, qui interdit les moyens de pression des employés du secteur public, a compli-

qué les choses. La loi oblige les cégeps à s'assurer que les services soient offerts en tout temps et que l'accès à l'institution soit assuré, ce qui, selon les directions de collèges, s'appliquerait également lors des mobilisations étudiantes. La semaine dernière, le Conseil du trésor avait cependant dissipé ce flou en précisant que la loi concernait seulement des situations où les employés de l'État sont en cause.

Six cégeps où les étudiants ont voté en faveur d'une levée de cours pour la manifestation de demain refusent de reconnaître la levée de cours ou de négocier des ententes avec les associations. Cinq autres associations étudiantes devraient se prononcer sur la participation à la manifestation d'ici à demain midi.

C'est donc au tour des Fédérations étudiantes collégiales et universitaires d'organiser une marche, demain après-midi, dans les rues de Montréal.

### LE DEVOIR : Opinion : Lettres: La hausse des frais de scolarité, une mesure juste ?, par Fanny Theurillat-Cloutier - Édition du mercredi 21 novembre 2007

Le 19 novembre 2007

Le slogan «Le dégel des frais de scolarité, c'est faire payer les riches» a connu un succès retentissant ces derniers mois. La logique voudrait pourtant l'inverse, puisque l'augmentation va s'appliquer à tout étudiant, riche ou pauvre. Ainsi, proportionnellement, elle affectera plus les porte-monnaies les moins garnis. Pour que le slogan devienne réalité, l'argument se décline alors en deux versions.

D'un côté, il paraîtrait que seuls ceux qui ont les moyens de payer l'augmentation le feront, puisque les autres bénéficient du système des prêts et bourses qui devrait être bonifié en conséquence de la hausse. Il semblerait qu'une erreur se soit glissée dans ce portrait idyllique. Environ 30 % des bénéficiaires de l'aide financière aux études verront leur «bonification» directement ajoutée à la colonne

de leur endettement. La fameuse justice sociale dont il est question ici se résume-t-elle à être riche ou s'endetter?

De l'autre côté, le dégel des frais de scolarité n'affecterait que les enfants des familles les plus aisées, puisque ce sont eux qui font des études post-secondaires. Devant ce constat statistiquement véridique, on peut en effet proposer une hausse qu'après tout cette partie de la population peut se permettre. Mais loin d'être une mesure «juste», il s'agit d'un choix politique, celui du statu quo des inégalités sociales. Ce n'est pas en augmentant les droits de scolarité qu'on favorisera l'accession des plus pauvres au cégep et à l'université, au contraire! D'autant plus quand, d'après Statistique Canada, plus les revenus d'un individu baisse, plus il a tendance à surestimer les coûts des études et minimiser leurs impacts positifs. [...]

### JOURNAL DE MONTRÉAL : UQAM : Corbo contesté par les étudiants - Mise à jour: Mercredi 21 novembre 2007, à 09:11

Jean-Philippe Pineault, Le Journal de Montréal

Même si les deux tiers des associations étudiantes de l'UQAM s'opposent à sa candidature, Claude Corbo deviendra vraisemblablement le prochain recteur de l'établissement universitaire.

À la lumière des résultats de la consultation qui s'est tenue la semaine dernière, le conseil d'administration de l'UQAM a recommandé hier la nomination du professeur de science politique au poste de recteur.

Cette décision est toutefois loin de faire l'unanimité. À peine 30% des associations étudiantes et de l'Association des diplômés se sont prononcées en faveur de M. Corbo, tandis que l'appui des associations de syndicats et les chargés de cours s'élève à peine à 45%.

Le prochain grand manitou de l'institution a toutefois été appuyé dans une plus large proportion par les professeurs (76,8 %) et les cadres (96,2%).

Afin de faire entendre leur désaccord face à cette nomination, des étudiants ont manifesté devant le Hilton, hier, où se tenait une réunion du conseil d'administration de l'UQAM.

Seul candidat en lice pour le poste de recteur, Claude Corbo a obtenu 75,5 % des voix exprimées. Sa nomination doit être confirmée par le gouvernement.

Dans une lettre destinée aux membres de la communauté uqamienne, ce dernier a indiqué sa volonté de mettre en oeuvre le plan de redressement qu'il a soumis pour remettre l'université sur les rails.

Par ailleurs, plusieurs directions de cégeps ont refusé de reporter les cours jeudi prochain afin de permettre aux étudiants de participer à une grande manifestation pour dénoncer la hausse des droits de scolarité.

#### Refus

«Différentes directions d'établissement collégiaux justifient en effet leur refus, sous prétexte que la loi interdirait à quiconque de faire obstacle au maintien des services d'un organisme du service public, incluant les cégeps», explique Mathieu Poulin, de la Fédération étudiante collégiale du Québec.

«En cautionnant un piquet de grève étudiant visant à assurer une levée de cours, ces directions prétendent ainsi s'exposer à d'éventuelles poursuites judiciaires», dit-il, ajoutant qu'une telle interprétation légale est erronée.

La Fédération des cégeps soutient que les établissements pourront lever les cours uniquement si les étudiants sont en nombre insuffisant, s'il y a piquet de grève ou débordement.





## UQAM

Réunis en assemblée générale hier matin, les étudiants de l'UQAM ont réaffirmé leur détermination à faire entendre leurs revendications au gouvernement et à l'administration de l'Université. Selon les étudiants, la grève qui a paralysé les cours la semaine dernière aura permis aux universitaires de faire connaître leur position et de faire valoir la force de leur opposition aux mesures de redressement imposées à l'UQAM ainsi qu'au dégel des frais de scolarité décrété par le gouvernement libéral. Une grève générale illimitée pourrait survenir au début de 2008. (JCG)

## LE DEVOIR : En bref - Fin de la grève à l'UQAM - Édition du mardi 20 novembre 2007

### Devoir Le

Les quelque 20 000 étudiants issus de cinq des sept associations facultaires de l'Université du Québec à Montréal ont décidé hier de mettre fin au mouvement de grève entamé la semaine dernière, le temps de se tourner vers un possible «dialogue» avec le gouvernement libéral.

Ils demandent notamment que Québec revienne sur sa décision de dégeler les droits de scolarité. Ils s'opposent aussi au plan de redressement mis en place pour sortir l'Université du marasme finan-

cier provoqué entre autres choses par les déboires du projet de l'îlot Voyageur. Les étudiants promettent par ailleurs, si rien ne bouge, de se prononcer de nouveau sur la possibilité de déclencher une grève générale illimitée, et ce, dès le mois de janvier. Entretiens, plusieurs participeront à la manifestation organisée ce jeudi à Montréal pour dénoncer la hausse des droits de scolarité et pour exiger un grand débat sur l'avenir de l'éducation supérieure au Québec.

## RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : Retour en classe, en attendant la suite - Mise à jour le lundi 19 novembre 2007 à 18 h 57

Les étudiants de quatre associations facultaires de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) tenaient des assemblées générales, lundi, afin de déterminer s'ils poursuivraient leur mouvement de grève.

Résultat: ces associations, soit les étudiants en sciences humaines (AFESH), en arts (AFEA), en lettres, langues et communications (AFELLC) ont décidé de retourner en classe. Leurs porte-parole ont toutefois indiqué qu'ils n'excluaient pas d'autres moyens de pression, l'hiver prochain.

Les étudiants en sciences, membres de l'AESS, étaient de retour en classe lundi, tel qu'ils l'avaient décidé la semaine dernière. Les

étudiants en sciences politiques et en droit, membres de l'AFESPED, effectuaient également un retour en classe lundi.

Ces étudiants de l'UQAM ont débrayé la semaine dernière pour protester contre les hausses des droits de scolarité et le plan de redressement financier de l'UQAM.

Quant aux deux autres associations facultaires de l'UQAM, qui en compte 7, elles se sont tenues à l'écart du mouvement de grève. L'Association des étudiants de l'École des sciences de la gestion (AEESG) et l'Association des étudiants du secteur de l'Éducation (ADEESE) sont demeurés en classe la semaine dernière.

## LE DEVOIR : Opinion : Manifestations étudiantes - Revendiquer sans violence - Édition du lundi 19 novembre 2007

### Collectif de fédérations et d'associations étudiantes

La société québécoise est diversifiée et enrichie des opinions différentes et divergentes qui l'animent. Les mouvements sociaux doivent composer avec une pluralité de visions pour résoudre les problématiques vécues. Le mouvement étudiant n'en est pas exempt. La complémentarité des tactiques qui dessine la campagne de cet automne en est un exemple éloquent. Or, malgré toute notre solidarité envers les étudiants engagés avec nous dans ce combat, nous devons nous inscrire en faux par rapport aux événements [de la dernière semaine].

En effet, lundi et mardi [derniers] resteront des journées peu glorieuses pour la vaste majorité des étudiants collégiaux et universitaires du Québec. Les actes d'intimidation, de violence et de vandalisme perpétrés par des minorités virulentes dans les établissements d'enseignement de l'Université du Québec à Montréal et du Cégep du Vieux-Montréal sont déplorables. Ils faussent le message que la majorité des étudiants s'efforce d'envoyer à la population et au gouvernement.

### Réussir à faire passer le message

En politique, comme dans l'espace public, tout est question de mesure et de nuances. Nous estimons cependant que les saccageurs n'ont fait preuve ni de l'un ni de l'autre, s'attirant du coup la foudre de leurs propres administrations universitaires, de la majori-

té des étudiants et de l'opinion publique. Par conséquent, la population a maintenant une perception plus négative et teintée de frustration à l'endroit du mouvement étudiant. Considérant la laideur des images qu'on lui a passées en boucle pendant quelques jours, nous pouvons le comprendre. En outre, nous croyons tout à fait possible que certains abus des forces de l'ordre, rapportés par les étudiants, s'avèrent fondés.

Ces actes de violence sont associés, à tort, à un mouvement qui rassemble des milliers d'étudiants. Nous affirmons haut et fort que ces derniers, malheureusement associés au message d'accessibilité aux études universitaires que nous prônons, sont une minorité par rapport à la majorité d'étudiantes et d'étudiants qui dénoncent les décisions du gouvernement libéral de Jean Charest en éducation postsecondaire.

Depuis le début de la campagne, [...] des dizaines d'actions créatives et positives sont réalisées pour sensibiliser et informer la population. Des tournées de centres commerciaux, des marches funèbres pour enterrer l'accessibilité, des stands d'information, des appels massifs ont été effectués -- et cela fonctionne! Pourtant, les médias n'en parlent que trop peu, obnubilés par le sensationnalisme que procure l'expulsion forcée suivant une occupation illégale...

**Mettons les points sur les «i»!**

Clarifions une fois pour toutes notre position. Nous ne prôtons d'aucune façon la destruction du bien public. Nous dénonçons ces actes perpétrés au sein, et à l'endroit, de nos établissements d'enseignement. Nous ne prôtons pas de dogmes sociaux. Nous cherchons à améliorer la situation des étudiants du Québec, dont les conditions ont été attaquées aveuglément par le gouvernement libéral de Jean Charest.

Les libéraux argumentent que leur dégel est «raisonnable» et que l'aide financière a été «ajustée». Notre opinion est tout autre, car des questions maintes fois posées demeurent sans réponses. Comment expliquer l'hypocrisie dans le traitement des études qui nous donnaient raison, études commandées et rapidement «tablettées» par la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne? Comment expliquer que cette dernière reconnaît un manque à gagner de 71 millions de dollars par année en aide financière et qu'elle refuse de le combler? Comment expliquer que les «bonifications» à l'aide financière alourdiront l'endettement de plus du tiers des étudiants universitaires bénéficiaires de l'Aide financière aux études?!

[...] Nous proposons des alternatives concrètes, réalistes et pragmatiques. Sortir du cul-de-sac dans lequel nous enfonçons le dégel libéral nécessitera ouverture, discussion et écoute, de part et d'autre. Il faut respecter aujourd'hui les étudiants qui seront les décideurs de demain, que l'on soit d'accord ou non avec certaines de leurs idées...

Notre plan de match ne consiste pas à imposer nos opinions par la violence et par la force, car procéder de la sorte trahirait les traditions de la société québécoise, traditions de concertation et de collaboration entre les acteurs interpellés et concernés par une problématique d'envergure.

Nous souhaitons créer un lieu de discussion où tous les acteurs concernés, où qu'ils soient, pourront exprimer leurs solutions afin

que le gouvernement puisse, en conséquence, agir d'une manière éclairée et transparente. [...]

C'est pourquoi, nous, représentants étudiants des quatre coins de la province, demandons à l'Assemblée nationale de mettre sur pied une Commission parlementaire itinérante dont le mandat serait de visiter les villes étudiantes du Québec pour discuter avec les intervenants du milieu et leurs acteurs périphériques afin de bien comprendre la réalité des communautés universitaires et estudiantines. Nous invitons la population à marcher avec nous le 22 novembre prochain pour dénoncer la lapidation de l'enseignement universitaire effectuée en douce par le gouvernement Charest et pour réclamer une Commission parlementaire itinérante à ce sujet.

Ont signé ce texte:

- la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal;
- la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke;
- l'Association générale des étudiants de la Faculté d'études permanentes de l'Université de Montréal;
- la Concordia Student Union;
- l'Association des étudiants du secteur de l'éducation de l'Université du Québec à Montréal;
- la Post-Graduate Student's Society de l'Université McGill;
- l'Association des étudiants de Polytechnique;
- l'Association des étudiants aux cycles supérieurs de Polytechnique;
- l'Association générale des étudiants du Cégep de Rosemont;
- l'Association générale des étudiants du Cégep Édouard-Montpetit.

**JOURNAL DE MONTRÉAL : Hier soir : Le *Journal* attaqué par des vandales : Le graffiti s'inspire de la Une qui décrivait le grabuge survenu au cégep du Vieux-Montréal – Lundi 19 novembre 2007**

HIER SOIR

# Le *Journal* attaqué par des vandales

■ Le graffiti s'inspire de la Une qui décrivait le grabuge survenu au cégep du Vieux-Montréal

**Le *Journal de Montréal* a été victime d'un acte de vandalisme, hier, qui faisait référence à l'infiltration d'un de nos journalistes dans le mouvement étudiant lors d'une manifestation houleuse, la semaine dernière.**

**GABRIELLE DUCHAINE**  
Le *Journal de Montréal*

Les vandales ont écrit avec de la peinture noire sur la façade du *Journal* : «Étudiants pas égale à Pot, alcool et grabuge», un rappel du titre de la Une de jeudi dernier (*Manif ou party : pot, grabuge et alcool*).

Le journaliste Jean-Philippe Pineault avait alors passé la nuit avec les manifestants lors d'un bed-in illégal au cégep du Vieux-Montréal, qui s'est terminé par plus de 100 arrestations.

Une autre phrase attaquait plutôt la qualité du *Journal* : «Démagogie, fautes de français et merde».

Joints tard hier soir, les représentants de l'association du cégep du Vieux-Montréal, visés par les articles de jeudi dernier,



se sont empressés de condamner ces actes.

«C'est ridicule, s'est exclamé Simon Robert de l'association étudiante. Personne au sein de l'exécutif n'a commandé ces actes.»

«Ça doit être une initiative personnelle ou une autre association, ajoute-t-il. «On n'aurait jamais fait ça.»

«C'est très mauvais pour le mouvement, mais c'est difficile d'avoir le contrôle sur tout le monde. Il y a toujours des dérapages.»



PHOTO ALAIN DÉCARE

■ Les vandales ont utilisé leurs aérosols près de l'entrée du *Journal*, rue Frontenac.

### Grève terminée

Après trois jours de grève et de grabuge, les étudiants du cégep du Vieux-Montréal reprennent leurs cours ce matin. Dans un climat hostile, les étudiants ont manifesté pour mettre un frein au dégel des droits de scolarité ainsi que pour réclamer la gratuité scolaire. (JCG)

## Dégâts considérables au cégep du Vieux-Montréal

Les manifestations qui ont eu lieu durant la nuit de mardi à mercredi au cégep du Vieux-Montréal ont causé des dégâts estimés à 150 000 \$. La direction de l'établissement accuse les étudiants d'avoir vidé des

extincteurs sur les consoles électroniques du poste de sécurité. De leur côté, les étudiants rétorquent que ces dommages sont attribuables à l'intervention musclée de la police de Montréal.

(JCG)

Clairandree Cauchy

La Grande Bibliothèque du Québec est restée fermée hier, la direction craignant d'être la cible d'une occupation étudiante. Des grévistes avaient en effet élu domicile devant l'entrée de l'édifice de verre, vers 10h hier matin, pour une séance de lecture de groupe... Ils étaient tout au plus une trentaine, bien emmitoufflés dans leurs couvertures.

Plus tôt le matin, vers 7h45, quelque 125 étudiants avaient entrepris une action de «perturbation économique» en prenant d'assaut les ascenseurs de la Tour de la Bourse pour empêcher les travailleurs de les emprunter. Ils visaient ainsi à lancer le message qu'il faut «des sous pour l'école et non pour les monopoles».



Photo: Jacques Nadeau

À la lumière de cette action matinale à la Tour de la Bourse ainsi que des événements survenus au cégep du Vieux-Montréal et à l'UQAM plus tôt cette semaine, la direction de la Grande bibliothèque a préféré ne pas ouvrir ses portes hier matin. «Le Service de police de la Ville de Montréal nous a informé que la manifestation étudiante qui se déroule risque de mener à l'occupation de la Grande Bibliothèque, pour des raisons de sécurité, elle n'a pas ouvert ses portes. En temps normal, nous accueillons 10 000 usagers par jour. On calculait que c'était prendre un risque indu que

d'ouvrir dans les conditions actuelles», explique la directrice des communications de la BANQ, Héléne Panaioti.

Pourtant, la mobilisation semblait loin d'être hostile devant les portes de l'édifice de verre. Les organisateurs tentaient même de justifier le faible nombre de «lecteurs» par une confusion au sujet de l'heure du rendez-vous. Ces derniers étaient installés à quelques mètres de l'entrée, laissant les usagers se masser aux portes fermées de l'édifice.

### Action musclée sans grabuge

Si l'ambiance était calme devant la Grande Bibliothèque, l'action matinale était quant à elle un peu plus musclée. Vers 7h45, environ 125 étudiants se sont précipités à la course à l'extérieur de leurs autobus jaunes pour s'engouffrer dans la Tour de la Bourse, qui constitue selon eux un «symbole» de l'économie marchande.

Or l'édifice de la Place Victoria n'abrite plus la Bourse mais principalement des bureaux gouvernementaux. Qu'à cela ne tienne, les étudiants y ont tenu une «activité de perturbation économique» pendant près d'une heure, qui a surtout retardé l'entrée au travail de plusieurs fonctionnaires.

«Moi, je les paie, mes impôts», a crié un travailleur aux étudiants qui lui bloquaient l'accès à l'ascenseur en réclamant que les grandes entreprises paient une plus large part d'impôts. L'homme dans la trentaine soulignait au Devoir que les grévistes n'employaient pas la bonne méthode pour s'attirer la sympathie du public. «Je suis de la première génération qui a subi le dégel [en 1990-91]. Je suis même allé manifester à Québec. Je suis de ceux qui se battent pour défendre le droit à l'éducation, mais là, ils viennent me chercher en s'attaquant à moi et à mes employés», expliquait le travailleur, visiblement hors de lui.

Le ton a monté à quelques reprises lorsque des employés ont tenté de forcer le barrage d'étudiants. La majeure partie des travailleurs regardaient cependant les étudiants avec un air ennuyé ou amusé, certains soulignant qu'ils avaient fait de même «à leur époque».

Le coup d'éclat des grévistes s'est terminé sans heurt, ces derniers filant calmement vers la sortie lorsque les policiers ont commencé à serrer les rangs.

**Ce n'était certainement pas le but visé par les organisateurs de la grève étudiante de cette semaine, mais les dérapages de quelques casseurs auront finalement rendu service au gouvernement Charest.**

Déjà que la mobilisation étudiante contre la modeste hausse des droits de scolarité de 50\$ par trimestre lève difficilement. Déjà que

la cause des étudiants ne trouve pas écho dans le reste de la population et chez les partis de l'opposition. En plus, les grévistes se sont tiré dans le pied en faisant du grabuge.

Difficile, en effet, de convaincre les contribuables que l'on se préoccupe du sous-financement du réseau de l'éducation quand, en même temps, quelques têtes brûlées saccagent les lieux et des

équipements du cégep du Vieux-Montréal, laissant derrière eux des dégâts de plus de 100 000\$. Voilà qui s'appelle être contre-productif.

Bien sûr, comme toujours, il suffit d'une minorité de vandales pour ternir le discours revendicateur de la majorité. Après avoir vu les images de ces incidents dans les bulletins d'information, le citoyen ordinaire rejettera les revendications des grévistes à cause des excès de ces quelques casseurs.

Il faut dire, en plus, que les étudiants n'avaient pas, au départ, une cote de sympathie très élevée dans la population. Et même parmi l'ensemble des étudiants. Ceux-ci, comme leurs parents et comme les trois partis à Québec, acceptent le fait qu'il est plus que temps de dégeler les droits de scolarité. Au-delà de cette grève faiblarde et désorganisée, on ne sent pas de révolte étudiante comme celle qui s'est manifestée en 2005, quand le gouvernement Charest a voulu sabrer le programme de bourses.

D'ailleurs, on commence à percevoir, et c'est tant mieux, un changement d'attitude du côté des dirigeants des grandes associations étudiantes. On a beaucoup parlé de la casse, ce qui est inévitable, mais derrière le brouhaha, on voit poindre une ouverture dans le mouvement étudiant.

Le plus bel exemple vient de la Fédération universitaire du Québec (FEUQ), qui représente 120 000 membres. Mine de rien, la FEUQ vient d'abandonner le dogme absolu du gel des droits de scolarité et propose plutôt de nouvelles avenues de contributions étudiantes. La FEUQ n'exclut pas définitivement de revenir au gel mais, pour le moment, elle cherche autre chose.

C'est déjà beaucoup parce que cette ouverture permet le dialogue avec le gouvernement. Le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady, disait récemment vouloir «trouver un projet porteur pour le Québec». La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, serait bien avisée de prendre la balle au bond et d'ouvrir la discussion.

Soit, la FEUQ ne croit pas que la hausse des droits de scolarité décrétée par le gouvernement Charest soit une solution durable au sous-financement des universités, mais elle se dit néanmoins prête à proposer autre chose. La hausse aura lieu de toute façon, cela ne devrait pas empêcher d'élargir la discussion.

Outre la gratuité scolaire, une idée mort-née, et le gel, qui est révolu, la FEUQ explore trois solutions: l'indexation des droits de scolarité, leur remboursement proportionnel au revenu des diplômés et un impôt postuniversitaire.

Évidemment, ces modèles sont embryonnaires, donc imparfaits. Il faudrait notamment s'assurer, dans le cas du remboursement des

droits après l'obtention d'un diplôme, que ceux qui ne finissent pas leurs études payent tout de même.

Peu importe les détails pour le moment, l'important, c'est la volonté de se sortir du carcan du gel, de penser «en dehors de la boîte» comme disent les anglophones.

Quiconque a visité ou fréquenté un campus universitaire récemment est à même de constater les ravages du sous-financement.

Un ami qui enseigne le droit à l'Université de Montréal me fait l'honneur de m'inviter à parler à ses étudiants à l'occasion. Outre le plaisir de rencontrer ces jeunes, mes passages à la faculté de droit de l'UdeM me laissent toujours une impression désagréable à cause de l'état des lieux. Dans certains pavillons, on se croirait dans les aéroports ou les lieux publics de Cuba: c'est propre et bien entretenu, mais c'est vieux et croche.

#### **Amendes à rabais pour les jeunes**

Le projet de loi de la ministre des Transports sur la sécurité au volant a déplié, sur la forme, à l'opposition. Sur le fond, toutefois, l'ADQ et le PQ ne pourront faire autrement que de l'appuyer tant il relève du «gros bon sens». Et d'un urgent besoin de durcissement contre les délinquants de la route.

L'ensemble de ce projet de loi vise juste mais, malgré les réformes annoncées cette semaine, il reste tout de même quelques bizarreries, comme cet étrange article du code criminel qui dit qu'un jeune de moins de 18 ans ne peut payer plus de 100\$ pour une infraction au code de la sécurité routière!

En voulez-vous une bonne? À Sherbrooke, un jeune de 17 ans s'est fait prendre par la police le soir de l'Halloween (le même jour où la petite Bianca s'est fait tuer par un autre jeune conducteur à L'Île-Perrot). Il roulait à 123 km/h dans une zone de 50 km/h. Notre jeune chauffard a eu sept points d'inaptitude mais, comme il est mineur, l'amende ne lui a coûté que 100\$, alors qu'un adulte aurait dû payer 565\$ pour la même infraction.

Cet article du Code criminel ne sera pas modifié par le projet de loi de Mme Boulet. Au cabinet du ministre de la Justice, Jacques Dupuis, on laisse toutefois entendre que toute suggestion en ce sens serait bien reçue.

En attendant, on insiste pour dire que, avec les nouvelles règles, ce jeune perdrait son permis de conduire sur-le-champ, ce qui est pire, dit-on, que de devoir payer une forte amende.

C'est vrai pour les grands excès de vitesse, qui décupleront les points d'inaptitude, mais pas pour les autres infractions. Les mineurs pourront donc continuer de profiter d'amendes au rabais en brûlant un feu rouge ou en omettant les arrêts obligatoires.

## **LA PRESSE : Grève étudiante: Saku Koivu impliqué... malgré lui - Le samedi 17 novembre 2007**

Hugo Meunier, La Presse

**Capitaine du Canadien de Montréal, symbole de la lutte contre le cancer et tout récemment cible des souverainistes, Saku Koivu peut ajouter une nouvelle corde à son arc: sans le savoir, il est devenu le chantre de la gratuité scolaire et le porte-étendard des étudiants en grève.**

Le numéro 11 du Tricolore s'est retrouvé dans un numéro de novembre du journal L'Ultimatum, l'organe officiel de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), à l'origine du mouvement de grève. Dans un encadré au bas d'une page, le journal de l'ASSÉ a publié un court texte à mi-chemin entre la publicité et l'éditorial, coiffé du titre «Suivons le capitaine».

On y montre notamment une photo de Saku Koivu chaussé de ses patins et les mots «Saku Koivu est pour une éducation gratuite et de qualité», à côté du logo du club de hockey. Le début du texte a de quoi surprendre: «Saku Koivu est un gars cool, un véritable citoyen du monde.»

Ensuite, tout le texte s'articule autour d'une entrevue accordée par Saku Koivu au Journal de Montréal en 2006. Le hockeyeur chou-chou des Québécois y faisait l'apologie du système d'éducation de son pays d'origine, la Finlande. «Il permet à tout le monde de faire

exactement ce qui leur plaît, sans égard à leur situation financière», expliquait notamment le capitaine.

Les propos de Saku Koivu ont plu à l'ASSÉ. «Le comité de mobilisation est parfaitement d'accord. On peut être riche et socialement engagé», souligne L'Ultimatum. «Un système d'éducation entièrement public n'est pas une utopie et Saku le sait», ajoute, complice, le journal étudiant.

L'athlète a terminé ses études préuniversitaires en sports-études dans une école publique à 200 km d'Helsinki, avant d'être repêché par le Canadien en 1995. «Sans un système universel, Saku n'aurait jamais gradué (sic) et, peut-être, jamais pu devenir le capitaine du Canadien de Montréal», souligne L'Ultimatum, dans un autre passage.

Informé du rôle indirect joué par Saku Koivu dans la grève étudiante, la direction du club Canadien estime qu'il s'agit d'une «récupération non autorisée». «On en a glissé un mot à Saku ce matin et il n'était au courant de rien», explique le directeur des communications du Canadien, Donald Beauchamp. Pour autant qu'il sache, c'est la première fois qu'un joueur de l'équipe est utilisé à des fins semblables.

Quant à l'article auquel l'ASSÉ fait référence, le contexte était alors complètement différent, ajoute M. Beauchamp.



Du côté de l'ASSÉ, on souligne qu'il faut prendre la chose avec un grain de sel. «J'espère que ça ne nous causera pas de problème... Si M. Koivu se sent offusqué par la chose, on va réagir», assure le secrétaire aux communications, Hubert Gendron-Blais. L'encart publié dans le journal a d'abord été reproduit dans un tract distribué par l'ASSÉ. «C'est un moyen d'attirer l'attention, à la limite d'être une blague», ajoute M. Gendron-Blais, qui ajoute que

l'idée n'est pas d'associer le Canadien de Montréal à la gratuité scolaire.

Le journal L'Ultimatum s'adresse d'abord aux associations membres de l'ASSÉ. Publié trois ou quatre fois par mois, le journal a un tirage moyen de 10 000 à 15 000 exemplaires.

L'histoire ne dit pas si la référence à Saku Koivu a aidé les étudiants à marquer des points...

---

## **JOURNAL DE MONTRÉAL : Solidarité!, par Richard Martineau - Mise à jour: samedi 17 novembre 2007, à 08:26**

---

Je ne veux pas me vanter, mais aujourd'hui, je pourrais me faire des dizaines et des dizaines d'amis, en claquant des doigts, comme ça.

Ça serait facile. J'aurais juste à écrire une chronique appuyant les grèves étudiantes.

Je serais reçu en héros chaque fois que je mettrais les pieds dans un bar du Quartier latin. Il y a juste deux problèmes.

Un: Je ne fais pas ce métier pour me faire des amis. Et deux: J'ai suffisamment d'amis comme ça. Si j'en avais plus, je ne saurais quoi en faire.

### **Changez le discours**

Les étudiants qui font la grève ont une question à se poser: Font-ils la grève par romantisme, parce que c'est le propre de la jeunesse de combattre le système? Ou font-ils la grève parce qu'ils veulent faire des gains concrets? Si vous faites la grève par romantisme, les amis, parfait, allez-y la pédale au fond. Vous allez avoir un *fun* noir, avec vos pancartes bigarrées, vos slogans anarchistes et votre t-shirt de Che Guevara. Mais vous ne ferez pas le moindre pas en avant.

Tout ce que l'expérience vous apportera, c'est de vous conforter dans votre image de victimes. Vous retournerez dans vos classes sans un sou de plus.

Si vous voulez au contraire faire de vrais gains, vous devrez changer votre discours et réorienter votre tir.

Parce qu'actuellement, quoi que vous disiez, quoi que vous fassiez, la population ne vous suivra pas. Pour la simple et bonne raison que cinquante dollars par session, c'est rien.

Chaque étudiant gréviste du Cégep du Vieux-Montréal a dépensé ça en bière et en *pot*, lors de la dernière manif.

### **Une grève folklorique?**

Vous ne cessez de parler de solidarité, amis grévistes. Eh bien, montrez que vous êtes sérieux. Montrez que ce ne sont pas des mots vides, des paroles creuses.

La solidarité, ce n'est pas la gratuité pour tous. Le gel pour tous. Le *statu quo* pour tous.

La solidarité, c'est faire payer ceux qui ont la capacité de payer, et aider ceux qui ont vraiment besoin d'aide. C'est ça, la vraie solidarité. Le reste, c'est de la bullshit.

Dites que vous acceptez la hausse des frais de scolarité à la condition que cette hausse soit accompagnée d'une aide substantielle (vraiment substantielle, et pas seulement symbolique) aux étudiants défavorisés, ceux qui doivent quitter leur région pour poursuivre leurs études.

«Cinquante dollars de plus par session? D'accord. Mais vous devez augmenter substantiellement le nombre et la valeur des bourses que vous accordez aux étudiants qui en ont besoin. Sinon, on déclenche une grève nationale...»

Là, les amis, vous aurez la chance d'avoir des appuis dans la population.

Sinon, oubliez ça. Votre grève sera folklorique, c'est tout.

Vous vous amuserez, certes. Mais vous n'aurez aucun impact. Et vous n'aidez personne.

### **Déjà vu**

Ce qui est désolant, avec cette grève, est de voir à quel point les jeunes sont vieux. Toute leur rhétorique est vieille: leurs slogans, leurs tactiques, leurs discours.

Du rechargé de mai 68, avec un zeste de corporatisme syndical.

Je comprends que les années 70 reviennent à la mode, mais on se serait attendu à un peu plus d'inventivité.

Là, on dirait la reprise d'une vieille pièce du répertoire québécois.

---

## **JOURNAL DE MONTRÉAL : Parmi les manifestants à l'UQAM : Des «casseurs» armés - Mise à jour samedi 17 juin 2007, à 10:01**

---

Gabrielle Duchaine, Le Journal de Montréal

La direction de l'UQAM a eu une petite frousse jeudi soir lorsque des «casseurs» armés de barres de fer et de chaînes de métal ont accompagné des manifestants étudiants dans l'enceinte de l'université.

Après la manifestation qui a réuni plus de 2 000 étudiants dans les rues, certains d'entre eux sont retournés dans l'établissement universitaire et y sont restés durant une bonne partie de la soirée, bien que l'UQAM ait averti ses étudiants qu'ils devaient évacuer les lieux avant 23 h.

Parmi le groupe se trouvaient des individus qui ne sont pas membres de la communauté étudiante, dont certains étaient masqués et munis de barres de fer et de chaînes de métal.

### **Pas de l'UQAM**

«On sait que ce ne sont pas nos étudiants, dit le directeur des communications de l'université, Daniel Hébert. Ce sont des gens qui sont là uniquement pour faire de la casse.»

«Disons que ça nous a inquiétés, ajoute-t-il. Nos étudiants, on peut dialoguer avec eux, mais ces gens-là, on ne peut pas leur faire confiance.»

Heureusement, il n'y a pas eu de casse à l'UQAM. Les agents de sécurité ont réussi à faire sortir ces «manifestants indésirables», alors que la police se tenait prête à intervenir.

«Il y a eu une espèce de manifestation improvisée vers 23h et ils sont sortis», dit Daniel Hébert. Selon lui, les associations étudiantes sont au courant du problème et admettent qu'elles n'ont aucun contrôle sur ces «casseurs professionnels».

### **Faux**

Jointes par le *Journal*, les associations n'ont toutefois pas donné le même son de cloche.

«J'étais là hier soir, et je n'ai pas vu de manifestants armés», assure Chantal Lévesque, de l'Association facultaire des étudiants en arts.

«Il y a des gens qui avaient des bâtons de bois pour tenir des affiches, mais c'est tout», ajoute Dominique Guay, de l'Association facultaire étudiante des langues et communications.

Les grévistes ont par ailleurs organisé une journée de perturbation économique hier. Ils ont entre autres manifesté devant la Bourse de Montréal et la Bibliothèque nationale.

---

## **THE GAZETTE: Student strike shrivels in cold: TUITION DEMOS Protesters enter exchange tower, force library to close – Saturday, November 17, 2007**

---

ALANA COATES THE GAZETTE

The student strike lost most of its momentum yesterday, though organizers warned it might not be over yet.

About 20 students bundled up in their scarves and mittens and staged a sit-in in front of the Bibliothèque Nationale for several hours, taking their school books and highlighters to a public symbol of knowledge in an effort to prove their dedication to their studies.

"We are not on strike because we want to skip class," said Valérie Reine Marcil, a psychology student at the Université du Québec à Montréal, which has emerged as the city's most militant school in the protest against rising tuition fees.

"We want to continue to go to school, but currently the money required to do that makes it not accessible to everyone," Marcil continued.

The Bibliothèque Nationale's administration closed the library for the day as a precaution, a sign posted next to the front door indicated.

The library's locked doors caused more than a few grumbles among those who came hoping to borrow books.

"These students are going too far," said Martin St. Pierre, 48, who dumped his books in the library drop box and stormed off.

An earlier protest yesterday also caused a small disruption when about 100 students, mainly from UQAM, occupied the lobby of the Montreal Stock Exchange Tower for about 40 minutes around 8 a.m.

The demonstration was peaceful and no one was arrested, Montreal police Constable Raphaël Bergeron said.

The walkout ended yesterday for the majority of the 40,000 students who were boycotting classes. At its peak Wednesday, an estimated 60,000 Quebec students were on strike.

Several student associations comprising nearly 8,000 UQAM students are to reconvene next week to vote on whether to continue the boycott, said Hubert Gendron-Blais of the Association pour une solidarité syndicale étudiante, which spearheaded this week's demonstrations.

## CANOE INFOS : Hausse des frais de scolarité : Mobilisation timide des étudiants à Québec - Mise à jour: vendredi 16 novembre 2007, à 21:30

Olivier Artis



### Une poignée d'étudiants ont manifesté pendant trois jours leur mécontentement contre le dégel des droits de scolarité

© Olivier Artis (Canoe)

C'est ce soir que prennent fin les trois jours de grève à l'Université Laval. Les 2 700 opposants au dégel des droits de scolarité retourneront sur les bancs d'école dès lundi prochain. Ils ont fait entendre leurs revendications, malgré leur faible mobilisation. L'engouement pour ce mouvement a par ailleurs eu peu d'échos dans les collèges de Québec. Seul l'établissement François-Xavier-Garneau a tenu une journée de débrayage hier.

Sept pour cent des étudiants du campus lavallois ont manifesté leur mécontentement face à la hausse des frais de scolarité. Ils ont commencé pas tenir une conférence de presse mercredi dernier suivie d'une manifestation, hier à Montréal, pour 200 d'entre eux. Ensuite? D'autres actions ont été amorcées, mais difficiles à évaluer. Aujourd'hui, une armée de clowns tristes arpentait les rues du centre-ville de Québec. Ils pleuraient à chaudes larmes contre le dégel.

« Cette action vise à sensibiliser la population à notre cause. Nos moyens sont limités, mais nous voulons envoyer un message à la

société. D'autres actions naîtront, mais lundi, nous retournons en classe », indique Philippe Nazair, porte-parole du mouvement de grève à l'Université Laval.

### Fin du premier acte

Les cours reprendront normalement et l'idée d'une grève générale est écartée. Toutefois, les mécontents n'ont pas dit leur dernier mot. Ils comptent s'adresser aux citoyens pour sensibiliser l'opinion publique. Des gestes théâtraux devraient être posés, laisse-t-on entendre. Cependant, rien ne semble coulé dans le béton. En tous les cas, il n'y a aucun débrayage à l'horizon, selon M. Nazair.

« Nous tirons un bilan positif de cette mobilisation. Nous avons montré notre volonté de reprendre en mains notre éducation. La semaine prochaine, nous allons nous regrouper pour décider quoi faire. Il y a une manifestation jeudi prochain à Montréal, mais nous ne pouvons pas toujours débrayer », soutient-il.

### Céégiens plus timides

Les collégiens de Québec sont moins enclins à la protestation. Néanmoins, une journée de grève a été décrétée, hier, au Collège F.-X.-Garneau. Les étudiants ont beaucoup critiqué ce vote pris lors d'une assemblée générale. Il s'est déroulé pendant que des cours se donnaient, d'où le peu de votants.

« F.-X.-Garneau est reconnu comme un cégep où les étudiants, plutôt de droite, sont très difficiles à mobiliser. En tous les cas, il y a un noyau conservateur très fort ici. Toutefois, nous étions en grève hier. La ministre de l'Éducation sait, ainsi, que nous ne l'oublions pas. Nous rejoindrons les grosses associations qui seront en grève la session prochaine », argue Antoine Sarrazin-Bourgoin, coordonnateur de l'Association générale étudiante du Cégep François-Xavier-Garneau.

Ce qui ressort de cette semaine, c'est que les étudiants, en général, semblent peu favorables à la grève. Par contre, ils constatent le sous-financement octroyé à l'enseignement. Nombre d'entre eux reconnaissent également l'utilité du dégel ou du moins, ils ne s'y opposent pas catégoriquement. De son côté, Michelle Courchesne, la ministre de l'Éducation, a déjà prévenu tout le monde qu'elle ne plierait pas.

« S'opposer au dégel est inapproprié! Le coût de la vie augmente, alors pourquoi pas les frais de scolarité? Je ne dis pas non plus qu'ils augmentent avec le taux d'inflation. En attendant, c'est ceux qui manquent leurs cours qui payent », conclut une étudiante en administration de l'Université Laval.

## L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : "Non au dégel, oui à la gratuité!" - Article mis en ligne le 16 novembre 2007 à 13:05

Voici [un aperçu de l'ambiance](#) qui régnait ce matin dans les bureaux du député adéquiste de Drummond.

"Non au dégel, oui à la gratuité!"

Le siège des bureaux du député Sébastien Schneeberger s'est déroulé dans l'ordre. Les étudiants voulaient simplement le rencontrer pour lui faire part de leurs objections à ses propos d'hier

rapportés par [www.journalexpress.ca](http://www.journalexpress.ca), ce qu'ils n'ont finalement pu faire.

Même si l'intensité a monté d'un cran, le député adéquiste de Drummond maintient sa position et réitère que le dégel des droits de scolarité est nécessaire pour assurer une excellente qualité d'enseignement au niveau universitaire.

## L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : Une vingtaine d'étudiants assiègent le bureau du député : Ils sont demeurés sur place près de deux heures - Article mis en ligne le 16 novembre 2007 à 13:03

par Dominic Villeneuve

[Voir toutes les photos](#)

Une vingtaine d'étudiants assiègent le bureau du député. Ils sont demeurés sur place près de deux heures.

Une vingtaine d'étudiants du cégep de Drummondville ont pris d'assaut le bureau du député de Drummond à l'Assemblée nationale, Sébastien Schneeberger, ce matin. Les manifestants se sont assis par terre et cantonné le député dans son bureau. Leur siège a duré près de deux heures.

Les étudiants ont réussi à pénétrer les lieux par la ruse. En effet, deux d'entre eux se sont présentés à la porte, ce qui n'a pas éveillé les soupçons de la réceptionniste qui leur a ouvert la porte. En moins de deux, une vingtaine d'étudiants ont surgi, eux qui étaient tapis près du bâtiment et derrière des arbres. Leur entrée a pris complètement par surprise le personnel du bureau de circonscription du député adéquiste.

«On a fait appel à la Sûreté du Québec pour que tout se déroule dans l'ordre», a indiqué l'attaché politique de Sébastien Schneeberger, Frédéric Veilleux.

Les étudiants ont occupé le local du député Sébastien Schneeberger durant près de deux heures. Durant le siège, celui-ci est demeuré caché dans son bureau, refusant de s'adresser aux manifestants.



Celui-ci est demeuré caché dans son bureau durant les deux heures de la manifestation. Les cégépiens ont bien tenté d'obtenir un entretien avec lui, mais sans succès. M. Schneeberger leur a plutôt

proposé de rencontrer trois porte-parole, une invitation qui a été déclinée par les manifestants.

«Ils voulaient ensuite parler avec M. Schneeberger en présence d'un journaliste pour que la conversation soit enregistrée. Ça n'avait pas de bons sens. Ça prend un rendez-vous pour rencontrer le député», a précisé M. Veilleux.

La vingtaine d'étudiants a assiégé le bureau du député adéquiste en réaction à ses déclarations d'hier sur [www.journalexpress.ca](http://www.journalexpress.ca). Selon le porte-parole des manifestants, Éric Faucher, Sébastien Schneeberger ne sait pas de quoi il parle quand il soutient que la plupart des étudiants sont en faveur du dégel des droits de scolarité pour assurer une qualité d'enseignement au niveau universitaire. «Il est complètement déconnecté, M. Schneeberger. Il est venu une seule fois au cégep. Il ne parle pas aux étudiants», a déploré M. Faucher.

Ces étudiants réclament la gratuité scolaire, un principe utopique aux yeux de l'Action démocratique du Québec. En réaction aux propos du député de Drummond, le porte-parole étudiant a rappelé que les citoyens paient déjà des impôts en fonction de leurs revenus pour financer le système d'éducation. Pour quoi donc payer une «surcharge» sous la forme de droits de scolarité et de frais afférents?

«On manifeste pour un réinvestissement massif en éducation qui viendrait du gouvernement, et non de sociétés privées comme le tend la conjoncture actuelle», a lancé Éric Faucher, sous les applaudissements nourris des manifestants.

Sentant la soupe chaude, les étudiants ont finalement quitté les lieux à la queue leu leu vers 12 h 15. C'est que les policiers s'apprêtaient à les expulser de force et à les arrêter puisqu'ils refusaient de sortir par leurs propres moyens. Une équipe d'intervention de Montréal avait d'ailleurs été contactée à cet effet.

«Quand on a manifesté le 16 octobre dernier, on a été victimes de répression policière alors qu'on ne faisait aucun grabuge. Trois étudiants avaient été arrêtés. Comme on sait comment ils sont, on n'a pas voulu trop les charger. On ne voulait pas prendre la chance de nous faire arrêter. C'était une manifestation pacifique; on est comme ça ici», a commenté M. Faucher au terme du siège.

## ARGENT : Frais de scolarité: Elgrably et Bouchard St-Amand s'affrontent - Mise en ligne vendredi 16 novembre 2007, à 12h22



[En vidéo, revoyez le débat diffusé sur les ondes d'ARGENT.](#)

Le gouvernement du Québec propose d'augmenter les frais de scolarité de 30% sur cinq ans. Bonne ou mauvaise idée?

L'économiste Nathalie Elgrably de l'Institut économique de Montréal en débat avec l'ancien président de la Fédération des étudiants universitaires du Québec (FEUQ) et économiste à la maîtrise Pier-André Bouchard St-Amand.

## L'HEBDO RIVE NORD : Chronique d'humeur : Résistance étudiante, par Marc Gendron - mis en ligne le 16 novembre 2007 à 10:40

Croyez-le ou non, j'ai des souvenirs très précis de mon passage au Cégep bien que mon entrée s'y soit déroulée il y a près de douze ans. Eh oui, j'ai déjà été un étudiant... comment dirais-je...engagé!

Pour un oui ou pour un non, on se réunissait en assemblée générale à la cafétéria pour débattre d'enjeux qui nous paraissaient primordiaux. Je me souviens d'avoir pris la parole pour proposer de boycotter les prochaines élections provinciales, croyant innocem-

ment que l'abstention de toute la communauté estudiantine québécoise de se prévaloir de son droit de vote aurait de quoi faire trembler le PQ et son premier ministre de l'époque, Lucien Bouchard.

Je me souviens aussi de l'euphorie qui nous habitait lorsque, par une écrasante majorité, nous avons voté en faveur d'une journée de grève pour protester sans doute contre une hausse des frais de scolarité.

Alors que nous étions des centaines à nous prononcer pour ce moyen de pression, ils n'étaient qu'une poignée à faire du piquetage le jour de la grève pendant que les autres, moi y compris, se la coulaient douce, bien au chaud chez papa et maman.

**À quoi bon?**

Je peux comprendre que, pour certains, une hausse de 50 dollars par session peut représenter beaucoup, mais pour la plupart, cette hausse est plus que négligeable. C'est tout à fait normal de résister lorsque l'on se fait imposer de tels changements contre notre gré, mais il faut aussi faire preuve de bon sens lorsque l'effort demandé est raisonnable.

Bon, ok, le gouvernement n'a jamais eu la cote auprès des étudiants, mais ces derniers ne devraient pas oublier que, bien qu'ils profitent d'un léger sursis pendant leurs études, ils finiront par ramasser la facture un jour ou l'autre.

Soit en remboursant leurs prêts, soit en payant leurs impôts.

---

## **CYBERPRESSE : Des étudiants perturbent les activités de la Tour de la Bourse - Le vendredi 16 novembre 2007**

---

La Presse Canadienne, Montréal

**Quelques dizaines d'étudiants cours ont perturbé à partir de 8h00, vendredi, les activités de la Tour de la Bourse de Montréal, située au Square Victoria.**

Cette manifestation tenue sous la bannière de l'Association pour une Solidarité Syndicale étudiante (ASSE) vise non seulement à dénoncer la hausse des frais de scolarité imposée par le gouvernement du Québec, mais aussi à revendiquer la gratuité scolaire.

Selon des témoins, certains manifestants masqués ont bloqué le fonctionnement normal des ascenseurs. Des autos de patrouille du Service de police de la Ville de Montréal ont encerclé l'immeuble.

Ces étudiants critiquent les lobbys du privé qui, à leur avis, exercent une influence considérable sur le gouvernement en matière d'éducation.

---

## **LE DEVOIR : 1<sup>ère</sup> page : «À nous la rue!» - 2000 étudiants manifestent au centre-ville de Montréal dans une ambiance festive - Édition du vendredi 16 novembre 2007**

---

# «À nous la rue!»



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

58 000 étudiants réunis au sein de 38 associations étudiantes étaient en grève hier, et plusieurs d'entre eux le seront également aujourd'hui.

Clairandrée Cauchy

«À nous la rue!», ont scandé quelque 2000 étudiants au centre-ville de Montréal hier sous l'oeil amusé ou curieux des Montréalais bloqués dans la circulation ou le nez collé contre la fenêtre d'un commerce. La manifestation s'est déroulée dans une ambiance festive, sans collision majeure avec les forces de l'ordre.

Les étudiants, dont près de la moitié avaient passé plusieurs heures à bord d'autobus jaunes pour venir marcher sous la pluie, manifestaient certes contre la hausse de 30 % en cinq ans des droits de scolarité. La liste des revendications s'allongeait cependant au-delà de ce principe: gratuité scolaire à tous les niveaux d'enseignement, réinvestissement massif dans l'éducation «libre de l'emprise du privé», services de garde pour les parents étudiants, abolition de la loi 43 qui interdit les moyens de pression des employés du secteur public, mise au rancart du plan de redressement à l'Université du Québec à Montréal...

La «répression policière» était également décriée par les grévistes, qui dénonçaient les interventions policières survenues plus tôt cette semaine au cégep du Vieux-Montréal et à l'UQAM. Cela n'a pas empêché les organisateurs d'inviter les grévistes à participer à un autre bed-in en soirée à l'UQAM, ouvrant la porte à un autre affrontement avec l'administration et, incidemment, avec les policiers. Toutefois, au moment de mettre sous presse hier soir, des étudiants étaient toujours réunis en conseil de grève à l'UQAM pour débattre de la pertinence de cette action.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), qui avait en vain tenté de déclencher une grève générale illimitée cet automne, se réjouissait de la mobilisation d'hier, y voyant un pas de plus dans une «escalade des moyens de pression». Quelque 58 000 étudiants réunis au sein de 38 associations étudiantes étaient en grève hier, et plusieurs d'entre eux le seront également aujourd'hui.

«Le "momentum" va continuer. La session prochaine, nous devons le crier haut et fort, nous allons aller vers la grève générale illimitée. [...] Ç'a été une belle manifestation, il y a une belle énergie dans l'air. Cette énergie va se répandre à travers le Québec!», a tonné un des porte-parole, Christian Pépin, au terme de la manifestation, invitant à un nouveau rendez-vous pour une activité de perturbation à caractère économique ce matin. Si l'atmosphère était à la contestation pacifique, des étudiants s'avouaient néanmoins inquiets de la perception de leur mouvement par la population en

général. Tout au long de la semaine, les médias ont fait état des violentes altercations entre les policiers et les grévistes. «Faites-nous un bon article, on n'est pas tous des vandales», a lancé au Devoir Peio, étudiant en art, caché sous une gigantesque marionnette représentant le futur recteur de l'UQAM, Claude Corbo. Peio avait passé les 24 dernières heures à réaliser son effigie de M. Corbo, «reconnu pour ses méthodes sévères» lorsqu'il était recteur dans les années 80, selon l'étudiant. «Le message qu'on veut lancer, c'est qu'on ne doit pas laisser l'éducation dans les mains des bureaucrates», a expliqué le jeune artiste.

Tout au long de la marche, des étudiants s'affairaient à sensibiliser les passants. Un commando de clowns, baptisé le BROUHAHA, pour «Bataillon révolutionnaire des olibrius utopistes hérétiques activistes hilares anticapitalistes», engageait systématiquement la conversation avec les badauds. «En se déguisant en clowns, ça aide à désamorcer des situations, c'est une bonne façon de parler aux gens sans qu'ils se sentent agressés», a expliqué le clown Grego, de l'UQAM.

Étudiante en anthropologie à l'Université de Montréal, Coralie distribuait des roses aux employés des commerces dans l'espoir d'adoucir un peu l'image des grévistes aux yeux du grand public. «Il y a beaucoup de gens qui, secrètement, pensent comme nous», croit la jeune femme. Elle dit comprendre la colère de certains de ses camarades étudiants qui ont eu maille à partir avec les forces de l'ordre: «Je suis contre la violence, mais il est légitime d'être en colère. Plus on réprime les gens, plus la colère devient forte.»

Dans la foule, les slogans classiques à propos de l'endettement étudiant et de la gratuité scolaire côtoyaient d'autres citations un peu plus réfléchies, notamment des phrases de Gaston Miron («Le monde est agrandi de nos espoirs et de nos paroles»), de Victor Hugo («Ouvrez une école, vous fermerez une prison») et d'Hubert Aquin («Je suis le symbole fracturé de la révolution du Québec»).

Une autre manifestation nationale est prévue le 22 novembre, cette fois-ci sous l'égide de la Coalition des forces étudiantes nationales, qui réunit des associations membres des fédérations étudiantes collégiale et universitaire (FECQ et FEUQ). La plupart des associations étudiantes de l'UQAM se prononceront lundi sur la poursuite ou non de leur grève. L'ASSE tiendra quant à elle un congrès le 2 décembre afin de définir son plan d'action pour l'hiver, qui pourrait bien comprendre une campagne de grève générale illimitée.



Tout au long de la marche, des étudiants se sont affairés à sensibiliser les passants.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## LA PRESSE : 2000 étudiants envahissent les rues - Le vendredi 16 novembre 2007

Violaine Ballivy, La Presse

**Bravant un crachin glacial, 2000 personnes sont descendues hier dans les rues de Montréal pour réclamer un réinvestissement massif dans le système d'éducation du Québec. L'ampleur de la mobilisation n'avait aucune mesure avec la marée humaine qui a déferlé en 2005 au même endroit contre, cette fois, les coupes de 103 millions au régime des prêts et bourses. «Mais ce n'est qu'un début», ont tonné les étudiants.**

Les manifestants ont donné le départ d'une très longue marche vers 14h, au square Dorchester, après deux courts discours des porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), organisatrice de l'événement. Des jeunes étaient notamment venus de Sherbrooke, Drummondville, Québec et Rimouski. Selon l'ASSÉ, des associations représentant près de 60 000 étudiants avaient opté en faveur d'une levée de cours hier.

«Le temps est horrible, nous sommes au tout début de la campagne de mobilisation et plusieurs d'entre nous sont déjà débordés par les travaux de fin de session. Il ne faut pas être déçus de la participation. Il y a toujours des gens qui votent plus pour avoir congé que pour la cause, mais ceux qui sont présents sont très sensibilisés», a commenté hier Élie Éthier, étudiant à l'Université de Sherbrooke.

«On est ici pour dire à la ministre Courchesne qu'on ne se laissera pas marcher sur les pieds! Au contraire, on est de plus en plus motivés» a prévenu Marie-Eve Ruel, porte-parole de l'ASSÉ. «La grève n'est pas mise de côté! Cette journée n'est que le début d'une longue escalade des moyens de pressions.»

Sans doute stimulé par le froid, le cortège a défilé d'un pas rapide pendant plus de trois heures dans le centre-ville, sous le regard amusé des commerçants des boutiques de luxe qui ont souvent pris le temps de s'arrêter pour leur adresser à tout le moins un sourire, sinon un signe de la main.

Des étudiants ont craint la présence d'agitateurs en début de parcours. Les policiers étaient présents en grand nombre, et bien visibles, mais le ton est resté calme pendant toute la durée de la manifestation.

Une bande de clowns a pris plaisir à investir chaque banque croisée sur le chemin, le temps d'y faire quelques pirouettes sans malice. «Il y a là beaucoup d'argent qui devrait être redonné à ceux qui en ont besoin! Seuls des clowns absurdes sont capables de dénoncer un système aussi absurde», a résumé l'un d'eux.

La plupart des slogans réclamaient l'abolition de 500\$ sur cinq ans des droits de scolarité, même si les demandes de l'ASSÉ sont beaucoup plus larges, allant de la gratuité scolaire à l'établissement d'un système de garde nationale pour les étudiants. Certains étaient très crus: «On est à bout tabarnak», tandis que d'autres reprenaient la prose d'Aquin ou de Camus: «L'histoire d'aujourd'hui nous force à dire que la révolte est l'une des dimensions essentielles de l'homme.»

Une importante délégation de l'UQAM était aussi présente. Cinq associations facultaires représentant 20 000 étudiants y sont en grève cette semaine contre l'application du plan de redressement budgétaire qui prévoit une hausse des droits afférents et le gel de l'embauche des professeurs. Des étudiants en arts avaient confectionné pour l'occasion une immense marionnette en papier mâché à l'image de l'aspirant recteur Claude Corbo, cible des critiques estudiantines depuis qu'il a annoncé son intention de respecter ce plan s'il est élu.

Les manifestants se sont finalement dispersés petit à petit à la tombée de la nuit, la chute du mercure favorisant le retour au bercail. Vers 18h, à peine plus de 200 d'entre eux se sont réfugiés à l'UQAM où, réunis en assemblée générale, ils ont évoqué l'idée d'y tenir un bed-in le soir même contre la volonté de la direction de l'établissement.

La proposition n'a toutefois pas été retenue. Il faut dire que les étudiants ont été échaudés par deux interventions policières lancées à la suite d'occupations du genre, d'abord lundi soir à l'UQAM, puis mardi au cégep du Vieux-Montréal au terme de laquelle une centaine de personnes ont été arrêtées.

Les étudiants reprendront la rue dès jeudi prochain pour une nouvelle manifestation dans les rues de Montréal, organisée, cette fois, par la Fédération étudiante universitaire du Québec et la Fédération étudiante collégiale du Québec.

## LE NOUVELLISTE : Le Cégep et l'UQTR en mode action - Le vendredi 16 novembre 2007

Paule Vermot-Desroches, Le Nouvelliste, Trois-Rivières

**Les étudiants du Cégep de Trois-Rivières et de l'Université du Québec à Trois-Rivières sont plus que jamais en mode action pour protester contre la hausse annuelle de 50 \$ des frais de scolarité au Québec.**

Déjà, la nuit dernière, les étudiants du Cégep ont tenu un "bed-in" à l'intérieur des murs du Cégep.

Durant toute une nuit, des étudiants ont occupé les locaux du Cégep et plusieurs activités se sont tenues afin de manifester contre la hausse des frais de scolarité. En soirée hier, on espérait accueillir une centaine d'étudiants à ce "bed-in".

Puis aujourd'hui, une "Marche du silence" partira à 15 h du Cégep et se rendra vers l'UQTR, puis vers le Sulky, et reviendra au Cégep. Cette marche vise à "dénoncer la bâillon imposé par le gouvernement avec le décret de la loi 43".

Mardi, les étudiants auront aussi à se prononcer en assemblée générale sur une levée de cours afin de participer à une grande manifestation qui se tiendra le jeudi 22 novembre à Montréal.

Du même souffle, le Syndicat des enseignantes et enseignants du Cégep de Trois-Rivières, qui défend la gratuité scolaire, a demandé à tous ses membres de prendre fait et cause pour les actions étudiantes et d'agir dans le meilleur intérêt des étudiants en ne les pénalisant pas pour leur participation à des actions initiées par l'Association étudiante.

Le syndicat a du même coup rappelé qu'une étude commandée par le ministère de l'Éducation a déjà démontré qu'une hausse des frais de scolarité augmente le nombre de décrocheurs.

Du côté de l'UQTR, une levée de cours a été accordée par la direction de l'université afin qu'une assemblée générale spéciale se tienne mercredi, le 21 novembre.

À cette occasion, les étudiants qui assisteront à cette assemblée devront se prononcer notamment sur leur participation à la manifestation du lendemain à Montréal ainsi que sur leur appui ou non aux positions et aux actions de l'un ou l'autre des regroupements étudiants au Québec, comme la FEUQ ou la CASSÉE.

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Grève des étudiants : Manif calme - Mise à jour: vendredi 16 novembre 2007, à 09:09

Marilou Séguin, Le Journal de Montréal

Au lendemain d'un bed-in mouvementé au Cégep du Vieux-Montréal, près de 2000 étudiants ont manifesté dans le calme au centre-ville, hier, pour dénoncer la hausse des frais de scolarité.

Dans une ambiance festive, des membres de 38 associations étudiantes en grève se sont réunis au square Dorchester en début d'après-midi, répondant à l'appel de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).



Les manifestants tenaient à dénoncer la décision du gouvernement de Jean Charest d'augmenter les droits de scolarité de 50 \$ par session.

«La ministre Courchesne a dit clairement qu'elle ne reviendra pas sur sa décision et les étudiants disent clairement qu'ils ne reviendront pas sur leurs revendications», dit Marie-Ève Trudel, porte-parole de l'ASSÉ.

#### **Pas de grabuge**

Les manifestants ont défilé au centre-ville de Montréal pendant plus de deux heures sans faire de grabuge.

«La majorité des gens ici sont très pacifiques. C'est dommage quand quelques personnes font du grabuge, ça nous fait perdre de la crédibilité», dit Michèle, de l'UQAM.

Même son de cloche chez Natacha, étudiante en histoire à l'UQAM. «Ceux qui font de la casse me choquent. Quel message on envoie? On a l'air de gros bébés», dit-elle.

## **JOURNAL DE MONTRÉAL : Manifestations violentes : Une image négative des étudiants - Mise à jour: vendredi 16 novembre 2007, à 09:09**

Jean-Philippe Pineault, Le Journal de Montréal



### **Des étudiants costumés narguent des policiers sur le boulevard René-Lévesque.** Photo Donald Courchesne

La casse et le vandalisme qui ont caractérisé certaines manifestations étudiantes cette semaine risquent de projeter une image négative des étudiants dans l'opinion publique, juge un expert.

::encart::

«Ce genre de batailles-là, on ne les gagne pas en lançant de la peinture sur les murs. Elles se gagnent dans les médias», pense Luc Dupont, professeur au département de communication de l'Université d'Ottawa.

Le *Journal de Montréal* a infiltré les manifestants du Cégep du Vieux-Montréal lors d'une manifestation qui a tourné à la confrontation avec les policiers, mardi soir.

En se faisant passer pour un étudiant, un journaliste du *Journal* a découvert que l'événement cachait un véritable party, où l'alcool et la drogue étaient à l'honneur.

M. Dupont, spécialiste de l'image, de la publicité et de la communication politique, est d'avis que les étudiants risquent de se mettre l'opinion publique à dos en traînant une telle image.

«Ça peut être une bonne idée de faire des actions qui attirent l'attention sur une situation, mais ça ne peut pas être la seule stratégie de communication», affirme-t-il.

#### **Escalade des moyens**

Selon M. Dupont, les grévistes doivent prévoir une escalade des moyens pour faire valoir leurs revendications et surtout être originaux.

À ce chapitre, l'expert croit que les étudiants auraient pu utiliser davantage Internet pour mettre sur pied quelque chose d'insolite.

Quoi qu'il en soit, Luc Dupont juge que les étudiants en grève ont beaucoup de travail s'ils veulent faire pencher la faveur populaire de leur côté.

Selon Hubert Gendron-Blais, coordonnateur des communications de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, les «turbulences» permettent d'attirer l'attention des médias sur les problématiques vécues par les jeunes.

«Nous [les étudiants], on n'a pas de gros lobby comme les médecins qui ont des milliers de dollars», affirme le représentant étudiant.

#### **Journée portes ouvertes annulée**

Par ailleurs, en raison du grabuge qui a eu lieu à l'UQAM cette semaine, la direction de l'établissement a décidé d'annuler une journée portes ouvertes qui devait avoir lieu demain.

«En raison de perturbations possibles», l'événement a été reporté au 2 février.

«La direction de l'UQAM a de nouveau demandé aujourd'hui aux associations étudiantes de s'assurer que la grève en cours se déroule de manière à garantir la libre circulation et la sécurité des personnes et à éviter la dégradation des biens et des équipements de l'Université», a fait savoir l'établissement dans un communiqué.

## **MÉTRO : 1<sup>ère</sup> page : Marée étudiante contre le dégel – Vendredi 16 novembre 2007**



# **Marée étudiante contre le dégel**

Plusieurs centaines d'étudiants des quatre coins de la province ont manifesté sous la pluie, au centre-ville de Montréal, hier, contre l'augmentation des droits de scolarité de 50\$ par session. P/03

# En grève et en colère

Québec ne pliera pas devant les revendications des étudiants

**EDUCATION.** Des membres de 38 associations étudiantes en grève s'étaient donné rendez-vous hier à Montréal, pour manifester contre la décision de Québec d'augmenter les droits de scolarité.

Malgré la pluie, plusieurs centaines d'étudiants ont répondu à l'appel de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).

La porte-parole de l'ASSÉ, Marie-Ève Ruel, a énuméré les revendications étudiantes, dont la gratuité scolaire, une amélioration des ressources et un service de garde adapté à la réalité des parents étudiants.

## Charest ne bronche pas

Plus tôt, le premier ministre Jean Charest avait affirmé que le gouvernement ne reviendrait pas sur sa décision d'augmenter les droits de scolarité.

«La politique reçoit un large appui, et je dirais même un appui unanime à l'Assemblée nationale», avait avancé le premier ministre en matinée.

M<sup>me</sup> Ruel a pour sa part soutenu que les étudiants ne renonceraient pas à revendiquer une plus grande accessibilité aux études.



La manifestation d'hier s'est déroulée dans le calme, encadrée de voitures de police.

Alexandre Leduc, représentant des étudiants de l'UQAM, croit que les droits de scolarité ne doivent pas être augmentés, même s'ils sont inférieurs à la moyenne canadienne. «Les études sont une question de talent ou d'argent? a-t-il demandé. Si c'est une question de talent, la barrière financière à l'accessibilité doit être réduite au maximum.»

LA PRESSE CANADIENNE

## Finances contrôlées

Québec veut contraindre les universités à montrer patte blanche chaque fois qu'elles voudront effectuer le moindre emprunt. La ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, n'a pas caché que le fiasco de l'UQAM n'était pas étranger à sa volonté de serrer la vis à l'ensemble des universités. Dans une moindre mesure, le projet de loi vise aussi les organismes du réseau de la santé et du réseau de l'éducation. «Ce que nous voulons, c'est que s'il y a un emprunt, la ministre responsable devra approuver le projet et l'institution devra venir pour se faire autoriser l'emprunt.»



Société  
L'art de manifester

Marie Grégoire  
membre du Club des ex sur RD!

Certains étudiants se mobilisent ces jours-ci pour dénoncer l'équivalent de l'indexation des droits de scolarité annoncé par le gouvernement Charest. Ils en profitent pour réclamer du même souffle la gratuité scolaire et des investissements dans les ressources et les services.

Il est vrai qu'une étude récente a conclu que la gratuité scolaire augmenterait le niveau d'admission. Il en coûterait 1,2 G\$ par année à l'État. Dans le contexte budgétaire actuel, on peut conclure que ce serait autant d'argent qui ne serait pas investi en ressources et dans la qualité des services.

L'éducation est une responsabilité partagée entre les étudiants, leur institution d'enseignement et l'État. On peut comprendre que les étudiants qui contribuent financièrement revendiquent une meilleure gestion de la part de leur institution. Ils sont aussi en droit de réclamer des services et des infrastructures de qualité.

«Les étudiants ont le droit de réclamer des services et des infrastructures de qualité.»

La mesure mise de l'avant par le ministre Courchesne représente une hausse de 100 \$ par année pendant cinq ans. Il faut se rappeler que les droits de scolarité universitaires sont gelés depuis 1994. Dans les faits, les droits qui sont actuellement de 1 668 \$ vaudraient 2 172 \$, en dollars de 2007. C'est donc dire qu'après la majoration, les droits de scolarité auront atteint 2 170 \$ par année soit l'équivalent de la valeur des droits de 1994 en dollar constant de 2007.

On ne peut pas dire que ce soit excessif. Surtout quand on sait que le programme des prêts et bourses sera majoré de manière à compenser la hausse pour soutenir les étudiants. On ne parle pas ici de rejoindre le niveau de la moyenne canadienne qui est de 5 046 \$. Il est clair que cela n'est pas l'objectif à atteindre.

Les étudiants ont le droit de revendiquer, de manifester. La gratuité ou l'indexation sont des approches qui se discutent. Toutefois, le fait de réclamer des investissements publics tout en saccageant les biens publics n'apporte que bien peu de crédibilité à leur démarche. L'objectif des étudiants est sans doute de se faire entendre. Cependant, pour convaincre, tout est dans l'art et la manière de le faire.

être en Europe. Nous sommes à des années lumières des objectifs de Kyoto, qui de toute façon, était voué à un échec certain. Comment peut-on fixer des objectifs contraignants à certains pays et non à d'autres sous prétexte qu'ils sont des pays émergents. À ce que je sache, la tonne de CO<sub>2</sub> n'est pas moins pire en Chine qu'aux États-Unis!

Le résultat est que la Chine va bientôt dépasser les États-Unis en terme d'émission de CO<sub>2</sub>. D'ici 2030, la consommation énergétique va augmenter de 50 % et d'ici 2050, les émissions de GES auront presque doublé. Les ampoules fluo-compactes n'y changeront rien!

Le constat est triste, mais la lutte contre les changements climatiques se dirige vers un échec. Mais entendons-nous bien, ce ne sera pas la fin du monde. Ce sera la fin d'un monde tel que nous l'avons toujours connu...

VERIC ROUSSEAU

### Tendre la main, au lieu de la matraque

GRÈVE. Ainsi donc, plusieurs milliers d'étudiants ont

décidé de débrayer à Montréal. Si certains ont posé des gestes que nous jugeons répréhensibles, la très vaste majorité mérite qu'on prenne le temps d'évaluer leurs demandes. Bref, de leur tendre la main au lieu de leur tendre la matraque.

Ceux de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) demandent de ne pas subir les conséquences de la gestion plus que douteuse du projet de l'Îlot Voyageur. Dès le départ, les associations étudiantes s'étaient élevées contre cette idée qui fait penser à une fable de La Fontaine, celle de la grenouille qui voulait devenir plus grosse que le bœuf.

Pourquoi devraient-ils payer les pots cassés par leurs administrateurs? Ce projet n'améliorait en rien la qualité de l'enseignement et l'UQAM n'a pas non plus sollicité l'avis des étudiants. Nul référendum sur le campus, nulle consultation populaire.

Les étudiants s'élèvent aussi contre le dégel des droits de scolarité. Encore là, au lieu de lancer promptement qu'ils se plaignent le ventre plein, il importerait de se demander si le problème du Québec est un manque de moyens ou bien

si ce n'est pas une question de choix politique. Après tout, chaque année, la Belle Province offre près de 3 G\$ en congé de taxes et d'impôts à des entreprises prospères. Même que ce montant était de près de 5 G\$ du temps des péquistes, selon l'ancien ministre des Finances du Québec, Yves Séguin.

Allons, chers concitoyens, faisons donc un effort pour comprendre les craintes légitimes des jeunes générations. Souvenez-vous que vous aussi, vous vous êtes battus pour faire de votre société un exemple à suivre dans le monde.

EMILE KIROUAC,  
ENSEIGNANT RETRAITÉ  
DU RESEAU COLLEGIAT, MONTREAL

### La musique en ligne aide les artistes

VENTES. En lisant l'article consacré au téléchargement sur internet (*Musique téléchargée sur l'internet - L'industrie se mobilise*, Métro, 14 novembre), je n'ai pu m'empêcher de faire un bond. Contrairement à ce qui est affirmé, la fonte de la vente des disques et l'augmentation des téléchargements illégaux



PHOTO DANIEL DESMARAIS

## Colère étudiante

Bravant la pluie, près de 2 000 étudiants ont participé à une manifestation hier après-midi au centre-ville pour dénoncer le dégel des frais de scolarité et pour réclamer la gratuité sociale complète. Depuis lundi dernier, 60 000 étudiants ont débrayé partout en province. P.S.

■ FRAIS DE SCOLARITÉ ET GRATUITÉ SCOLAIRE

# La grogne s'amplifie chez les étudiants

Près de 2000 étudiants ont fait fi des intempéries pour déverser leur fiel sur le gouvernement du Québec, hier après-midi au centre-ville.

À l'unisson, ces cégépiens et universitaires ont vivement dénoncé le dégel des frais de scolarité. Ils ont aussi réclamé la gratuité scolaire complète.

**Une autre manifestation aura lieu jeudi prochain, cette fois sous l'égide de la Fédération étudiante universitaire du Québec.**

Ils exigent un réinvestissement dans les ressources et les services et la mise en place d'un système de garderie publique adapté à la condition étudiante pour une meilleure conciliation étude-famille.

Les membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante n'entendent pas abdiquer. L'association qui regroupe des milliers d'étudiants de tous les coins de la province envisage l'escalade des moyens de pression pouvant culminer avec une grève générale illimitée dans les semaines à venir.

## I BUSTE POUR LE GÉNÉRAL



### LA MINISTRE

Réagissant à cette grogne étudiante, la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne a répété qu'elle préfère voir les étudiants dans les salles de cours plutôt que dans la rue. Une fois de plus, la ministre a mentionné le refus de son gouvernement de renoncer à sa décision de hausser les droits de scolarité de 50 \$ par session universitaire.

*(Jean-Claude Grenier)*



PHOTO DANIEL DESMARAIS

Des étudiants venant de 38 différentes associations ont participé à la manifestation au centre-ville hier après-midi.

## Pas de Tasers contre les étudiants

Le Service de police de la Ville de Montréal digère plutôt mal l'accusation faite à son endroit par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante d'avoir fait usage de force excessive en marge des manifestations des derniers jours, et plus précisément d'avoir utilisé des pistolets à impulsion électrique, communément appelés Tasers.

L'ASSE affirmait que les policiers avaient fait une « utilisation massive de poivre de Cayenne ainsi que de pistolets Tasers » pour rétablir l'ordre lors des récentes manifestations étudiantes. Le SPVM reconnaît avoir fait usage de poivre de Cayenne pour disperser ce qu'il appelle une foule hostile en marge de l'occupation du cégep du Vieux-Montréal mais seulement à l'extérieur, où la dispersion est rapide.

*(Presse canadienne)*

## Ah, ces bonnes vieilles manifs...

Par Marco Fortier, chroniqueur au *Journal de Montréal*



PHOTO ARCHIVES

Les étudiants québécois manifestent présentement contre la hausse des frais de scolarité.

C'est toujours beau de voir une grosse manif étudiante. Ça rappelle le bon vieux temps.

Il y a juste un problème avec les étudiants qui manifestent contre la hausse des frais de scolarité annoncée par le gouvernement Charest : on est en 2007, pas en 1970.

Les universités québécoises manquent cruellement de fonds. Elles sont moins bonnes qu'elles devraient l'être à cause de ça. Les étudiants du Québec paient moins que la moitié de la moyenne canadienne pour une session de cours.

Il faut investir dans les universités. Le gouvernement fait sa part, mais ce n'est pas une machine à imprimer de l'argent.

Les libéraux augmentent les frais de 50 \$ par session. Ce n'est pas la fin du monde. C'est même une bonne nouvelle : le gouvernement diminue ses

subventions aux riches qui ont les moyens de payer. Quant aux pauvres, leurs prêts et bourses vont augmenter.

Ajoutez à ça que les frais de scolarité ridiculement bas n'augmentent pas du tout la fréquentation des universités.

Oui, il faut admettre que c'est beau une manif étudiante. Mais vaut mieux cracher 50\$ par session pour étudier dans une bonne école que d'accéder pour des pinottes à une université au toit qui coule.

### COMMENTAIRE DE LUC CYR

Les étudiants universitaires québécois sont gâtés et en tant que futurs riches ils peuvent contribuer davantage et 50 \$ de plus par session c'est rien. Ce n'est qu'un mois de cellulaire après tout.

Néanmoins la qualité de la formation au niveau du premier cycle universitaire n'a rien à

envier aux autres réseaux universitaires

### COMMENTAIRE D'INDIA G.

Ces manifestations me font honte. Il ne faut pas oublier que ce sont eux notre relève de demain. Ils pleurnichent pour 50 \$ de plus par session, ils ne veulent faire aucune concession et ni voir que ça va mal au Québec, qu'il manque de l'argent dans les universités. Ils sont aveuglés et s'en remettent au gouvernement, à l'État Providence, au lieu de faire des sacrifices.

### COMMENTAIRE DE JOE BLOW

Quand la réalité rattrape la gauche...

Le pire, c'est que ces gens qui aujourd'hui manifestent seront ceux qui demain, tout comme moi, clameront qu'ils payent trop d'impôts.

« Pas dans ma cour », comme on dit...

## THE GAZETTE: Clowns and goths, all with one message: Downtown streets clogged for hours as students rail against tuition hikes - Friday, November 16, 2007

PEGGY CURRAN GAZETTE UNIVERSITIES REPORTER

What they lacked in numbers, they made up in noise, traffic disruption and stamina.

Only about 2,000 of the 58,000 university and CEGEP students who are technically on strike turned out for yesterday's rainsoaked demonstration in Dorchester Square to plead their case against a \$100 hike in university tuition fees.

Clowns in rainbow wigs and floppy pants and goths in Iron Maiden T-shirts, anarchist rebels in balaclavas and earnest-looking kids with cellphones and digital cameras, they clogged downtown arteries for three chilly hours yesterday in a peaceful procession, chanting slogans denouncing the Charest government, corporate sponsors, big banks and the bourgeoisie.

But when they were done and the out-of-towners were ready to board their yellow schoolbuses for home, organizers called on staunch supporters to join them at their strike camp at the Univer-

sité du Québec à Montréal, where they were threatening another clash with Montreal police last night.

At least two more events are scheduled today to round out the three-day strike and week of "direct action" by the Association pour une solidarité syndicale étudiante, which has already resulted in hundreds of arrests, acts of vandalism and public mischief.

Starting at 7 this morning, demonstrators were to gather at the Berri-UQAM metro station for an "action perturbatrice," where the theme appears to be disrupting financial institutions. And at 11 a.m., students are to stage a sit-in at the Grande Bibliothèque at Berri St. and de Maisonneuve Blvd. E.

Marc-André Faucher, information secretary for the organizing association, which has 17 member unions representing 40,000 students, said he was very happy with the turnout for yesterday's demonstration, where protesters were also demanding the over-

turn of Bill 43, which allows institutions to adopt measures that curb the right to strike.

He said university and CEGEP administrations have been using the legislation to thwart student walkouts. "We are ready to defend that right, which is internationally recognized."

He rejected suggestions that protesters aren't doing the movement any favours when they wreck school property or swarm professors who choose to teach -going so far as to suggest police were to blame for much of the damage at CEGEP du Vieux Montréal on Tuesday and Wednesday nights.

"The cops aren't out to get us, I think they just want to defend administrations that put the pressure on students," Faucher said. "I can imagine the college was scraped after the cops came in to break up the barricades. A lot of things were moved to create a (barricade) to occupy the college. This is normal, this happens in all union movements and everything."

"Students are angry at this moment. ... Sometimes the emphasis is put elsewhere, and that's really too bad," Faucher said. "If a few walls were broken, I don't know, these things happen when there are 300 people occupying a college."

Faucher said there was also "a lot of disinformation" regarding Monday's incident when Claude Corbo, the political science professor who is the lone candidate for the rector's job at UQAM, was surrounded by striking students.

"He wanted to give his course to break the strike and he came with six guards defending him. So students just wanted to talk with him and he called the cops on them."

Although not affiliated with the organizing association, Dawson College, Concordia and McGill Universities sent delegations to yesterday's march. However, participation by students from Montreal's English-language institutions was low.

Dawson students Victoria Bélanger and Kailey White admitted they were disappointed by the turnout from their school, fearing students who pushed for the three-day strike just wanted a few days off instead of giving some thought to the issues.

"I know we are not going to get free education, but we need to aim high to get what we want," said White, a second-year commerce student. "What we want is to not raise tuition fees."

"For CEGEP, it's not that bad, but we're thinking about university. I want to go, and as a student who pays my own tuition fees, I'm afraid that as my workload increases I'm going to have to increase my work hours and I'm not going to do as well as I could."

During the march, students from different campus associations took turns at the microphone to shout slogans or berate the government for raising tuition fees while encouraging donations or partnerships from corporations.

Yet when a middle-age woman took the mike at Dorchester Square to speak on behalf of people on welfare who have to choose between eating or paying the phone bill, many students seemed bewildered.

Along the route, students dressed in fright wigs and clown noses paid impromptu visits into banks and such shops as Gap and Banana Republic, where they pretended to interview puzzled managers or feign poverty. But despite the odd supportive honk from a motorist, the protesters didn't appear to win many converts to their cause.

Smoking a cigar in front of Christ Church Cathedral, retiree Pierre Choinière was baffled.

"I don't think they live on the same planet as me," he said. "They don't want to pay for the services and the instruction they have. Everywhere in the world they pay more than here. I think they are living on a cloud."

One of the clown protesters got more than he bargained for when he stuck a make-believe microphone in the face of a businessman watching the passing parade and asked him what he thought.

"You want to know why we talk about the dropout rate? Because young people today are spoiled, because we live in a society where everything is handed to them," said Kheir-Eddine Semmar.

"If you go to Africa, I don't want to get heavy here, but it's not everyone who has access to education."

"Go ahead, demonstrate if you want to, but what do you think is going to happen? ... Who is doing this? People who want to fool around."

---

## **RDI / DOMINIQUE POIRIER EN DIRECT : Devrait-on renoncer au dégel des droits de scolarité? , Jeudi 15 novembre 2007, 20h00**

---

En 2005, les étudiants collégiaux et universitaires ont fait la grève pour protester contre le dégel des droits de scolarité et pour la gratuité scolaire. Deux ans plus tard, un millier d'entre eux ont marché dans les rues de Montréal pour les mêmes raisons. Devrait-on renoncer au dégel des droits de scolarité?

📺 [Le débat avec Nathalie Elgrably, économiste à l'Institut économique de Montréal, et François Rebello, chroniqueur au magazine](#)

[Commerce et ancien président de la Fédération étudiante universitaire du Québec](#)

📺 [La deuxième partie du débat, avec les appels du public](#)

[La dernière partie du débat](#)

📺 [Dégel des frais de scolarité: les étudiants renouent avec la rue](#) :Article de Radio-Canada.ca - 15 novembre 2007

---

---

## **LCN : Cégep du Vieux-Montréal : 150 000\$ de dommages lors de l'occupation de mardi : Mise à jour : jeudi 15 novembre 2007, à 19h42**

---

[La nouvelle en vidéo](#)

[Video 1](#)

Regardez le reportage de Paul Larocque.

TVA a appris que l'occupation de mardi soir au cégep du Vieux-Montréal aurait causé des dommages de 150 000\$. C'est du moins ce que soutient le directeur du cégep, Jacques Roussil.

La direction a quitté ses locaux du cégep pour se réfugier dans un autre édifice, qu'on a demandé de tenir secret pour des raisons de sécurité.

Selon le directeur Jacques Roussil, des étudiants ont causé d'importants dommages au matériel de surveillance.

Les étudiants protestent notamment contre le dégel des frais de scolarité universitaires.

---

---

## **RADIO-CANADA / ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : Hausse des droits de scolarité : Les étudiants régionaux peu sensibilisés - Mise à jour le jeudi 15 novembre 2007 à 15 h 47**

---

Les étudiants de l'Abitibi-Témiscamingue sont encore loin d'une grève portant sur les enjeux du dégel des droits de scolarité universitaires. L'Association générale étudiante de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue affirme que les étudiants ont encore besoin d'être informés avant de songer à une mobilisation.

« S'il y a une mobilisation qui doit se faire, les étudiants doivent savoir pourquoi. Ils doivent connaître l'enjeu. Ils doivent le sentir, ils doivent le comprendre. C'est pas vrai qu'on va faire une grève avec des étudiants qui ne connaissent pas le réel enjeu », indique la présidente de l'association, Amélie Mercier.

---



Selon Amélie Mercier, il n'est pas encore dans la culture des étudiants de l'Abitibi-Témiscamingue de militer. « On est peut-être moins habitués ici, parce que la région est jeune, d'en entendre parler et de voir vraiment l'utilité d'avoir une université qui est forte dans sa région, qui est présente dans son territoire, qui forme des gens dans toutes sortes de domaines, qui fait de la recherche », dit-elle.

La Fédération étudiante universitaire du Québec, dont fait partie l'association régionale, tiendra une manifestation à Montréal le 22 novembre. Des étudiants de la région devraient tout de même s'y rendre.

Quelque 60 000 étudiants sont actuellement en grève au Québec. Ils protestent contre le dégel des droits de scolarité, qui doivent augmenter de 50 \$ par session.

## **RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestation étudiante : Quelque 1000 étudiants au rendez-vous - Mise à jour le jeudi 15 novembre 2007 à 14 h 22**

Quelque 1000 étudiants sont réunis sous la pluie au centre-ville de Montréal pour dénoncer le dégel des frais de scolarité et pour réclamer la gratuité scolaire complète.

Des étudiants de Sherbrooke et de Québec se sont notamment joints aux étudiants montréalais pour grossir les rangs des manifestants.

Rassemblés à l'initiative de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), les étudiants amorceront une marche dont l'itinéraire demeure inconnu, même des policiers. L'ASSE a omis de communiquer le trajet de la manifestation aux policiers qui devront fermer les rues au fur et à mesure de l'événement.

Les policiers soutiennent être prêts à parer à toute éventualité et le groupe d'intervention est également prêt à intervenir.

Quelque 60 000 étudiants sont en grève au Québec. Ils protestent contre le dégel des frais de scolarité à hauteur de 50 \$ par session.



Une manifestation au centre-ville de Montréal

Fort de l'appui des partis de l'opposition, le gouvernement de Jean Charest demeure imperturbable. Il promet de maintenir les hausses des frais de scolarité peu importe les actions des étudiants. M. Charest estime que le rajustement du régime des prêts et bourses permettra de maintenir l'accessibilité aux études postsecondaires pour les jeunes de tous les milieux.

### **Une semaine mouvementée**

Des manifestations et des conférences de presse ont eu lieu mercredi à Montréal, à Québec et à Drummondville, notamment. Les étudiants de l'Université Laval ont rejoint mercredi le mouvement de grève entamé depuis trois jours dans certains établissements.

Une centaine d'étudiants ont été arrêtés dans la nuit de mercredi au Cégep du Vieux-Montréal, après avoir refusé de quitter les lieux. De plus, la police a dû intervenir à deux reprises, lundi, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) pour disperser des grévistes devant la salle de classe de l'aspirant recteur de l'UQAM, Claude Corbo. Une centaine de manifestants s'y s'étaient barricadés vers 23 h 30.



## **LCN : Éducation : 2000 étudiants manifestent dans les rues de Montréal - Mise à jour : jeudi 15 novembre 2007 14h08**

[La nouvelle en vidéo](#)

[Video 1](#)

Écoutez les explications d'Yves Poirier.

Une autre grande manifestation d'étudiants a lieu, jeudi après-midi, à Montréal.

Environ 2000 étudiants se sont rassemblés vers 13h30 au Square Dorchester. Leur itinéraire dans les rues de la ville demeure maintenant inconnu.

Rappelons que 38 associations et 50 000 étudiants sont présentement en grève.

Les étudiants dénoncent la hausse des frais de scolarité de 500\$ pour les cinq prochaines années, à raison de 50\$ par session.

Mercredi soir, plus d'une centaine d'étudiants se sont rassemblés au parc Emile-Gamelin, près du métro Berri-UQAM, pour dénoncer la répression policière dont ils se disent victimes.

Le rassemblement s'est déroulé dans le calme, contrairement à la nuit précédente. En fait, mardi soir, l'occupation du cégep du Vieux-Montréal a donné lieu à un affrontement avec la police. Une centaine d'étudiants ont été arrêtés.

## **L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : La plupart des étudiants sont en faveur du dégel des droits de scolarité, croit le député Schneeberger - Article mis en ligne le 15 novembre 2007 à 12:22**



par Dominic Villeneuve

Sébastien Schneeberger invite les manifestants à faire preuve de lucidité. Tout a un coût, «l'éducation y comprise», dit-il.

La plupart des étudiants sont en faveur du dégel des droits de scolarité, croit le député Schneeberger

Malgré la pression exercée sur le gouvernement par les étudiants de province, dont ceux du cégep de Drummondville, le député adéquiste Sébastien Schneeberger croit toujours que le dégel des droits de scolarité est incontournable au Québec pour pouvoir maintenir le niveau de qualité de l'enseignement universitaire.

Selon lui, la plupart des étudiants sont d'accord sur ce point, et le faible nombre de manifestants aux abords du collège drummondvillois pour protester viendrait le prouver.

«Ce que je constate, c'est que peu d'étudiants se sont déplacés pour défendre la gratuité. À mon avis, plusieurs d'entre eux comprennent et partagent notre position (celle de l'action démocratique du Québec)», a-t-il fait savoir par l'entremise d'un communiqué de presse.

Par ailleurs, le député a rappelé que la population croit elle aussi que le maintien du gel des droits de scolarité aurait été irresponsable. Sinon, elle n'aurait pas élu les libéraux de Jean Charest, le 26 mars dernier, qui avaient une position ferme sur le sujet.

«Les Québécois ont élu un gouvernement qui prône le dégel et une opposition officielle qui abonde dans le même sens. Et depuis son arrivée à la tête du Parti québécois, Pauline Marois tend de plus en plus vers la même position», a fait remarquer Sébastien Schneeberger.

Celui-ci considère que la gratuité n'existe pas et que tout à un coût, y compris l'éducation.

«Voilà plus de dix ans que les frais de scolarité sont gelés, et le système d'éducation s'en ressent. Tout le monde est d'accord pour dire que de l'argent frais doit être réinjecté pour maintenir la quali-

té de l'enseignement postsecondaire, et les étudiants doivent faire leur part», a-t-il indiqué.

En outre, le député de Drummond à l'Assemblée nationale soutient que de faibles droits de scolarité bas ou encore la gratuité scolaire bénéficieraient seulement aux jeunes plus fortunés qui ont les moyens de payer leurs études.

En ce sens, Sébastien Schneeberger dit défendre un système d'aide financière aux études plus équitable.

«Toutes les personnes qui souhaitent entreprendre des études supérieures au Québec doivent pouvoir le faire, peu importe leur compte en banque. C'est pour cela que l'ADQ propose de bonifier le régime des bourses et d'en élargir l'accessibilité», a-t-il déclaré, en rappelant que c'est au Québec que les droits de scolarité sont les moins élevés en Amérique du Nord.

## L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : Les cégépiens manifestent dans l'indifférence - Article mis en ligne le 15 novembre 2007 à 11:39



Une soixantaine de cégépiens ont pris part, hier après-midi, à une manifestation dans les rues de Drummondville (Photo : Ghyslain Bergeron)

par Dominic Villeneuve : [Photos](#)

Hier après-midi, lors d'une [manifestation dans les rues de Drummondville](#) qui a conduit une soixantaine de cégépiens jusqu'au centre-ville, les passants et automobilistes rencontrés par L'Express ignoraient en majorité les motifs de la grève étudiante.

Quelques-uns se sont toutefois dit en accord avec les revendications des cégépiens, à l'exemple de Linda Duchesne, qui a deux enfants présentement aux études.

«Je suis complètement d'accord avec eux, a-t-elle commenté. On ne parle pas d'une grosse augmentation de coûts, mais par principe, ils font bien de manifester. Tant que ça reste pacifique...»

Même son de cloche du côté de Danny Beaulieu, qui croit néanmoins que de perturber la circulation n'est pas le meilleur moyen de se faire entendre.

«Qu'ils manifestent, c'est correct, mais qu'ils s'assoient au beau milieu de la rue pour bloquer le trafic, je ne pense pas que ce soit une bonne idée», a-t-il partagé.

Si plusieurs manifestants ont refusé d'expliquer pourquoi ils sont descendus dans la rue, d'autres ont pris la peine de faire valoir leur

point de vue. C'est le cas de Vincent Roy, qui milite principalement pour l'accessibilité universelle aux études, et de Chloé Tanguay, pour qui l'équité est la pierre angulaire d'une justice sociale.

«Moi, je suis quelqu'un de favorisé dans la vie. J'ai la chance d'avoir mon éducation payée. Par contre, je ne reste pas chez moi parce que ça ne me concerne pas. L'égalité des individus dans une société, c'est super important. Tout le monde devrait avoir droit à une éducation de qualité, peu importe son revenu. L'éducation, c'est la base de la société», a expliqué cette étudiante en sciences humaines.

De son côté, Claude Desmarais, un autre étudiant de sciences humaines, est directement concerné par la hausse des droits de scolarité à l'université (50 \$ par session). Voilà pourquoi il est descendu dans la rue.

«Je n'ai pas d'argent; mes parents sont sur le bien-être social. Le dégel des frais de scolarité, ça me touche directement. Je suis aussi là par solidarité», a-t-il lancé, sous les «So so so, sauvons l'éducation!» et les «Gratuité scolaire, la grève est nécessaire!» scandés par la foule.

Le coordonnateur général de l'Association générale étudiante du cégep de Drummondville (AGECD), Simon Bertrand, se disait heureux, mercredi, de la mobilisation des étudiants. S'ils n'étaient pas aussi nombreux que souhaité pour la marche pacifique dans les rues, il soutient que les cégépiens ont fait la preuve qu'il y a un véritable mouvement étudiant en étant plus de 150 à bloquer l'entrée du collège mercredi matin.

«Le Cégep compte 1900 étudiants, mais quand je vois que le dixième de la population étudiante s'est mobilisé ce matin (mercredi), je trouve que c'est une réussite. On est moins cet après-midi pour la marche, mais ça fait quand même cinq ou six heures qu'on manifeste», a-t-il souligné.

Celui-ci se dit à l'aise avec un mandat de grève de trois jours. Il reconnaît que le premier vote réclamant une grève générale illimitée, vote qui a d'ailleurs été perdu, était un moyen «drastique».

«Une grève de trois jours nous permet de faire entendre notre voix. On prône la gratuité scolaire et on veut un réinvestissement massif en éducation. On le répète depuis très longtemps et on va

continuer de le répéter. C'est un gage de prospérité. Cette manifestation nous permet d'exercer un rapport de force sur la ministre (de l'Éducation). On lui montre qu'on veut que ça change.

Reste à voir comment l'opinion publique va réagir», a-t-il affirmé.

À ce titre, la ministre Michelle Courchesne a déjà déclaré que peu importe les moyens de pression qu'utiliseront les étudiants, son gouvernement ne reculera pas.

Rappelons qu'une manifestation nationale est organisée à Montréal, aujourd'hui. Puisque des étudiants bloquaient toujours l'accès au collège ce matin, la direction du Cégep de Drummondville a fermé l'établissement pour une 2e journée. Tout porte à croire qu'il en sera de même demain.

L'ensemble des activités sont suspendus pour la journée et la soirée. Par conséquent, toutes les activités administratives, éducatives et pédagogiques sont annulées. Toutefois, les étudiants en stage en milieu de travail et en milieu de santé poursuivent leurs activités habituelles.

---

## **RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE DU QUÉBEC : Dégel des droits de scolarité : L'opposition s'organise - Mise à jour le jeudi 15 novembre 2007 à 11 h 33**

---

La grogne étudiante contre le dégel des droits de scolarité ne s'estompe pas dans la région. Les étudiants des cégeps de Victoriaville et de Trois-Rivières doivent se prononcer prochainement sur la possibilité de débrayer le 22 novembre pour manifester leur mécontentement.

Au cégep de Drummondville, les étudiants ont entamé mercredi une grève de trois jours pour protester contre l'augmentation des droits de scolarité de 50 \$ par session.

## **RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Frais de scolarité : Les étudiants maintiennent la pression - Mise à jour le jeudi 15 novembre 2007 à 11 h 19**

---

Plus d'info  
Nouvelles

[Université Laval: Les étudiants interpellent Québec](#)

Nouvelle du 14 novembre 2007

[Grève étudiante: Grabuge au cégep du Vieux Montréal](#)

Nouvelle du 14 novembre 2007

Audio et Vidéo

[Janick Tremblay fait le point sur la manifestation des étudiants.](#)

Des étudiants des niveaux collégial et universitaire reviennent à la charge pour dénoncer la hausse des frais de scolarités et réclamer du gouvernement Charest la gratuité scolaire.

Ils exigent en outre un réinvestissement dans les ressources et services et la mise en place d'un système de garderie publique adaptée à la condition étudiante pour une meilleure conciliation étude-famille.

Des manifestations et des conférences de presse ont eu lieu mercredi à Montréal, à Québec et à Drummondville, notamment. Les étudiants de l'Université Laval ont rejoint mercredi le mouvement de grève entamé depuis trois jours dans certains établissements. Une grande manifestation est prévue jeudi après-midi à Montréal.

### **La police à l'oeuvre**

Par ailleurs, des étudiants se sont plaints d'une répression à leur endroit. Le porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), Hubert Gendron-Blais, a indiqué que la police antiémeute est intervenue à trois reprises en deux jours à Montréal. Selon lui, les policiers ont fait usage de poivre de Cayenne et de pistolets à décharge électrique.

Mercredi soir, des étudiants de l'ASSE se sont rassemblés devant la station de métro Berri-UQAM pour dénoncer la brutalité policière dont ils se disent victimes, notamment l'incident survenu plus tôt au Cégep du Vieux-Montréal.

À l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), l'Association générale des étudiants va organiser une assemblée générale spéciale, mercredi prochain, pour parler du financement des universités et des droits de scolarité.

L'Association des étudiants de l'UQTR s'oppose à la hausse des droits de scolarité. Une délégation de l'association prendra d'ailleurs part à la grande manifestation étudiante qui est prévue ce jeudi à Montréal.

## **Les étudiants maintiennent la pression - Mise à jour le jeudi 15 novembre 2007 à 11 h 19**

---



Photo: La Presse Canadienne / La Presse-Martin Chamberland  
Manifestation d'étudiants à Montréal.

Une centaine d'étudiants ont été arrêtés dans la nuit de mercredi au Cégep du Vieux-Montréal, après avoir refusé de quitter les lieux. De plus, la police a dû intervenir à deux reprises, lundi, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) pour disperser des grévistes devant la salle de classe de l'aspirant recteur de l'UQAM, Claude Corbo. Une centaine de manifestants s'y étaient barricadés vers 23 h 30.

Hubert Gendron-Blais, qui soutient que les manifestants étaient pacifistes, accuse l'administration d'avoir refusé de négocier et d'avoir fait plutôt appel à la police.

L'ASSE prévoit l'escalade des moyens de pression pouvant culminer avec une grève générale illimitée dans les semaines et les mois à venir. En revanche, à l'UQAM, un représentant des étudiants, Guillaume Potvin, écarte la possibilité d'une grève générale comme ce fut le cas en 2005, du moins pas avant la fin de l'hiver.

### **Fin de non-recevoir de Québec**

Réagissant à cette montée de la protestation, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a dit préférer voir les étudiants en classe plutôt que dans la rue. Elle a réitéré le refus de son gouvernement de renoncer à sa décision de hausser les droits de scolarité de 50 \$ par session universitaire.

Mme Courchesne a expliqué que son gouvernement avait bonifié l'aide financière aux étudiants pour éviter que le dégel des frais ait un impact négatif sur l'accessibilité à l'éducation supérieure.

---

## **RADIO-CANADA / QUÉBEC : Frais de scolarité : Les étudiants interpellent Québec - Mise à jour le jeudi 15 novembre 2007 à 10 h 58**

---

Près de 3 000 étudiants de l'Université Laval ont amorcé un débrayage, mercredi, afin de s'opposer à la décision du gouvernement Charest de hausser les droits de scolarité de 30 % sur 5 ans, et ce, dès cet automne. Les étudiants du collège François-Xavier-Garneau leur ont emboîté le pas jeudi.

Ces derniers revendiquent des réinvestissements massifs en éducation. Concrètement, ils réclament que le gouvernement comble le déficit des universités qui atteint au bas mot 400 millions de dollars. Ils demandent également à Québec de geler, sinon même d'abolir, les frais de scolarité.

#### À l'Université : 7% des 38 000 étudiants disent oui.

Au total, 13 des 80 associations membres de la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) ont approuvé un débrayage qui s'échelonne sur trois jours. Les étudiants ont préféré ce moyen de pression à un autre puisque, comme le précise le président du regroupement des étudiants en sociologie, Philippe Nazair, la mobilisation constitue un véritable défi.

« Partir une grève ce n'est pas quelque chose de facile à faire et nous ne croyons pas que le moyen de la grève générale illimitée est un moyen que nous devons prendre maintenant. C'est possible, en effet, que tous les étudiants n'aient pas la même position à ce sujet, mais je ne crois pas que la position de ceux qui y croient soit moins légitime », a-t-il défendu.

#### Au collégial

Les cégeps François-Xavier-Garneau et de La Pocatière sont également en grève. Les étudiants du collège de Québec ont voté, par une très faible majorité de 51 %, pour le déclenchement d'une grève de 24 heures à compter de jeudi matin.

Moins de 500 des 6000 étudiants qui fréquentent l'établissement ont participé à l'assemblée générale. En dépit de ce faible taux de participation, des piquets de grève seront érigés à l'entrée du cégep afin d'empêcher la tenue des activités normales.

#### Québec persiste

Du côté du gouvernement Charest, la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne, réitère le refus de Québec de faire marche arrière.

« Ça demeure encore une augmentation de droit extrêmement raisonnable. Nous avons bonifié l'aide financière aux étudiants pour justement nous assurer de l'accessibilité et limiter au maximum l'augmentation de ces droits. Je vous rappelle surtout qu'on est la province dont les droits de scolarité sont les plus bas au Canada », a répété la ministre Courchesne.

Le débrayage des étudiants s'inscrit dans un mouvement national qui culmine jeudi à Montréal par une grande manifestation. Environ 200 étudiants de l'Université Laval iront protester dans la métropole.

## RADIO-CANADA / ESTRIE : Dégel des droits de scolarité : Manifestation au cégep de Drummondville - Mise à jour le jeudi 15 novembre 2007 à 10 h 54

Plus d'info  
Audio et Vidéo

[Le reportage de Pierre Sauvé](#)



Les étudiants du cégep de Drummondville sont sortis dans la rue mercredi pour protester contre l'augmentation de 50 \$ par session des droits de scolarité. Les élèves ont par le fait même amorcé un débrayage jusqu'à vendredi.

Selon certains cégépiens, le dégel, qui est prévu jusqu'en 2012, pourrait entraîner une

baisse considérable des inscriptions dans les établissements scolaires.

« Effectivement, ce sont les frais les plus bas au Canada, mais je pense que l'on a fait des choix dans les années 1960 de se doter d'un système d'éducation qui allait être accessible et gratuit et je pense que ce sont des choix que l'on maintient. Il y a du monde qui pense encore que c'est la meilleure chose pour le Québec », soutient Simon Bertrand, un étudiant.

Pour la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, le gouvernement a fait sa part en matière d'investissement en éducation. « Il y a eu un gel des droits de scolarité qui a été très long. Il faut être réaliste, il faut que tous participent. Le gouvernement le fait en postsecondaire depuis 2003, nous avons investi plus de 800 millions de dollars. [...] Le gouvernement a quand même respecté ses engagements en matière de financement », estime-t-elle.

Le débrayage des étudiants s'inscrit dans un mouvement national qui doit culminer par une grande manifestation jeudi à Montréal.

## LE DEVOIR : Les étudiants en grève - Nouvel affrontement étudiants-policiers - Édition du jeudi 15 novembre 2007

Clairandree Cauchy

Altercation avec les policiers de nuit et manifestation pacifique de jour... La grève étudiante aux deux visages s'est poursuivie hier, avec un violent affrontement entre des grévistes qui occupaient le Cégep du Vieux-Montréal et l'escouade anti-émeute dans la nuit de mardi à hier, suivie d'une manifestation artistique à l'allure festive en après-midi hier.

Quelque 250 étudiants ont déambulé hier après-midi dans le centre-ville avec 64 cubes, qu'ils ont empilés pour former un immense cube sur l'esplanade de la Place des Arts, sous l'oeil bienveillant du sculpteur Armand Vaillancourt. La manifestation d'inspiration créative était néanmoins teintée par les échauffourées de la nuit précédente; elle s'est d'ailleurs terminée devant le Cégep du Vieux-Montréal (CVM), entraînant l'annulation du point de presse de la direction.

Une occupation, non autorisée par le cégep, s'est terminée dans la nuit de mardi à hier par l'arrestation de 102 étudiants, accusés notamment de voie de fait, de méfait public et d'agression armée. «Les étudiants ayant refusé de quitter les lieux, le collège n'avait plus d'autre choix que de faire intervenir le Service de police de la

Ville de Montréal», a déclaré par voie de communiqué le directeur général, Jacques Roussil.

Les étudiants étaient encore outrés hier de la vigueur de l'intervention policière, estimant avoir été carrément pris en «souricière» par l'escouade anti-émeute. «Il y a des gens qui arrivent tout juste du secondaire, qui ont des valeurs, des revendications et veulent les défendre et on leur tape dessus», a dénoncé un porte-parole de l'association étudiante, Julien Neveu-Villeneuve. Le syndicat des enseignants du CVM a lui aussi décrié l'intervention policière, estimant que cela «va à l'encontre [du] projet éducatif, qui prône une approche humaniste et citoyenne face aux enjeux sociaux».

Une manifestation a été organisée vers 23h hier par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) pour dénoncer la



Photo: Jacques Nadeau  
brutalité policière et le fait que les administrations d'établissement soient aussi promptes à faire intervenir les forces de l'ordre.

Lundi, c'est la direction de l'Université du Québec à Montréal qui avait fait appel à la police pour expulser des étudiants. Par crainte d'autres perturbations, l'UQAM a d'ailleurs fait savoir qu'elle annulait la journée portes ouvertes prévue en fin de semaine.

Manifestation nationale

Une autre manifestation, attirant cette fois des étudiants des quatre coins du Québec, se tiendra cet après-midi à Montréal, à l'invitation de l'ASSE. Pour l'occasion, 10 cégeps ont voté la grève, en plus de quelque 3000 étudiants de l'Université Laval et des 20 000 de l'UQAM.

Hier, cinq cégeps étaient officiellement en grève, mais cela s'est concrétisé par un arrêt complet des cours seulement au Cégep du Vieux-Montréal et à celui de Drummondville.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, est restée impassible devant l'agitation étudiante, affirmant cependant préférer voir les étudiants en classe plutôt qu'en grève. «Ça demeure encore une augmentation de droits extrêmement raisonnable. Nous avons bonifié l'aide financière aux étudiants pour justement nous assurer de l'accessibilité [...] Je vous rappelle surtout qu'on est la province dont les droits de scolarité sont les plus bas au Canada.»

## LES ÉTUDIANTS EN GRÈVE



L'intervention musclée des policiers, à coups de matraques et de poivre de Cayenne, pour expulser les étudiants qui s'étaient barricadés dans le Cégep du Vieux-Montréal dans la nuit de mardi à hier, a été suivie d'une manifestation symbolique hier, où le carré rouge des revendications étudiantes était à l'honneur. Une autre manifestation était prévue en soirée hier pour dénoncer la «brutalité policière».



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

### LA PRESSE : De la casse au cégep du Vieux-Montréal - Le jeudi 15 novembre 2007

Violaine Ballivy, La Presse

**Et de trois: une nouvelle intervention policière est venue entacher le déroulement de la première semaine de grève étudiante à Montréal. Une centaine de personnes ont été arrêtées dans la nuit de mardi à hier sur le parvis du cégep du Vieux-Montréal. La tension monte, alors que des milliers d'étudiants sont appelés à manifester en grand nombre aujourd'hui dans les rues de la métropole.**

Après celle de l'UQAM lundi, c'est la direction du cégep du Vieux-Montréal qui a fait appel, hier, à l'escouade antiémeute de la police de Montréal pour déloger quelque 300 personnes qui s'étaient barricadées dans des classes pour y passer la nuit. Les cégépiens espéraient y préparer la manifestation d'aujourd'hui. Ils auraient ignoré deux avis d'expulsion avant que la police n'investisse les lieux. Cent cinq personnes ont été arrêtées au cours de l'opération; 97 pourraient être accusées de voies de fait et de méfait.

«Des salles de classe ont été vandalisées: des fenêtres ont été fracassées, des pots de peinture vidés sur les murs et le sol. Du mobilier a été détruit», a décrit Laurent Gingras, porte-parole de la police de Montréal.

Cette troisième intervention policière en deux jours a piqué les grévistes au vif. L'Association pour une solidarité étudiante a organisé tard hier soir au parc Émilie-Gamelin un rassemblement contre la répression policière. «Le sentiment de révolte des étudiants grandit», a prévenu hier Emmanuelle Sirois, porte-parole des grévistes de l'UQAM.

Plusieurs collégiens ont soutenu qu'ils avaient été brutalisés au moment de leur arrestation, mardi. «Ils nous ont encerclés, nous ont matraqués et ont utilisé du gaz-poivre comme si le but n'était pas de nous faire quitter les lieux, mais de nous arrêter», a dénoncé hier Gabrielle Provost, porte-parole de l'Association étudiante du cégep du Vieux-Montréal.

Les élèves ont reçu l'appui du syndicat des professeurs du cégep du Vieux-Montréal, qui a jugé «irrespectueuse et irresponsable» l'attitude de la direction du cégep. Sa décision «précipitée» de faire arrêter le groupe de grévistes par l'escouade antiémeute va «à l'encontre de notre projet éducatif, qui prône une approche humaniste et citoyenne face aux enjeux sociaux», a déploré Jean-Marc Petit, président du syndicat. Les représentants de tous les corps d'emploi du collège avaient recommandé à la direction du cégep d'accepter le «bed-in» pour éviter la confrontation.

#### **Durcissement**

Les représentants d'associations étudiantes estiment que les directions d'établissement se montrent beaucoup plus dures envers les grévistes que lors du dernier grand débrayage de 2005.

Cette année-là, l'UQAM et le cégep du Vieux-Montréal avaient tous deux permis la tenue de «bed-in» associés au mouvement de contestation.

«Nous avons revu notre position parce qu'il y avait eu du grabuge et des dégâts matériels», a noté la porte-parole du cégep du

Vieux-Montréal, Mylène Boisclair. L'UQAM a justifié sa position en des termes semblables.

Les directions des deux établissements sont restées sur leurs gardes toute la journée hier. La direction du cégep du Vieux-Montréal a choisi d'annuler une conférence de presse en découvrant la présence d'une cinquantaine de manifestants. Quant à l'UQAM, elle a annoncé le report d'une journée d'accueil des futurs étudiants qui devait avoir lieu samedi.

De son côté, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, s'est montrée peu impressionnée par les derniers événements. Elle a réitéré que la hausse des droits de scolarité de 500\$ sur cinq ans serait maintenue.

Des associations représentant près de 40 000 étudiants ont voté en faveur de la tenue d'une journée de grève, aujourd'hui, pour participer à une grande manifestation dont le départ sera donné à 13h30 au coin de la rue Peel et du boulevard René-Lévesque.

## **LE SOLEIL : Cégep Garneau: une journée de grève teintée de prises de bec - Le jeudi 15 novembre 2007**

Isabelle Mathieu, Le Soleil, Québec

**Ce n'est vraiment pas de gaieté de coeur que les 6000 étudiants du cégep François-Xavier-Garneau ont fait la grève des cours jeudi, dans la foulée de la journée de lutte au dégel des frais de scolarité.**

Plusieurs prises de bec ont éclaté jeudi matin entre des étudiants qui bloquaient les entrées du cégep avec leurs lignes de piquetage et d'autres qui voulaient aller à leurs cours.

L'assemblée générale et ses 500 participants avaient voté à 51% en faveur du débrayage d'une journée. Vers 10h, la direction du cégep a décidé de suspendre les cours, constatant que les élèves n'avaient pas accès au bâtiment.

«On voulait que ça reste dans le calme, dit Sylvie Fortin, directrice des communications du cégep Garneau. On s'est assuré que la formation continue et les stages avaient toujours lieu.»

La journée de cours sera reprise plus tard.

## **JOURNAL DE MONTRÉAL : Chronique : Lettre aux étudiants, par Nathalie Elgrably - Mise à jour: jeudi 15 novembre 2007, à 08:59**



Photo © ARGENT

Étudiants des cégeps et des universités, vous manifestez contre le dégel des droits de scolarité et, dans certains cas, vous revendiquez la gratuité scolaire. Vous jugez que la société n'en fait pas suffisamment pour vous et vous réclamez d'elle davantage.

Peut-être l'ignorez-vous mais à raison de 1 862\$ par an, soit l'équivalent de 4,13\$

l'heure de cours, non seulement vos frais de scolarité sont-ils inférieurs de moitié à la moyenne canadienne, mais encore ils sont parmi les plus bas du monde. Et comme ces frais ne sont pas indexés, l'éducation coûte un peu moins cher chaque année. Aujourd'hui, une heure de cours coûte moins cher qu'une heure au cinéma!

#### **FAIRE PAYER LES RICHES**

Vous affirmez que cette quasi-gratuité est indispensable pour assurer l'accès à l'éducation aux jeunes issus de familles pauvres. La théorie est séduisante, mais la réalité est tout autre. Les jeunes de familles riches sont deux fois plus nombreux à fréquenter l'université que ceux dont les parents gagnent un faible revenu. Vos grèves et vos manifestations visent donc à réclamer aux contribuables moyens de financer l'éducation des enfants de leurs voisins mieux nantis. Est-ce vraiment ce que vous souhaitez? Pourquoi ne pas faire payer les riches en dégelant les droits de scolarité tout en assurant l'accessibilité à tous en aidant uniquement et strictement les étudiants pauvres?

#### **INVESTISSEMENT RENTABLE**

Vous affirmez qu'une hausse des droits de scolarité de 50\$ par trimestre (l'équivalent de 11 cents l'heure de cours) est inacceptable et qu'elle forcerait certains d'entre vous à abandonner leurs études. Cette affirmation repose sur l'hypothèse totalement fautive

selon laquelle l'éducation serait un bien de consommation dont la demande diminue quand le prix augmente. Si vous supportez des coûts aujourd'hui pour obtenir plus tard un emploi plus intéressant et mieux rémunéré, c'est la preuve que l'éducation est un investissement, et non une dépense. C'est même l'un des investissements les plus rentables qui soient! Vous êtes donc les principaux bénéficiaires de votre éducation, mais ce sont les contribuables et les donateurs privés qui fournissent aux universités 89 % de leurs revenus. La société n'a-t-elle donc pas déjà suffisamment contribué?

Vos associations étudiantes soutiennent que les droits de scolarité ont pour effet de réduire l'accès à l'éducation. Pourtant, elles n'hésitent pas à exiger de vous des cotisations obligatoires, dont certaines s'élèvent à plus de 50\$ par trimestre. N'y voyez-vous pas un non-sens? Devons-nous conclure qu'une hausse de 50\$ par trimestre réduit l'accessibilité uniquement lorsqu'il est question de droits de scolarité mais qu'elle est sans conséquence quand ce montant est destiné aux coffres des associations étudiantes? Pourquoi ne demanderiez-vous pas à vos associations de faire preuve de "solidarité étudiante" et de favoriser l'accès à l'éducation en abolissant les frais qu'elles vous imposent?

Finalement, la responsabilité sociale de l'éducation est votre leit-motiv. Mais qu'advient-il de la responsabilité des parents? Pourquoi ne manifestez-vous pas pour rappeler à vos parents que leur rôle ne se limite pas à vous avoir mis au monde? Un parent doit avoir le sens du sacrifice et faire passer l'éducation de son enfant avant toute chose. Les étudiants dont les parents n'ont réellement pas les moyens d'assumer la hausse des droits de scolarité doivent incontestablement être aidés par la société. Mais les familles qui disposent d'une marge de manoeuvre de 50\$ par trimestre n'ont qu'à payer! Appelons cela la «solidarité familiale».



**JOURNAL DE MONTRÉAL : Lourds dégâts : Une nuit avec les manifestants - Mise à jour: jeudi 15 novembre 2007, à 05:57**

Philippe Meilleur, Le Journal de Montréal

La direction du Cégep du Vieux-Montréal trouve «déplorable» l'attitude de la centaine d'étudiants qui ont été arrêtés par la police dans la nuit de mardi à mercredi après avoir occupé l'établissement.

«Même si on ne peut pas les chiffrer pour l'instant, les dommages causés par l'affrontement sont importants, affirme Mylène Boisclair, de la direction des communications du Cégep du Vieux-Montréal. Les étudiants savaient depuis le 25 octobre qu'ils ne pouvaient pas tenir de bed-in au cégep. Nous trouvons la situation déplorable.»

Les étudiants, quant à eux, se sont dits en fureur contre la décision de la direction de faire appel aux policiers pour empêcher leur action. «C'était un acte barbare et sauvage de la part de la direction», estime Guillaume Potvin, l'un des porte-parole étudiants.

**Accusations**

Hier après-midi, les grévistes ont reçu l'appui des étudiants de l'UQAM le temps d'une manifestation qui s'est transportée sur l'Esplanade de la Place des Arts.

Les 105 étudiants arrêtés par les policiers mardi soir ont tous été identifiés et relâchés sur place. Huit d'entre eux ont été libérés inconditionnellement et les 97 autres pourraient faire l'objet d'ac-

cusations de voies de fait, de méfait et d'agression armée sur un policier.

#### Rencontre annulée

Par ailleurs, la direction du Cégep du Vieux-Montréal devait rencontrer les médias hier après-midi aux abords de l'établissement pour faire le point.

Le point de presse a toutefois été annulé lorsque des centaines de manifestants se sont rassemblés à quelques mètres du lieu de rencontre. «Nous voulions simplement faire valoir notre mécontentement sans rien empêcher», a juré le responsable des affaires internes de l'association étudiante, Julien Neveu-Villeneuve.

\* \* \*

#### 19h

Des dizaines d'étudiants arrivent au Cégep du Vieux-Montréal dans l'intention d'y passer la nuit. Certains ont même apporté leur sac de couchage et des oreillers.

#### 20h à 22h

Les manifestants sont déterminés à se barricader dans l'établissement malgré les directives du cégep qui prévoient que les jeunes doivent quitter les lieux au plus tard à 23 h.

#### 22h à 23h

L'entrée principale et les entrées secondaires du cégep sont bloquées à l'aide de chaises, de tables, d'immenses bacs à ordures et de machines distributrices. À l'intérieur, des étudiants inscrivent sur les murs des slogans et des symboles anarchistes et y lancent de la peinture.

#### 23h15

Enfermés dans leur poste de garde, les agents de sécurité, impuissants, regardent sur des moniteurs les manifestants prendre le contrôle de l'établissement.

#### 23h30

Au moyen de l'intercom, les autorités du cégep préviennent les manifestants qu'ils viennent de faire appel à la police pour les expulser.

\* \* \*

#### 23h50

Des étudiants mettent le feu à des débris dans des poubelles du cégep. Quelques minutes plus tard, les pompiers arrivent, mais le SPVM leur interdit d'intervenir.

#### 12h30

Après avoir lu à deux reprises des avis d'expulsion en vain, les policiers se préparent à l'assaut. Casqués et armés de matraques, des agents arrivent à pénétrer dans le cégep en passant par une porte de côté et en faisant éclater une vitre.

#### 12h45

D'autres policiers forment un mur devant le cégep. Ils reçoivent une pluie de bouteilles de bière remplies de peinture et de bâtons de bois.

#### 1h

Les manifestants sont pris en souricière entre les agents de police qui sortent de l'établissement collégial et ceux qui les attendent à l'extérieur. Plus d'une centaine de jeunes sont arrêtés.

#### 1h30

La police tente de disperser la foule en utilisant notamment du poivre de Cayenne contre les étudiants qui les confrontent.

#### 3h

L'intervention policière prend fin et la rue Ontario est rouverte à la circulation.

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Éducation – Grèves : Les policiers étaient attendus - Mise à jour: jeudi 15 novembre 2007, à 05:40

Jean-Philippe Pineault, Le Journal de Montréal

Bière coulant à flots, joints de cannabis en abondance, vandalisme gratuit. Le siège au Cégep du Vieux-Montréal a caché un véritable party, a constaté *Le Journal de Montréal*, en passant la nuit inconnu parmi les étudiants.

Une ambiance festive régnait dans l'établissement de la rue Ontario dans la nuit de mardi à hier, alors que les étudiants tentaient d'organiser un bed-in dans le cégep.

La plupart des étudiants présents, qui provenaient du Cégep du Vieux-Montréal, de l'UQAM et d'autres cégeps, avaient une bière à la main tandis que de nombreux joints de pot faisaient le tour des jeunes.

Des dizaines de caisses de bière étaient dispersées à l'extérieur et à l'intérieur du cégep. Même pendant l'intervention des policiers, certains jeunes continuaient à boire sans se faire de soucis.

#### Projectiles

Après avoir bu la bière qu'elles contenaient, des manifestants se sont servis des bouteilles pour les remplir de peinture jaune et les lancer sur les policiers venus les déloger.

Selon le responsable général de l'Association générale étudiante du Cégep du Vieux-Montréal, François Pinet-Forcier, la consommation de drogue et d'alcool n'a pas affecté la crédibilité des étudiants dans leurs revendications.

«L'objectif, à la base, c'était de dormir au cégep et que ce soit festif. À mon avis, il y a des choses plus graves que ça», juge-t-il.

#### Avocat disponible

Déterminés à affronter les forces policières, les manifestants étaient très bien organisés. D'abord, une représentante étudiante avait pour mandat d'inscrire au crayon feutre sur la main des «camarades» le numéro d'un avocat au cas où ils seraient arrêtés.

«J'ai passé la nuit au téléphone», a fait remarquer Me Denis Poitras, à qui les étudiants avaient demandé de rester disponible à l'occasion de la manifestation.

Muni de gants de chirurgie et d'une trousse médicale, un étudiant, qui s'était fabriqué une croix rouge pour être facilement repérable, informait aussi les jeunes qu'ils pouvaient venir le voir s'ils recevaient du poivre de Cayenne dans les yeux.

Question de rassurer les troupes, des leaders du groupe étudiant ont expliqué aux manifestants la stratégie à adopter pour tenir le siège. «Voir les policiers arriver avec leur matraque, c'est intimidant. Mais il ne faut pas avoir peur. C'est ça qu'ils veulent», a lancé un étudiant.

#### Retournez en classe!

Interpellée hier matin au sujet des manifestations qui se multiplient cette semaine, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a prié les étudiants de retourner en classe.

«Le gel des frais de scolarité a été très long. Il faut être réaliste; tous doivent participer», a-t-elle indiqué, ajoutant qu'il est hors de question de ne pas augmenter la facture des étudiants comme prévu.

#### Étudiants en grève

Des milliers d'étudiants manifestent cette semaine contre la hausse des droits de scolarité, le sous-financement du réseau post-secondaire et le plan de redressement destiné à sortir l'UQAM de sa crise financière.

- En grève hier: 42 875 étudiants de 26 associations
- En grève aujourd'hui: 57 781 étudiants de 36 associations
- En grève demain: 38 347 étudiants de 20 associations

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Galerie photo – Jeudi 15 novembre 2007







## Manifestations étudiantes

# Québec reste inflexible

**ÉDUCATION.** La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, refuse de revenir en arrière sur sa décision de hausser les droits de scolarité de 50 \$ par session universitaire, malgré les manifestations étudiantes qui se multiplient.

Des étudiants de niveau collégial et universitaire exercent en effet cette semaine des moyens d'action pour se faire entendre.

Les étudiants dénoncent la

hausse des frais de scolarité, réclament l'établissement d'un système de garderie publique adaptée à la condition étudiante et aussi un réinvestissement dans les ressources et services.

Des manifestations et conférences de presse ont eu lieu hier à Montréal, Québec et Drummondville, notamment. Les étudiants ont entamé trois jours d'action ou de grève et une grande

manifestation, dite nationale, est prévue cet après-midi à Montréal.

La ministre Courchesne a cependant indiqué hier qu'elle maintient sa décision de hausser les droits de scolarité. Selon elle, le gouvernement a bonifié l'aide financière aux étudiants pour éviter que le dégel des droits ait un impact négatif sur l'accessibilité à l'éducation supérieure.

LA PRESSE CANADIENNE

102

C'est le nombre d'étudiants arrêtés hier au cégep du Vieux-Montréal, après avoir refusé de quitter les lieux. La police a également dû intervenir à deux reprises, lundi, à l'Université du Québec à Montréal, pour disperser des étudiants barricadés.

MÉTRO : Photo : UQAM : des perturbations en vue – Jeudi 15 novembre 2007



24 HEURES : 105 étudiants arrêtés – Jeudi 15 novembre 2007

## 105 étudiants arrêtés

Des policiers du Service de police de la Ville de Montréal ont arrêté 105 étudiants qui avaient pris d'assaut le cégep du Vieux-Montréal durant la nuit de mardi à mercredi. Des étudiants ont causé des dommages à l'intérieur du bâtiment. Du mobilier s'est retrouvé sur l'esplanade du cégep.

Selon le Service de police de la Ville de Montréal, les manifestants ont fait la sourde oreille à deux avis d'expulsion. Les 105 étudiants arrêtés seront accusés de voies de fait contre des policiers et de méfaits. Dans les heures précédentes, quelques centaines d'étu-

diants s'étaient massés devant l'institution pour accorder leur appui à leurs collègues de l'Université du Québec à Montréal qui ont débrayé en début de semaine.

### APPEL AU CALME

De son côté, la ministre de l'Éducation Michèle Courchesne a réaffirmé que le dégel des frais de scolarité était là pour demeurer. Elle a invité les étudiants au calme et espère le retour en classes des grévistes dans les plus brefs délais.

(JCG)

THE GAZETTE: First page: On strike students to rally today - Thursday, November 15, 2007

PEGGY CURRAN, The Gazette

By the books, it was an ordinary day at Dawson College - if it weren't for the clutch of pickets on the doorstep shouting "Free

Education Now," security guards keeping watch for interlopers, or the faculty members who cancelled classes or simply refused to cross the line.

Students at Dawson College kicked off an impromptu three-day strike yesterday, joining more than 40,000 university and CEGEP students from across the province who are boycotting classes to protest against Quebec's decision to boost tuition fees by \$500 over the next five years.

Today, thousands of those students, along with a smattering of supporters from McGill University, are expected to descend on Dorchester Square for an anti-government rally, the centrepiece of a week of "direct action" spearheaded by the Association pour une solidarité syndicale étudiante. The umbrella organization, whose members include faculty associations at Université du Québec à Montréal and Université Laval, pushed for a full-scale strike this fall.

It had to settle for a three-day walkout when it failed to get the support it needed from at least seven member groups.

That hasn't stopped small gangs of striking students and radical followers on and off campus from whipping up a firestorm. Throughout the week, they've staged illegal camp-outs at UQÀM and CEGEP Vieux Montréal, where they've clashed with police, ransacked classrooms and punched out walls.

At Vieux Montréal, 105 people were arrested early yesterday after they used plywood, vending machines and a toilet to set up barricades on Ontario St., turning fire hoses and extinguishers on riot police summoned to evict them. They face charges of assault, assault and battery and public mischief.

ASSÉ called a demonstration at Émelie Gamelin park late last night, lashing out at what it called police repression and "savage interventions" by the riot squad. ASSÉ official Hubert Gendron-Blais condemned the use by police of Taser guns and pepper spray to control the crowd: "Police brutality is no way to treat those who dare to fight for social change."

About 500 people showed up last night and organizers urged them to be peaceful.

So far, Dawson is the only English-language institution whose students have voted to strike. Yet that action appeared to come as a surprise, not only to the thousands of students who turned up for class, but also to Dawson's student union executive.

DSU president Charlie Brenchley said Tuesday's general assembly had been called to seek support for a rally against tuition hikes on Nov. 22, which is being organized by the Fédération étudiante universitaire du Québec and the Canadian Federation of Students, of which Dawson is a prospective member.

Instead, a strong majority of students who attended voted in favour of a motion from the floor to launch a three-day walkout. Roughly 400 of Dawson's 7,400 students turned out for the vote. "That's huge, something of a record for us," Brenchley said. "Usually, we don't even get a quorum, which is 115."

In a statement sent to Dawson students by Facebook yesterday, the DSU called on students to "make sure classes don't occur, so that your vote was not made in vain. Protect the decision you made!"

Brenchley, a second-year student specializing in North-South Studies, said the DSU would not tolerate any kind of violence.

By 10 a.m. yesterday, no more than a dozen students were manning the picket line outside Dawson's main student entrance on de Maisonneuve Blvd.

"Education is a right, not a privilege," said Samantha Hackel-Butt, a visual arts student who said the costs of post-secondary education should be borne by the same people who pay for it now. "Don't ask me who, I'm not really up on politics that much."

"It would be better to increase taxes than increase tuition - although I guess our parents might not agree with that," said Sarah Luger, a literature student in a Harvard sweatshirt.

Inside, hundreds of students raced off to classes or milled around the cafeteria wondering what to do next.

"I support the cause, but I was supposed to have a quiz today and I didn't want to take a chance it would hurt my grades," said one student, who spoke on condition that her name not be used.

As it happened, the test was postponed.

On the sidewalk outside, teachers debated whether they should call in sick or cancel classes. "We ask students to respect our picket lines, so how can we cross theirs?" a social sciences professor said.

On Tuesday, students at McGill University voted to endorse today's day of action and encourage as many students as possible to lend their voices to the campaign for free post-secondary education.

McGill's Students' Society had hoped to get the go-ahead for a one-day walkout, but decided to downshift when it failed to get the turnout from all faculties at Tuesday's general assembly needed to approve a strike.

Max Silverman, SSMU's vice-president for external affairs, estimated 70 per cent of the 625 students who attended the general assembly endorsed the day of action in a show of hands. But he admitted that getting McGill students to take part in student demonstrations is a challenge.

Last week, Concordia University's student union failed to get enough people at its general assembly to endorse participation in the Nov. 22 rally.

pcurran@thegazette.canwest.com

- - -

Business as usual - officially

Officially, it's business as usual at Dawson College during the three-day student strike that began yesterday.

Unofficially, however, many teachers are cancelling classes or refusing to cross picket lines. Yesterday, many of those who chose to hold classes postponed tests or decided to review old lessons rather than begin new material.

Dawson official Donna Varrica said two "snow days" built into the school calendar give the college a little room to manoeuvre should teachers feel students have fallen behind because of the walkout. Faculty and administration met yesterday afternoon to see whether enough "learning and teaching had been carried out" to avoid having to make up for lost time. "An awful lot of students did come in."

Students received information on the strike vote yesterday with a posting sent to their Dawson Facebook file. For the most recent updates on class cancellations, students can check the college website at [www.dawsoncollege.qc.ca](http://www.dawsoncollege.qc.ca)

## **THE GAZETTE: Yes, there are issues to be tackled. No, roughhouse tactics are not the way - Thursday, November 15, 2007**

PEGGY CURRAN, The Gazette

The evening student was very young and deadly earnest. A tuition hike and \$160 boost in student fees at Université du Québec à Montréal this fall were terribly unfair, she said.

She'd moved to Montreal because commuting to and from her parents' home in Valleyfield took more than three hours by bus. But her folks were not paying a penny toward her tuition or living expenses and she was having trouble staying ahead of the bills.

"Sometimes I think I'd be better off if I just stayed home and collected welfare," she told a visitor to the gloomy classroom at the back of a converted office building on Ste. Catherine St. E.

She was outraged by UQÀM's decision to tack on extra fees to help cover its burgeoning deficit and said she was fully in favour of a student strike this week to protest against the increases.

Hear, hear, said a man at the back of the class, a wonderfully opinionated supporter of the Green Party. "University should be free here, like Finland."



Yet few classmates shared their enthusiasm. Silent until then, a young woman from China described what a privilege it is for students in her country to go to university - and how parents somehow scrape together the money to pay for it. A woman from South America described how she'd paid twice as much to get her first degree in Brazil, only to be told when she got here it was only as good as a CEGEP diploma.

"The money has to come from somewhere," said another student, a Quebec-born man in his mid-30s. "Who do you think is going to pay for your education if you don't?"

Such a good question.

On Monday, students in faculties representing half of UQÀM's students launched an unlimited strike to express their disgust with tuition hikes and increases in ancillary fees.

Just for a laugh, students - some wearing clown noses, others with the hoary look of veteran agitators - set up chairs in the middle of Ste. Catherine St. in a mock classroom. Then 100 protesters, some sporting a red square signifying their anarchist leanings, swarmed Claude Corbo, a veteran political science professor and former rector who is the only candidate who has come forward to lead UQÀM out of its current financial morass. Police were called and three men were arrested.

Before the strike began, leaders of five student associations signed an agreement with the university, pledging respect for the rights of individuals and belongings. Yet when the time came to close the campus for the night, protesters refused to leave, hurling chairs and ransacking classrooms before police managed to evict them.

On Tuesday night, action shifted to CÉGEP du Vieux Montréal, where 105 people were arrested and charged with assault and public mischief when they refused to leave the campus, used vending machines, chairs and a toilet to build a barricade and turned fire hoses on police.

You can bet they'll have other tricks in store this afternoon, when students from assorted campuses are expected to rally at Dorchester Square before their now-traditional descent on Premier Jean Charest's Montreal office on McGill College Ave.

In whose world does any of this constitute the behaviour of people who belong at a university? What brain surgeons-in-training imagine anyone will listen to their demands - never mind believe they're owed a free ride - when they've allowed their movement to be hijacked by a bunch of thugs who wouldn't go to class even if they were enrolled in a program?

Yes, there are legitimate issues that need to be tackled as Quebec slowly lifts the freeze on tuition fees. An overhaul of grants and bursary formulas is vital to ensure students from underprivileged families get a fair shake and don't have to drop out or graduate with an insupportable debt.

Parents, too, need to rethink their own responsibility toward the cost of their child's education, so a smart girl from Valleyfield with ambition isn't left carrying the whole load and feeling stressed and overwhelmed.

At UQÀM, students have cause to feel they're being made to pay part of the burden for real-estate follies that have pushed the school to the brink of bankruptcy.

Leaders of the strike there say students who don't want to be out on the street should have shown up at the assembly to vote against it. But students shouldn't be punished - or run the risk of losing a semester - because they'd rather go to class than strike or play at politics.

Especially when their student government can't be bothered to heed the rule of law.

## **CANOE INFOS: Grève à l'Université Laval : 13 associations sur 80 en grève - Mise à jour: mercredi 14 novembre 2007, à 19:03**

Olivier Artis

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. 2 700 étudiants de l'Université Laval sur un total de quelque 37 000 débrayent jusqu'à vendredi. Cela semble peu, mais les membres de ce noyau dur entendent rallier leurs camarades à leur cause. Le moyen ? La sensibilisation. Les étudiants manifestent contre le dégel des frais de scolarité enclenché par le gouvernement de Jean Charest.

L'image se voulait choc. La Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) a invité 13 représentants d'associations à une conférence de presse. Les 13 étaient sagement assis derrière un grand bureau face à la presse. Ils ont crié leur union contre le dégel des droits de scolarité.

Cependant, pas d'annonce surprise, si ce n'est trois jours de grève. C'est justement ces 13 associations sur 80 qui ont voté en faveur du débrayage. La relative mobilisation étudiante a largement été soulignée par les journalistes présents et les étudiants ont éprouvé quelques difficultés à l'expliquer.

«Beaucoup d'associations sont en période d'information. Nous, ça fait longtemps qu'on informe. C'est maintenant que ça se passe, nous avons besoin des autres associations pour créer un mouvement de masse! Nous leur disons : go!», lance Olivier Jégoux, coordonnateur aux affaires externes de l'Association générale des étudiants et étudiantes prégradués en philosophie (AGÉÉPP).

«Ce sont 13 associations qui ont voté pour une grève de trois jours et une manifestation à Montréal. Nous pouvons aller plus loin, la grève peut s'étendre. Nous continuons à sensibiliser les autres», complète Geneviève Perron, coordonnatrice de l'Association des étudiantes et étudiants en anthropologie (AÉÉA).



**Près de 2 700 étudiants sont en grève à l'Université Laval. Ils manifestent contre le dégel des frais de scolarité.**

© Canoë/Olivier Artis

### **Moyens de pression**

La grève est le moyen de prédilection pour se faire entendre. C'est ce qu'ont compris les étudiants. Des stands d'information les sensibilisent déjà à la cause sur le campus. Les associations soulignent que la hausse des frais sera de 30 % en cinq ans. De plus, ces dernières prétendent que d'autres actions sont prévues sans toutefois les dévoiler.

Par contre, les porte-parole étudiants révèlent ne pas se diriger vers une grève générale illimitée. Ils refusent cependant de céder au discours de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne. Elles entendent également se joindre à la manifestation nationale, demain, à Montréal.

«C'est clair, nous allons continuer à augmenter les moyens de pression. Pour le moment, ce sont trois jours de grève, mais d'autres consultations se font. La contestation va aller en grandis-

sant. Nous travaillons fort pour étendre ce mouvement à l'extérieur», fait savoir M. Jégoux.  
La question du dégel des frais de scolarité resurgit régulièrement. Les étudiants en grève entendent payer le même prix pour étudier d'une année à l'autre. Certains vont plus loin en réclamant la gratuité scolaire.  
D'autre part, ils réclament des réinvestissements en éducation. Ils s'attendent au règlement du déficit des universités, soit environ 400 M\$.

De son côté, la ministre Courchesne répond qu'elle vise l'accessibilité aux études supérieures. L'augmentation de l'aide financière aux étudiants dans le besoin va dans ce sens.  
Le Québec a les plus bas frais de scolarité au pays. Ils avoisinent les 800 \$ par session universitaire. Les grévistes qualifient le dégel d'idéologique. Par ailleurs, ils croient à la croissance de la mobilisation, même après les prochaines vacances.

## **L'HEDBO DE SAINT-MAURICE : Un débat pour l'avenir de l'éducation : Pour un nouveau pacte au sujet de la contribution étudiante - Article mis en ligne le 14 novembre 2007 à 13:09**

**par Marie-Eve Proulx**

Jean-Patrick Brady, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec commente le mémoire «Pour un nouveau pacte de l'Éducation universitaire».

Un débat pour l'avenir de l'éducation

Pour un nouveau pacte au sujet de la contribution étudiante

Convaincus qu'il faut relancer le débat autour de l'avenir de l'éducation supérieure au Québec, Jean-Patrick Brady, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et Jonathan Fortier, président de l'Association générale étudiante de l'Université du Québec à Trois-Rivières (AGEUQTR) présentent le mémoire Pour un nouveau pacte de l'Éducation universitaire.

Issu d'un travail de recherche de plusieurs mois, ce mémoire, mandaté par la FEUQ, propose un projet politique cohérent pour le développement des universités québécoises. À l'aide d'hypothèses scientifiques et de calculs vérifiés par des économistes, la FEUQ est d'ailleurs parvenue à créer des simulations reproduisant les conditions d'implantation de quatre modèles alternatifs de contribution étudiante au financement des universités. «Le contexte de sous financement des universités québécoises, estimé à 400 M\$, ne sera pas éliminé par le dégel des droits de scolarité. Ce constat frôle l'évidence et le mémoire en fait une illustration frappante», explique le président de la FEUQ.

Selon ce dernier, les millions de revenus supplémentaires issus de la hausse des frais, évalués à 75 M\$ dans cinq ans, ne sauront compenser l'absence de réinvestissement public et le déséquilibre éprouvé depuis la perte des transferts fédéraux. «La catastrophe financière de l'UQAM nous montre à quel point l'état de crise actuel est dangereux. Sans un projet rassembleur porté par une volonté politique nationale, les déficits, les coupures et les mauvaises pratiques de gestion ne cesseront pas», poursuit-il, ajoutant que l'accessibilité aux études est en danger.

Le mémoire présenté saisit les enjeux de front, en proposant de renforcer la Loi sur l'imputabilité des universités, de bâtir une nouvelle politique nationale des universités et de garantir à long terme l'engagement financier de l'État québécois envers son réseau d'éducation supérieure. «Nous disposons maintenant d'outils pour évaluer la faisabilité de la gratuité scolaire, de l'indexation des frais et de deux modèles alternatifs à l'imposition de frais de scolarité. On va faire ce débat ensemble et je peux vous garantir qu'il en sortira un projet qu'on saura imposer par la force de notre conviction et de notre mobilisation», conclut monsieur Brady.

Le mémoire [Pour un nouveau pacte de l'Éducation universitaire](#) est disponible sur le site web de la FEUQ.

## **CYBERPRESSE : Des étudiants se disent victimes de répression policière - Le mercredi 14 novembre 2007**

Presse Canadienne, Montréal

**Des étudiants se sont rassemblés mercredi soir au centre-ville de Montréal pour dénoncer la répression policière dont ils se disent victimes.**

Selon le réseau TVA, les membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante ont manifesté devant l'édicule de la station Berri-UQAM.

Ils ont condamné la brutalité des policiers qui ont réprimé, la nuit précédente, la mobilisation des étudiants, réunis devant le cégep du Vieux-Montréal.

Le mouvement de grève des étudiants s'oppose à la hausse de 500 \$ des droits de scolarité prévue sur cinq ans, à raison de 50 \$ par session.

Les étudiants devaient tenir un point de presse à 23 h 00.

Une grande démonstration de force nationale des étudiants est prévue jeudi à Montréal.

## **RADIO-CANADA / QUÉBEC : Université Laval : Les étudiants interpellent Québec - Mise à jour le mercredi 14 novembre 2007 à 11 h 33**

Près de 3 000 étudiants de l'Université Laval ont amorcé un débrayage, mercredi, afin de s'opposer à la décision du gouvernement Charest de hausser les droits de scolarité de 30 % sur 5 ans, et ce, dès cet automne.

Ces derniers revendiquent des réinvestissements massifs en éducation. Concrètement, ils réclament que le gouvernement comble le déficit des universités qui atteint au bas mot 400 millions de dollars. Ils demandent également à Québec de geler, sinon même d'abolir, les frais de scolarité.

Au total, 13 des 80 associations membres de la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) ont donc approuvé un débrayage qui s'échelonnait sur trois jours. Les étudiants ont préféré ce moyen de pression à un autre puisque, comme le précise le président du regroupement des étudiants en sociologie, Philippe Nazair, la mobilisation constitue un véritable défi.

«Partir en grève ce n'est pas quelque chose de facile à faire et nous ne croyons pas que le moyen de la grève générale illimitée est un moyen que nous devons prendre maintenant. C'est possible, en effet, que tous les étudiants n'aient pas la même position à ce sujet, mais je ne crois pas que la position de ceux qui y croient soit moins légitime », a-t-il défendu.

Du côté du gouvernement Charest, la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne, réitère le refus de Québec de faire marche arrière.

«Ça demeure encore une augmentation de droit extrêmement raisonnable. Nous avons bonifié l'aide financière aux étudiants pour justement nous assurer de l'accessibilité et limiter au maximum l'augmentation de ces droits. Je vous rappelle surtout qu'on est la province dont les droits de scolarité sont les plus bas au Canada », a répété la ministre Courchesne.



Le débrayage des étudiants s'inscrit dans un mouvement national | qui doit culminer jeudi à Montréal par une grande manifestation.

**RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Grève étudiante : Grabuge au cégep du Vieux Montréal - Mise à jour le mercredi 14 novembre 2007 à 10 h 21**



Arrestation d'un manifestant

Plus d'info  
Audio et Vidéo

[Caroline Belley résume les évènements.](#)

Des policiers du SPVM ont arrêté une centaine de personnes qui avaient envahi le cégep du Vieux Montréal dans la nuit de mardi à mercredi.

Quelques centaines de personnes s'étaient rendues manifester mardi soir devant l'institution, dont les étudiants ont voté pour une grève de trois jours. Plusieurs dizaines de manifestants sont entrés dans le cégep et ont causé des dommages à l'intérieur. Du mobilier s'est retrouvé sur l'esplanade du cégep. Des étudiants ont voulu se dissocier de ces gestes de vandalisme.

Vers 23 heures, les policiers ont été appelés à intervenir. Selon le SPVM, les manifestants ont rejeté deux avis d'expulsion. L'intervention des forces de l'ordre a entraîné l'arrestation de 102 personnes. Elles ont été libérées quelques heures plus tard sur promesse de comparaître. Elles seront accusées de voies de fait contre des policiers et de méfaits.

Les étudiants en grève jusqu'à vendredi sont au piquet de grève depuis 7 h.

**L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : Le Cégep paralysé toute la journée : Quelque 140 étudiants bloquent les portes depuis 7 h ce matin - Article mis en ligne le 14 novembre 2007 à 8:50**



L'entrée principale du cégep de Drummondville est assiégée depuis 7 h ce matin.

[Voir toutes les photos](#)  
par Dominic Villeneuve

Quelque 140 étudiants bloquent les portes depuis 7 h ce matin  
Quelque 140 étudiants bloquent les portes du cégep de Drummondville depuis 7 h ce matin, empêchant ainsi la tenue des cours. Ils en sont à la première journée d'une grève de trois jours et doivent manifester devant le collège vers 14 h aujourd'hui.

Le coordonnateur général de l'Association générale étudiante du cégep de Drummondville (AGECD), Simon Bertrand, le reconnaît d'emblée : leur but était d'annuler les cours toute la journée. Ce qu'ils ont réussi puisque la direction a verrouillé les portes vers 7 h 30 et s'apprêtait ensuite à fermer l'établissement pour la journée.

«On est quand même 140-150 ce matin. On leur prouve qu'il y a un véritable mouvement étudiant», a indiqué M. Bertrand.

[Les étudiants manifestent ce matin avec entrain.](#) Comme toujours, la musique et la danse sont au rendez-vous, ce qui confère une atmosphère festive à l'exercice.

Le tout se déroule sous la supervision de la Sûreté du Québec, qui patrouille le secteur et le stationnement à répétition, ce qui n'intimide pas pour autant les manifestants.

«La police a l'air bien tranquille. On espère que ça va rester comme ça. Je pense qu'on va passer une belle journée. Il y a des activités pour les manifestants toute la journée», a précisé le coordonnateur général de l'AGECD.

Posté à l'entrée du cégep, le directeur général de l'établissement collégial, Normand Bernier, regardait, inquiet, les agissements de certains manifestants. Celui-ci déplore que des activistes de l'extérieur soient sur place pour «allumer» les cégépiens drummondvillois.

«On trouve de nouveaux étudiants ce matin, a-t-il lancé. Ce sont les plus perturbateurs. Je trouve ça triste, parce que les étudiants font une manifestation légitime. Ils en ont le droit, mais des gens de l'extérieur viennent s'imposer.»

M. Bernier note que cette grève étudiante aura des conséquences fâcheuses non seulement pour les étudiants, mais aussi pour la communauté. En effet, des groupes de jeunes devaient dormir au cégep ce soir dans le cadre du congrès de Fédération des associations de musiciens éducateurs du Québec (FAMEQ). Ils devront se trouver un autre endroit où loger.

«On ne prendra pas la chance que certains éléments de l'extérieur viennent «foutre» le trouble dans le collège», a expliqué le directeur général du Cégep de Drummondville.

Le collège étant fermé pour la journée, la direction de l'établissement réévaluera la situation demain matin.

D'autres détails à suivre plus tard sur [www.journalexpress.ca](http://www.journalexpress.ca), ainsi que du matériel vidéo de la manifestation de cet après-midi.

## CYBERPRESSE : Plus de 100 étudiants arrêtés au cégep du Vieux-Montréal - Le mercredi 14 novembre 2007

La Presse Canadienne, Montréal

**Une centaine d'étudiants qui manifestaient à l'intérieur du cégep du Vieux-Montréal ont été arrêtés en début de nuit, mercredi, pour avoir refusé de se plier à un ordre de quitter les lieux.**

Selon le Service de police de la Ville de Montréal, la direction du cégep du Vieux-Montréal a lu deux fois aux étudiants un avis d'expulsion; ils auraient refusé d'obtempérer, ce qui a incité la direction à alerter la police.

Les 102 étudiants arrêtés ont tous été remis en liberté plus tard dans la nuit, après avoir été identifiés. On ne déplore aucun blessé. Une multitude d'accusations seront portées contre ces jeunes qui devront comparaître en cour par voie de sommation. Certains d'entre eux sont d'âge mineur.

Parmi les accusations figurent celles de voies de fait, d'agression armée contre des policiers et de méfait public. Des dommages ont été constatés à l'intérieur de l'immeuble du collège, situé sur la rue Ontario Est.

## LE DEVOIR : Grève dans les universités - Journée studieuse après une nuit de délinquance - Édition du mercredi 14 novembre 2007

Clairandree Cauchy

L'atmosphère était plutôt bon enfant sur la planète de la grève uqamienne hier, après une nuit et un lundi mouvementés. L'Université populaire à Montréal (UPAM) battait son plein et les étudiants troquaient leurs cours respectifs pour des ateliers militants.

La journée d'hier tranchait avec la nuit houleuse et l'altercation de la veille entre des policiers et des grévistes devant les locaux administratifs où le recteur en attente, Claude Corbo, avait trouvé refuge après s'être heurté à une centaine d'étudiants venus manifester à l'entrée de son local de classe. Dans la nuit de lundi à mardi, une centaine d'étudiants s'étaient barricadés au deuxième étage du pavillon Hubert-Aquin, déterminés à y passer la nuit.

La direction de l'UQAM avait cependant fait savoir qu'elle ne tolérerait pas la présence des grévistes dans l'université après 23h30. Elle a fait appel aux policiers, qui sont intervenus vers 1h, mettant plus d'une heure à pénétrer dans le bâtiment, pour franchir les portes cadenassées et des amoncellements de chaises et de bureaux. Les étudiants ont quitté les lieux avant l'entrée des policiers, et aucune arrestation n'a été effectuée.

«En personnes responsables, nous ne pouvions permettre aux gens de rester là en enfreignant les normes de sécurité dans un édifice public», a expliqué le directeur des communications de l'UQAM, Daniel Hébert, soulignant qu'il y a eu des actes de vandalisme entraînant des «milliers de dollars de dommages». L'UQAM déplore l'attitude des étudiants, dont certains proviendraient de l'extérieur de l'établissement, et fait valoir que de telles actions contreviennent à une entente conclue avec les différentes associations étudiantes la semaine dernière.

La porte-parole des cinq associations en grève de l'UQAM, soit toutes les associations à l'exception de celles des facultés de ges-

tion et d'éducation, réfute cette interprétation. «Les associations facultaires ne se sont jamais engagées à ce qu'il n'y ait pas d'occupation», affirme Emmanuelle Sirois. Elle souligne que le bed-in se voulait une réaction à l'intervention policière «démessurée» de la veille.

Hier soir, on ne prévoyait aucune occupation à l'UQAM. L'attention était plutôt centrée sur le Cégep du Vieux-Montréal. Les étudiants entendaient donner le coup d'envoi de leur grève de trois jours par un bed-in. La direction du collège a fait savoir hier qu'elle ne tolérerait pas l'activité.

### Grévistes en classe

À l'UQAM, la deuxième journée de grève s'est déroulée dans un climat moins fébrile que la veille. Lors de notre passage dans le corridor central où se tenait le kiosque d'information de la grève, des dizaines d'étudiants consultaient le calendrier des activités, magasinant leur cours de l'«Université populaire». Le choix de conférences était varié comme en font foi les titres: La mobilisation et le militantisme à l'heure d'Internet; Étude comparative des effets d'une grève sur le cerveau des étudiants et des administrateurs d'université, avec un neurobiologiste de gauche; La santé de ma grand-mère n'est pas une occasion d'affaire, avec le porte-parole de Québec solidaire, Amir Khadir, etc.

En fin de journée, les étudiants étaient invités à «dérouler le tapis rouge» au seul candidat au rectorat, Claude Corbo, en exprimant publiquement leurs attentes.

Cette mobilisation étudiante bat son plein, au moment même où la communauté uqamienne doit voter pour ou contre la candidature de M. Corbo au rectorat. Ce dernier n'a pas commenté les événements hier et a par ailleurs fait annuler l'entrevue prévue cette semaine avec Le Devoir, jugeant «inélégant» de s'exprimer sur la



place publique avant la fin du processus de vote. Le recteur devrait être nommé mardi prochain, si tant est que M. Corbo accepte le

mandat, à la lumière des suffrages obtenus.

## LA TRIBUNE : Le Cégep de Drummond paralysé - Le mercredi 14 novembre 2007

Claude Plante, La Tribune, SHERBROOKE

**Les activités ont été paralysées, mercredi matin au Cégep de Drummondville, à la suite du déclenchement d'une grève des étudiants.**

Devant la mise en place d'une ligne de piquetage tenue lors d'une manifestation étudiante, la direction du cégep a reporté toutes les activités de la journée et de la soirée qui se tiennent normalement. Rappelons qu'à la suite d'une assemblée générale, le jeudi 8 novembre, l'Association générale étudiante du Cégep de Drummondville (AGECD) a obtenu un mandat de la part d'environ 160 étudiants pour une suspension des cours les 14, 15 et 16 novembre.

Les manifestations étudiantes dénoncent le dégel des frais de scolarité.

La direction, qui dit avoir pris des dispositions afin d'assurer «la sécurité des étudiants, du personnel et des usagers de l'institution», évaluera jeudi les modalités de reprise des activités, indique un communiqué.

Par conséquent, toutes les activités administratives, éducatives et pédagogiques sont suspendues. Toutefois, les étudiants en stage en milieu de travail et en milieu de santé poursuivent leurs activités habituelles.

## LA TRIBUNE : UdeS: les étudiants de sciences humaines votent pour la grève - Le mercredi 14 novembre 2007

Isabelle Pion, La Tribune, Sherbrooke

**Les membres de l'Association générale des étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines (AGEFLESH) ont opté à 70 % pour la grève, mercredi, lors d'un vote en assemblée générale.**

Une grève aura donc lieu jeudi, de même que le 22 novembre.

Ces débrayages se dérouleront alors que le mouvement étudiant convergera à Montréal, jeudi et le 22 novembre, dans le cadre de manifestations nationales.

Celles-ci sont organisées respectivement par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Pour leur part, les membres de l'Association générale des étudiants de la faculté d'éducation de l'Université de Sherbrooke (AGEFEUS), regroupant quelque 2300 étudiants, se sont prononcés pour la grève, qui se tiendra le 22 novembre.

## JOURNAL DE MONTRÉAL : UQAM : Vandalisme étudiant - Mise à jour: Mercredi 14 novembre 2007, à 05:55

Jean-Philippe Pineault, Le Journal de Montréal



**Les dégâts sont importants, comme on le voit sur ce cliché, où une partie du plafond d'une classe a été arrachée.** Photo Le Journal

Chaises, bureaux, machines distributrices, tableaux: le mobilier de classe s'est transformé en barricade lors d'une manifestation d'étudiants en grève qui ont assiégé un pavillon de l'UQAM en pleine nuit, forçant l'intervention des policiers.

C'était la deuxième fois en moins de 24 heures que la police de Montréal était appelée à l'UQAM pour du grabuge fait par des étudiants en grève pour une semaine.

Plus tôt en après-midi lundi, Claude Corbo, vraisemblablement futur recteur de l'institution, a dû se réfugier dans un local après avoir tenté de franchir le piquet de grève devant sa salle de cours.

### Pots de peinture

Quelques heures plus tard, vers 23h30, la direction de l'UQAM a demandé à une centaine d'étudiants qui avaient investi le deuxième étage du pavillon Hubert-Aquin de quitter les lieux, mais en vain.

Appelés en renfort, les policiers ont eu du mal à intercepter les étudiants qui avaient bloqué des corridors, des portes et des escaliers à l'aide de mobilier de classe. Des pots de peinture ont aussi été lancés sur les murs et des portes ont été enchaînées, ont rapporté la direction de l'UQAM et les policiers.

Selon la porte-parole des étudiants de l'UQAM, Emmanuelle Sirois, il s'agirait toutefois de dessins faits à la gouache et à la craie, facilement nettoyables.

### Grabuge exagéré?

«À certains endroits, les étudiants ont complètement rempli une cage d'escalier et fait une barricade de 25 pieds de long», a déploré Daniel Hébert, directeur des communications de l'UQAM, qui a vivement déploré l'incident qui a fait plusieurs milliers de dollars de dommages.

Secrétaire aux communications de l'Association pour une solidarité étudiante (ASSÉ), Hubert Gendron-Blais a condamné l'attitude de l'UQAM «qui a fait appel à la police deux fois dans la même journée contre la mobilisation étudiante».

Selon ce dernier, la situation de grabuge rapportée par les autorités de l'université et la police est exagérée. «Il n'y a eu aucun bris de matériel», assure-t-il.

Cinq des sept associations facultaires de l'UQAM sont en grève pour dénoncer le sous-financement des universités et le plan de redressement proposé pour sortir l'établissement de sa mauvaise posture.

Plusieurs manifestations des associations étudiantes collégiales et universitaires sont à prévoir cette semaine, dont un grand rassemblement qui aura lieu le 15 novembre à Montréal.

## Ça brasse à l'UQAM

Les policiers et les étudiants de l'UQAM en sont venus aux prises durant la nuit de lundi à mardi. Les étudiants en grève voulaient tenir un « bed-in » mais leur projet a été contrecarré par l'intervention policière vers 1 h 30 durant la nuit.

Les étudiants affirment avoir été molestés par les forces de l'ordre lors de cette confrontation dans le pavillon Hubert-Aquin. Selon les étudiants, leur occupation ne concernait qu'un petit espace de l'université et

leur action allait laisser libre cours à la circulation pendant le jour. De son côté, la direction de l'UQAM affirme qu'une lettre d'entente a été signée vendredi dernier par les cinq associations étudiantes en grève portant sur le respect des personnes et des biens. Selon la direction, plusieurs manifestants ont commis des gestes de vandalisme en saccageant du mobilier dans des locaux du pavillon Hubert-Aquin.

(JCG)

### MÉTRO : Brève : UQAM – Mercredi 14 novembre 2007

**UQAM.** Des étudiants ont levé l'occupation de locaux de l'UQAM, la nuit dernière, après que la direction eut fait appel à l'intervention de policiers.

LA PRESSE CANADIENNE/MÉTRO

### CNW : CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL : COMMUNIQUÉS DE PRESSE - Des manifestants empêchent le directeur général du cégep du Vieux Montréal de s'adresser aux journalistes, Mercredi 14 novembre, 17h13

MONTREAL, le 14 nov. /CNW Telbec/ - Des manifestants ont forcé, cet après-midi, l'annulation du point de presse du directeur général du cégep du Vieux Montréal, monsieur Jacques Roussil. Le Collège déplore vivement que des manifestants étudiants aient empêché Monsieur Roussil de rencontrer les journalistes pour présenter la position du Collège sur l'intervention policière de la nuit dernière.

#### Voici le texte de l'allocution de Monsieur Roussil :

"Hier soir, vers 10 heures, avant la fermeture du Cégep, une soixantaine d'étudiants ont érigé des barricades à l'intérieur et à l'extérieur du cégep, bloquant ainsi les accès. Malgré les interventions des autorités en place, les barricades ont été maintenues. En conséquence, le Collège n'était pas en mesure d'assurer la sécurité des personnes présentes et des biens.

Dès le 25 octobre, le Collège a avisé les représentants de l'association étudiante qu'il ne pouvait autoriser le bed-in de trois jours, les conditions requises pour la tenue d'une activité étudiante avec coucher, notamment en ce qui a trait à la sécurité, n'étant pas respectées. Le Service de sécurité incendies de la ville de Montréal nous avait d'ailleurs confirmé qu'il ne nous accompagnerait pas pour la tenue de ce bed-in.

Le Collège a réitéré, la semaine dernière, auprès de l'association étudiante qu'il n'autorisait pas le bed-in demandé et que devant une occupation forcée au cours de laquelle le Collège ne pourrait

assurer la sécurité, il devrait faire appel au Service de police de la ville de Montréal.

A deux reprises, à minuit et à minuit trente, la nuit dernière, le Collège a formellement enjoint les étudiants à quitter l'établissement. Les étudiants ayant refusé de quitter les lieux, le Collège n'avait plus d'autre choix que de faire intervenir le Service de police de la ville de Montréal.

Il est vrai qu'au cours des dernières années, des étudiants du Cégep ont tenu dans nos murs des activités avec coucher sans que nous ayons à déplorer d'incidents malheureux. A certaines de ces occasions, les ententes intervenues avec le Collège n'ont pas été respectées, plaçant ainsi le Collège et les participants dans un état de vulnérabilité.

Nos décisions sont basées sur l'ensemble de ces éléments et visent à éviter les situations de vulnérabilité tant pour les étudiants que pour le Collège.

Ce matin, des dommages importants ont été constatés. Ces dommages ont pris une large part dans notre décision de suspendre les activités normales du Collège. La situation sera réévaluée demain matin."

Renseignements:

Source : Cégep du Vieux Montréal, Direction des communications et des affaires corporatives

### CSN-SPPCVM : Les professeurs du Cégep du Vieux-Montréal dénoncent l'attitude de la direction – Mercredi 14 novembre 2007, à 15h55

MONTREAL, le 14 nov. /CNW Telbec/ - Réunis en assemblée générale, les professeurs du Cégep du Vieux-Montréal dénoncent la façon irresponsable et irrespectueuse dont la direction a géré la situation survenue hier soir. A l'unanimité, les représentants de tous les corps d'emploi du collège avaient recommandé à la direction du cégep d'accepter le "bed-in" projeté par les étudiants dans le cadre de leurs revendications légitimes, pour éviter toute

confrontation. La décision précipitée de la direction du Cégep du Vieux-Montréal de faire investir le groupe d'étudiants par l'escouade anti-émeute va à l'encontre de notre projet éducatif, qui prône une approche humaniste et citoyenne face aux enjeux sociaux.

#### Renseignements:

Jean-Marc Petit, président, Syndicat des professeurs du CVM-CSN, (514) 843-8884



---

---

**CNW : CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL : CORRECTION/Invitation aux médias - Point de presse de la direction du cégep du Vieux Montréal sur l'intervention policière de la nuit dernière - 14 novembre, 13h52**

---

MONTREAL, le 14 nov. /CNW Telbec/ - Le point de presse de la direction du cégep du Vieux Montréal sur l'intervention policière pour empêcher une occupation la nuit dernière est déplacé. Il se tiendra dans le Hall d'entrée du 2040 ave Hôtel-de-Ville.  
Date : le mercredi 14 novembre 2007

Heure : 14 h 30  
Lieu : 2040, rue Hôtel-de-Ville, dans le Hall d'entrée  
Renseignements:  
Mylène Boisclair, (514) 894-4012; Source: Direction des communications et des affaires corporatives, Cégep du Vieux Montréal

---

**CNW : CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL :Rappel/Invitation aux médias - Point de presse de la direction du cégep du Vieux Montréal sur l'intervention policière de la nuit dernière - 14 novembre, 12h43**

---

MONTREAL, le 14 nov. /CNW Telbec/ - La direction du cégep du Vieux Montréal tiendra, à 14 h 30 cet après-midi, un point de presse sur l'intervention de la nuit dernière pour empêcher une occupation de ses locaux.  
Date : le mercredi 14 novembre 2007  
Heure : 14 h 30

Lieu : Au coin des rues Hôtel-de-Ville et Saint-Norbert, Derrière le cégep du Vieux Montréal  
Renseignements:  
Mylène Boisclair, (514) 894-4012; Source: Direction des communications et des affaires corporatives, Cégep du Vieux Montréal

---

**CNW : CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL : Invitation aux médias - Point de presse de la direction du cégep du Vieux Montréal sur l'intervention policière de la nuit dernière - 14 novembre, 12h14**

---

MONTREAL, le 14 nov. /CNW Telbec/ - La direction du cégep du Vieux Montréal tiendra, à 14 h 30 cet après-midi, un point de presse sur l'intervention de la nuit dernière pour empêcher une occupation de ses locaux  
Date : le mercredi 14 novembre 2007

Heure : 14 h 30  
Lieu : A confirmer  
Renseignements:  
Mylène Boisclair, (514) 894-4012; Source: Direction des communications et des affaires corporatives, Cégep du Vieux Montréal

---

**CNW : CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL : Intervention policière au cégep du Vieux Montréal pour empêcher une occupation - 14 novembre, 07h50**

---

MONTREAL, le 14 nov. /CNW Telbec/ - Près de 150 étudiants du cégep du Vieux Montréal et d'autres établissements d'enseignement ont tenté de forcer une occupation du cégep hier soir après la fin des cours. Les étudiants, qui étaient déterminés à passer la nuit au cégep en prévision de la grève d'aujourd'hui, ont utilisé du mobilier et des machines distributrices pour constituer des barricades à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement et obstruer les voies d'accès.  
Le Collège avait informé l'AGECVM dès le 25 octobre dernier, qu'il n'autorisait pas la tenue de bed ins dans les nuits précédant les journées de grève annoncées. Au cours des derniers jours, il a

réitéré sa position à plusieurs reprises, soulignant qu'il constatait que les conditions requises pour la tenue d'une activité étudiante avec coucher, notamment en ce qui a trait à la sécurité, n'étaient pas respectées.  
Le cégep a dû demander l'aide du Service de police de la Ville de Montréal afin d'assurer la sécurité des personnes présentes. La direction du Cégep déplore ces incidents.  
Renseignements:  
Direction des communications et des affaires corporatives, Cégep du Vieux Montréal, (514) 982-3437, poste 2700